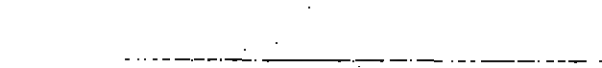


**A L'ÉTRANGER :** Maroc, 8 DH; Tunisie, 360 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 46 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRĐ; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 120 £; Italie, 2.400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FB; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.





## DÉBATS

Maastricht

## Euro-renouveau

par Béatrice Majnoni d'Intignano

La société, à l'ouest de l'Europe, se distingue par son patrimoine culturel pluraliste, sa tradition démocratique et un État-providence sécurisant. Trois traits enviables dont témoignent l'attraction qu'exercent sur les populations des pays du Sud et leur pouvoir de séduction vis-à-vis des Japonais ou des Américains cultivés. Ayons-nous conscience d'appartenir à la première génération ayant vécu dans une Europe riche, en paix et sans émigration, après plus d'un siècle d'affrontements et de guerres ? Mais quelle Europe laisserons-nous demain à nos enfants ?

Noir continent subit un triple déclin. D'abord démographique : du quart de la population mondiale au XIX<sup>e</sup> siècle, il passera à 4,5 % en 2025 et vieillira comme jamais dans l'Histoire. Déclin industriel : des sites de l'époque héroïque de l'accumulation du capital, que restera-t-il quand nous perdrons, depuis la crise de 1974, 25 % de nos emplois dans l'industrie ? Déclin politique enfin, puisque son influence, dans le tiers monde, comme son « jumeau » balkanique, s'effrite.

Avec la récession, Maastricht, à peine adossé, paraît déjà dépassé. Souvent ignorants des réalités, les Français courent en meute après des boucs émissaires que des esprits bâtifs leur donnent à poursuivre : hier l'immigration, le PAC (dont nous restons pourtant les grands bénéficiaires), les taux d'intérêt allemands (au moment où nous souffrons en réalité de la baisse de nos propres taux), aujourd'hui le libre-échange et les mouvements de capitaux, le GATT même, avec la sublimine incohérence qui conduit à exiger d'une même voie une protection commerciale contre des pays d'Asie du Sud-Est, moins développés, et contre un Japon à haute technologie, salaires équivalents aux nôtres et monnaies fortes.

Ne nous trompons pas de combats. On travaillera demain nos enfants ? Dans les services (déjà les deux tiers de l'activité et notre première source d'excédent commercial) plus que dans l'agriculture (3 % des emplois en Europe), Or l'Uruguay Round libérera les échanges de services, ce dont la France profitera plus que ses voisins allemands. Or exporteront les Européens ? Entre eux, dans les pays avancés, en Asie du Sud-Est, le pôle de croissance de l'avenir, donc un marché riche de promesses. Le déficit européen vis-à-vis de cette dernière zone, reste modeste (8 milliards d'euros aujourd'hui contre 7 en 1987). Nos plus dangereux concurrents sont les États-Unis, vis-à-vis desquels un excédent de 15 milliards d'euros a fondu en un déclin du même montant depuis cinq ans grâce à la faiblesse du dollar, et le Japon, à l'égard duquel notre déficit dépasse 31 milliards d'euros.

Cherchons plus avant les spécificités européennes. Bercée de l'État-providence, élaboré entre 1883 et l'après-guerre de 1945, l'Europe offre encore à ses citoyens une protection sociale nettement supérieure au vain équivalent dans le monde. Elle y consacre 23 % de ses ressources, contre 15 % aux États-Unis et 12 % au Japon, soit 10 points de différence. L'Europe sociale n'a

pas à rattraper « l'Europe des marchands ». Bien au contraire. Elle devra en préserver la survie. Depuis 1980, les Européens découvrent le dilemme emploi/protection sociale. Le choix semble en effet s'offrir, dans les pays industrialisés, entre deux situations. La première, avec des revenus non garantis et une faible protection sociale, mais des emplois nombreux, comme aux États-Unis. La seconde, avec des salaires élevés et un État-providence généreux, mais la menace d'une exclusion durable et le sentiment de l'irréversibilité des revers sociaux, comme en Europe. Le libre-échange, qui tend à égaliser les revenus, à productivité égale, joue ici contre les pays riches, en raison du réservoir de main-d'œuvre existant dans les autres. Pour les travailleurs non qualifiés, il ne laisse le choix qu'entre renoncer au revenu minimum ou à la protection sociale, ou accepter chômage et exclusion. L'Amérique et le Japon acceptent la baisse du coût du travail (moins 25 % aux États-Unis depuis cinq ans et moins 20 % au Japon) et la mobilité. L'Europe préfère le chômage et protège les acquis sociaux de ceux de ses citoyens qui sont pourvus d'un emploi.

## L'engrenage de l'endettement

La deuxième particularité de l'Europe réside dans son endettement public, supérieur à celui des États-Unis. Il dépasse la production annuelle nationale en Belgique et surtout en Italie, et atteint 30 % du PNB en France. Avec des taux d'intérêt supérieurs à la croissance économique, on entre alors dans l'engrenage pernicieux où la charge de la dette nourrit l'endettement et où on emprunte pour payer les intérêts. Sortir d'un pareil endettement, l'Histoire le rappelle, se fait soit par l'inflation, qui anéantit dix années d'efforts, soit par le renouveau, qui accentuerait la récession, soit encore par le moratoire, qui ruinerait la confiance.

La troisième faiblesse de l'Europe, sans doute la principale, vient de sa paralysie conjoncturelle. Quand les Japonais peuvent consacrer 5 % de leur PNB à une relance keynésienne de la demande, le budget de la Communauté, lui, n'atteint que 1 %, déjà absorbé pour plus de moitié par la politique agricole. Aucune marge de manœuvre donc.

Tout cela impose à l'Europe, des charges fixes exceptionnelles. La différence entre le coût du travail pour l'entreprise, charges sociales comprises, et le revenu net perçu par le travailleur, soit 48 % en Europe contre 34 % aux États-Unis et au Japon, dissuade le premier d'employer et le second de travailler.

Réveiller les vieux démons (les dévaluations compétitives, la xénophobie et le protectionnisme), ne préviendrait en rien le déclin du continent.

Retrouvons plutôt notre liberté d'action et adoptons une perspective lointaine. Des solutions mieux adaptées aux réalités, sont concevables. D'abord désendetter les États en privatisant rapidement, par l'échange d'obligations de la dette publique, aussi consolidée, contre des actions des entreprises à priva-

tiser, par appels d'offres et enchères. L'Amérique latine et l'Allemagne peuvent nous inspirer. La dette italienne, de toute manière non remboursable à sa valeur d'émission, serait officiellement dévaluée et la société civile ou des groupes européens invités à s'intéresser à l'industrie plutôt qu'à financer un État corrompu et laxiste. La charge étouffante des intérêts (200 milliards de francs) serait allégée en France et les privatisations accélérées. L'esprit des hommes politiques serait délesté d'un lourd fardeau et celui du citoyen d'inutiles querelles idéologiques. Les critères imposés par le traité de Maastricht pourraient être respectés dans le délai prévu.

Accélérons l'UME (Union monétaire européenne) et la promotion de l'écu pour pouvoir pratiquer une politique de change commune vis-à-vis des monnaies flottantes et corriger la sous-évaluation du dollar et celle du yen. Les monnaies du Sud-Est asiatique que nous imposent ces pays (30 % pour le premier, 75 % pour les seconds selon la BRI). Dotons-nous de monnaies régies par des changes stables entre Européens et qui flottent vis-à-vis de l'extérieur. Corrigeons ainsi la surévaluation des monnaies allemande, française et de celles du Benelux, sans renoncer à l'UME. Ainsi aurons-nous moins besoin de barrières douanières et pourrions-nous espérer attirer les capitaux japonais, à l'instar des Américains.

Maltraitons enfin la protection sociale pour la préserver. Pour cela, il faut alléger la solidarité financière. L'Europe ne peut entretenir 8 % de sa population de plus que l'Amérique ou le Japon à ne rien faire. Créons une solidarité temps : mettre en place un service civique, demander aux préretraités, aux jeunes et aux chômeurs, de garder les enfants des actifs, former les adolescents dévianisés, toutes actions qui atténueront le sentiment d'exclusion de part et d'autre. La France peut dégrader 80 à 100 milliards de francs en éliminant les gaspillages financiers par l'assurance-maladie.

Nous souffrons, en Europe, d'un triple déficit. Déficit de la connaissance : le futur citoyen européen méconnaît les enjeux. Déficit d'imaginaire : personne n'ose parler contre les idées reçues, comme on l'a vu en Allemagne lors du choix entre financer l'unification par l'emprunt ou par l'impôt. Déficit de volonté politique : convient-il encore que la Commission européenne mette cinq à dix ans pour traiter les dossiers ? Le Marché unique de 1992 à 1993, puis l'Union monétaire de 1991 à 1999, alors que l'Histoire nous bouscule et que se profile la décadence ?

► Béatrice Majnoni d'Intignano est professeur d'économie à l'université Paris-XII ; elle vient de publier la *Protection sociale*, collection « Références ». Le livre de poche (indéq).

OTAN

## Ni splendide isolement ni réintégration

par G. Trangis

Anticipant ainsi sur des décisions du Conseil de l'Atlantique nord (1). Sur le plan technique, la participation au DPC risquerait de placer la France dans une position inconfortable, puisque ce comité a pour rôle de gérer l'organisation militaire intégrée, à laquelle nous n'entendons pas participer. On ne pourrait donc pas substituer à l'actuelle politique de la « chaise vide » une position fondée sur la participation pleine et entière. La France continuerait donc à être exclue d'une partie des débats, comme c'est aujourd'hui le cas de l'Espagne, ce qui ne grandirait pas notre position dans l'Alliance.

## Restaurer le contrôle politique

L'heure est donc, semble-t-il, à une approche plus positive de la nécessaire réforme de l'OTAN, qui doit constituer la condition d'un éventuel rapprochement de la France avec celle-ci. Le défaut majeur de l'Alliance tient à l'autonomie excessive de son commandement militaire, et au trop faible contrôle politique sous lequel celui-ci opère. Ce problème est beaucoup plus tangible que celui de la nationalité du commandant des forces alliées en Europe (SACEUR) sur laquelle l'attention se porte excessivement. C'est donc sur le lien entre autorités civiles et autorités militaires que doivent porter les propositions françaises. La situation héritée de la guerre froide, et fondée sur le désir des Européens de s'assurer de la participation américaine à tout conflit, n'a plus aujourd'hui de raison d'être, surtout quand la participation américaine aux activités militaires sur le terrain est, comme aujourd'hui, incertaine. Cette évolution est d'autant plus urgente que, à l'heure où l'Alliance se soucie de « maintien de la paix » en Europe, les décisions militaires sont en fait lourdes de conséquences politiques, qu'il appartient aux gouvernements, et à eux seuls, de prendre. Au demeurant, un profond changement des moyens utilisés par les autorités militaires est indispensable. Le système de mobilisation massive et automatique des forces nationales sous commandement OTAN en cas de crise n'a plus de raison d'être, alors que les besoins d'aujourd'hui s'expriment en termes de participation des opérations militaires concrètes, dont le principe, la méthode et l'ampleur sont choisis unilatéralement par chaque gouvernement, et qui peuvent comprendre des interventions humanitaires, de maintien de la paix, de coopération à l'ordre public, etc.

(1) Le Conseil de l'Atlantique nord est la plus haute instance de l'OTAN. Chaque des seize gouvernements y dispose d'un représentant permanent ayant rang d'ambassadeur. Le Conseil se réunit deux fois par an au niveau ministériel (ministres des affaires étrangères) et parfois au niveau des chefs d'État et de gouvernement. G. Trangis est le pseudonyme d'un fonctionnaire qui son poste actuel oblige à garder l'anonymat.

Tapie

## La revanche des chœurs d'anges

par Odon Vallet

Le monde, deux coéquipiers devenus frères ennemis. Et lorsqu'ils franchissent en vainqueurs et la main dans la main la ligne d'arrivée de l'Alpe d'Huez, ils se retrouvent avec la vieille fraternité d'armes de Rochemore et de Washington.

Dans le football, Bernard Tapie deviendra aussi le grand frère sauveur d'une équipe marseillaise alors très moyenne et dirigée par un président effacé, symbole du père médiocre. Le malheureux dirigeant sera éjecté et se suicidera. Son successeur sera beaucoup plus heureux dans ses résultats, et Marseille verra tous les vœux de succès sportifs exaucés par la Bonne Mère.

Toujours dans le rôle du grand frère, Bernard Tapie entreprend d'aider les jeunes des banlieues. Il repart le rêve d'Edith Piaf qui voulait voir les « neiges de Finlande sur les toits d'Aubervilliers ». Il préfère toutefois celles de l'Himalaya et envoie quelques « boues » de Montferrat au Puyon d'ou, d'ailleurs, l'un d'eux ne revint pas.

Le public applaudit justement l'entraide sportive, car nous rêvons tous de cette famille heureuse et unie qu'est un club qui gagne, dont les membres s'embrassent et boivent à la même coupe comme les « frères » de Jésus.

Bernard Tapie a même manqué de peu un exploit encore plus fort : mettre la main sur la famille olympique, la plus grande dispensatrice au

monde d'étreintes fraternelles et de larmes de joie. En effet, en achetant Adidas, il croyait avoir acquis sa filiale ISL, qui commercialise les Jeux olympiques. Hélas, les méchants frères et les méchantes sœurs Dassler, anciens propriétaires, s'étaient octroyé un fourbe droit de préemption qui interdit à l'ancien détenteur de télévision d'empêcher la flamme sacrée et les dieux du stade.

Cette quête acharnée de la famille triomphante suppose l'élimination des rivaux ordinaires, ces cadres et patrons médiocres de clubs ou d'entreprises quelconques qui gâchent la fête par leurs disputes et leurs échecs. Bernard Tapie ne cesse de farfouiller contre les « petits chefs » que nous subissons tous. Il court-circuite un écodement trop docile, rappelant ce que fut la « hiérarchie » dans ses origines paléochrétiennes : la subordination des chœurs d'anges. Et son combat peut nous toucher. Car la patience de gruper les échelons est un frein que, nous aussi, nous supportons mal, lorsque nous aspirons à la toute-puissance archaïque qui dort dans nos cœurs : celle du « papi » indo-européen ou du « wabai » sémitique, chef des guerriers, maître de la ville et séducteur des femmes.

Bernard Tapie est sûrement un homme de cœur par sa générosité. Il avait même créé, sans succès, la société Cœur Assistance pour lutter contre ce mal du « cœur trop plein » que Lacmone nous inflige. Mais

pour-être vint-il aujourd'hui qu'en ces temps de crise et de chômage il ne suffit pas du spectacle « magique » d'une communion fraternelle pour faire le bonheur d'un peuple.

Ses ombreuses et gaules allusions homosexuelles, où le baiser d'est toujours que de paix, laisseraient même penser qu'il y a moins de tendresse que de violence dans le corps-à-corps des rencontres sportives ou le tête-à-tête des relations d'affaires. En ces temps de mafias et de skinheads, il est logique que les mœurs soient plus rudes, sur les pelouses comme dans les tribunes.

Reste que ce chevalier d'industrie très pressé, ancien bébé prémaur d'o pas pu passer tous les coups. La voilà contrainte de livrer un dur match pour ne pas quitter les marches de la gloire et ne pas retomber dans l'anonymat de son père. Après une mi-temps dans le sport, une autre dans les affaires et des prolongations dans la politique, le voici devant l'épreuve des tirs au but. Et cet homme de cœur doit affronter l'épreuve du doute que Peter Handke et Wim Wenders appellent *l'angoisse du gardien de but au moment du penalty*. Il craint la revanche des hiérarchies par laquelle ces chœurs d'anges mettraient un point d'orgue à sa carrière.

► Odon Vallet est professeur à l'ENA.

## SOMALIE : le nouveau raid des

## dizaines de Somaliens et qu'ont été tués à Mogadiscio

Le raid des troupes somaliennes contre les forces gouvernementales à Mogadiscio a coûté la vie à une dizaine de personnes, dont plusieurs civils, selon des sources locales. Les combats ont continué toute la nuit, avec de nombreuses blessures. Les forces gouvernementales ont tenté de résister, mais ont été repoussées. Le raid a été mené par des troupes loyalistes au régime de Siyad Barre. Les forces opposées, y compris des milices locales, ont subi de lourdes pertes. Les civils ont été évacués vers des zones sûres. Le conflit continue à dévorer le pays, avec des milliers de réfugiés à l'étranger.

Le raid a été mené par des troupes loyalistes au régime de Siyad Barre. Les forces opposées, y compris des milices locales, ont subi de lourdes pertes. Les civils ont été évacués vers des zones sûres. Le conflit continue à dévorer le pays, avec des milliers de réfugiés à l'étranger. Les forces gouvernementales ont tenté de résister, mais ont été repoussées. Le raid a été mené par des troupes loyalistes au régime de Siyad Barre. Les forces opposées, y compris des milices locales, ont subi de lourdes pertes. Les civils ont été évacués vers des zones sûres. Le conflit continue à dévorer le pays, avec des milliers de réfugiés à l'étranger.

Le raid a été mené par des troupes loyalistes au régime de Siyad Barre. Les forces opposées, y compris des milices locales, ont subi de lourdes pertes. Les civils ont été évacués vers des zones sûres. Le conflit continue à dévorer le pays, avec des milliers de réfugiés à l'étranger.

## Le général de la Confédération démocratique du travail a été libéré

Le général de la Confédération démocratique du travail a été libéré après avoir été détenu pendant plusieurs semaines. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions.

Le général de la Confédération démocratique du travail a été libéré après avoir été détenu pendant plusieurs semaines. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions.

Le général de la Confédération démocratique du travail a été libéré après avoir été détenu pendant plusieurs semaines. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions. Les autorités ont annoncé sa libération conditionnelle. Le général a été libéré sans conditions.

## NIGÉRIA militaires décident d'organiser une nouvelle élection présidentielle

Les militaires nigériens ont décidé d'organiser une nouvelle élection présidentielle. Ils ont annoncé que les élections auront lieu dans un délai de quelques semaines. Les militaires ont pris le pouvoir après un coup d'État. Ils ont déclaré que les élections seront libres et équitables. Les forces armées ont pris le contrôle du pays. Les élections seront organisées sous leur supervision. Les militaires ont décidé d'organiser une nouvelle élection présidentielle.

Les militaires nigériens ont décidé d'organiser une nouvelle élection présidentielle. Ils ont annoncé que les élections auront lieu dans un délai de quelques semaines. Les militaires ont pris le pouvoir après un coup d'État. Ils ont déclaré que les élections seront libres et équitables. Les forces armées ont pris le contrôle du pays. Les élections seront organisées sous leur supervision. Les militaires ont décidé d'organiser une nouvelle élection présidentielle.

Les militaires nigériens ont décidé d'organiser une nouvelle élection présidentielle. Ils ont annoncé que les élections auront lieu dans un délai de quelques semaines. Les militaires ont pris le pouvoir après un coup d'État. Ils ont déclaré que les élections seront libres et équitables. Les forces armées ont pris le contrôle du pays. Les élections seront organisées sous leur supervision. Les militaires ont décidé d'organiser une nouvelle élection présidentielle.

**Culture**

au Festival de Radio-France & Montpellier

en collaboration avec

**Le Monde EL PAIS**

**VIII<sup>e</sup> RENCONTRES DE PÉTRARQUE**

QU'ALLONS-NOUS TRANSMETTRE À NOS ENFANTS ?

Au Jardin de Pétrarque à Montpellier

19/20/21/22/23 juillet 1993

17 h 30 - 19 h 30

entrée libre

Lundi 19 juillet

Quelles mémoires et quelles histoires ?

Mardi 20 juillet

Quelle savoirs et quels goûts ?

Mercredi 21 juillet

Quelles expériences et quels projets ?

Jeudi 22 juillet

Quelles valeurs et quels lauriers ?

Vendredi 23 juillet

Quelles peurs et quels espoirs ?

avec la participation de : Manuel Azaña, Stella Baruk, Miguel-Angel Bastienier, Bernadette Biron, Daniel Bonnaud, Jean-Claude Casanova, Henri Cuen, Régis Debray, Antonio Elorza, Alain Finkielkraut, Jean-François Kahn, Gilbert Lazard, Jean-Marc Lévy-Leblond, Serge Moscovici, Antoine Prost, René Rémond, Danièle Sallenave, Fernando Schwartz, Alain-Gérard Slama, Paul Thibaud, Paul Valadier, Paul Yvinec.

Renseignements auprès de : Jean Lebrun et Marc Riglet, France-Culture ; Thomas Ferenczi et Bruno Frappat, Le Monde.

Diffusion sur France-Culture du 9 au 13 août, de 20 h 55 à 22 h 30.

2000



# ÉTRANGER

SOMALIE : le nouveau raid des forces des Nations unies contre le général Aïdîd

## Plusieurs dizaines de Somaliens et quatre journalistes ont été tués à Mogadiscio

Le nouveau raid lancé par les forces des Nations unies, lundi 12 juillet, à Mogadiscio, contre une position des troupes du général Aïdîd, a été particulièrement meurtrier. L'attaque a fait près de 70 morts selon un porte-parole du général Mohamed Farah Aïdîd. Selon des médecins somaliens cités par l'AFP, 30 morts et 76 blessés ont été recensés dans les hôpitaux. Quatre journalistes étrangers ont été tués et plusieurs autres blessés. Les journalistes ont été agressés par une foule en colère alors qu'ils accouraient sur les lieux pour constater les dégâts de l'attaque. L'objectif de celle-ci était situé à deux pas du quartier général du chef de guerre somalien, détruit le 17 juin lors d'une précédente opération des forces de l'ONU.

NAIROBI

correspondance

Neuf appareils Cobras et Blackhawk ont bombardé en milieu de nuit la résidence d'un proche du général Aïdîd où se tenait une réunion de responsables de son mouvement politico-militaire, l'Alliance nationale somalienne (ANS). L'ANS affirme que le but de cette rencontre était de réunir des chefs de clans,

des intellectuels et d'autres dignitaires somaliens. L'attaque a été menée en vertu d'un mandat de l'ONU.

Pour les stratèges de l'opération des Nations unies en Somalie, l'attaque aérienne, suivie d'une opération terrestre, avait pour objectif de « perturber la capacité de contrôle et de commandement » de l'ANS. Ce raid devait aussi, comme les précédents, « maintenir la pression sur les miliciens d'Aïdîd » et les « faire sortir de leurs bases pour faciliter leur désarmement ».

Médecins d'abord à l'hélicoptère avec des risques de bavures évidentes, l'attaque a peut-être fait plus de victimes civiles que de miliciens. C'est ce qu'affirme Hussein Dimbil, un influent homme d'affaires de Mogadiscio, aujourd'hui porte-parole de la faction du général Aïdîd. Il assure que « le général souhaite le dialogue » pour sortir de la crise actuelle, en posant comme condition l'arrêt des bombardements contre l'ANS.

Il paraît toutefois très improbable que les Nations unies reprennent un jour leurs discussions avec le chef de clan. En commentant leurs opérations militaires, le 12 juin, elles semblaient avoir abandonné tout espoir d'accord négocié avec Mohamed Farah Aïdîd. Mais en prenant le risque de se laisser entraîner dans une spirale de répression incontrôlable, l'ONU se trouve obligée de répliquer à chaque provocation des miliciens rebelles.

C'est la seconde raison de l'opération de lundi : « répondre aux récentes attaques contre les person-

nels de l'ONUSOM et notamment le meurtre de six employés somaliens », qui distribuaient la semaine dernière à Mogadiscio, la feuille quotidienne en langue somali publiée par l'ONUSOM.

Trois soldats français ont été blessés sur le port, le 10 juillet, alors qu'ils travaillaient au déchargement d'un bateau. La veille, l'explosion d'un grenade avait blessé quatre « casques bleus » norvégiens dans l'enceinte de l'ambassade américaine. Le « sanctuaire » de l'ONUSOM transformé en véritable camp retranché depuis le début de la crise. Ses occupants ont reçu l'ordre de porter un gilet pare-balles à l'extérieur du camp entre 18 heures et 22 heures.

Une insécurité grandissante

Les barrages de l'ONU se sont multipliés dans la partie sud de la capitale, qui ressemble de plus en plus à une ville occupée. Une guérilla urbaine est en train de s'organiser contre les Nations unies. Il pourrait en retour, durcir leur attitude face aux civils.

Une insécurité grandissante s'installe dans la zone contrôlée par le général Aïdîd, soumettant les « casques bleus », le personnel des Nations unies et chaque étranger à une forte pression psychologique, qui semble passer véritablement à l'offensive, après la mort de 24 « casques bleus » pakistanais le 5 juin. Mais aujourd'hui, le temps semble jouer contre l'ONU. Pour éviter de s'embourber en Somalie, il semble qu'elle doive maintenant et rapidement parvenir à ses fins : l'élimination du général Aïdîd de la scène politique et le désarmement de toutes les factions.

NAIROBI

## Vengeance contre la presse

correspondance

Ce que l'on craignait depuis le début de l'opération militaire humanitaire en Somalie s'est finalement produit lundi 12 juillet à Mogadiscio. Plusieurs étrangers ont subi la vengeance des partisans du général Aïdîd, révoltés par un nouveau bombardement des Nations unies particulièrement meurtrier.

Quatre journalistes, Den Eldon (un Anglais âgé de vingt-deux ans, photographe à l'agence Reuters), Hans Kraus (un Allemand âgé de vingt-cinq ans, photographe à l'agence Associated Press), Hos Meinel (un Kenyan de trente-huit ans, photographe à l'agence Reuters) et Anthony Macheria (un Kenyan de vingt-deux ans, preneur de son travaillant pour Reuters-télévision) ont été lapidés et tués par la foule en colère.

« Juste après l'opération des Nations unies », raconte Eric Cabanis, un photographe de l'AFP, des partisans d'Aïdîd sont venus nous chercher à l'hôtel pour nous emmener voir les victimes du raid. Nous les avons suivis en convoi mais, devant la maison bombardée, une foule compacte, hostile, a entouré nos voitures. Quelques

confrères sont descendus des véhicules pour tenter de se réfugier à l'intérieur de la maison. Je les ai suivis mais, au bout de quelques mètres, j'ai reçu des projectiles de toutes sortes. Mes gardes du corps m'ont arraché et emporté vers la voiture. L'un d'eux a dû rier en l'air pour nous dégager. C'est là que j'ai perdu de vue mes collègues. Deux autres journalistes, Scott Peterson du Daily Telegraph et Mohammed Shefi, cameraman de Reuters, bien que blessés, ont réussi à échapper à la foule.

Den Eldon, né au Kenya, « couvrait » la Somalie depuis le mois d'août 1992. Il parlait le somali et, grâce à ses connaissances dans les milieux somaliens, il était l'un des rares étrangers à pouvoir se rendre au marché aux armes de Bakara, un quartier particulièrement dangereux de la capitale.

Cinq journalistes ont été tués en Somalie depuis le début de l'intervention de l'ONU le 12 juin, un ingénieur du son de TF1, Jean-Claude Jumel, avait été tué par un franc-tireur sur une route au sud de Mogadiscio.

J. H.

o SÉNÉGAL : un soldat tué en Casamance. — Un militaire a été tué et plusieurs autres blessés, dimanche 10 juillet, près de Ziguinchor, au sud du pays, lors d'accrochages entre l'armée et des rebelles du Mouve-

ment des forces démocratiques de la Casamance (MFDC). Cet incident a eu lieu trois jours après la signature d'un cessez-le-feu entre les séparatistes du MFDC et le gouvernement (Le Monde du 10 juillet). — (Reuters.)

MAROC : après plus de quatorze mois de prison

## Le secrétaire général de la Confédération démocratique du travail a été libéré

Condamné à deux ans de prison pour propos « diffamatoires » à l'encontre des membres du gouvernement, Noubir Amoui, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), a bénéficié, lundi 12 juillet, d'une mesure de grâce royale. Tout comme Driss Laghmani, membre du bureau exécutif de l'Union générale des travailleurs marocains (UGTM) et du conseil national du parti de l'istiglal, qui purgeait une peine de cinq ans de prison pour « atteinte aux institutions sacrées » du pays.

Noubir Amoui sera-t-il, pour ses adversaires comme pour ses amis, moins gênant en liberté qu'en prison, où il aura passé un an et quatre-vingt-six jours ? Officiellement, ses ennemis avec la justice racontent à l'extérieur qu'il avait accordé, en mars 1992, au quotidien espagnol El País, dans lequel il qualifiait l'équipe au pouvoir de « groupe de filous sans avenir ». En réalité, il lui était implicitement reproché des propos beaucoup plus sacrilèges, parus dans le journal soudanais de Chork al-Awsai, où il réclamait, pour mieux asseoir la démocratie,

une redéfinition des prérogatives royales. L'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) avait protesté contre la manière expéditive dont avait été conduit son procès, en violation d'un certain nombre de règles de procédure et hors la présence des médias.

« Des comités pour la libération de M. Amoui s'étaient formés à travers tout le pays. Selon des sources proches de l'USFP, le secrétaire général de la CDT avait refusé, en novembre 1992, de solliciter une grâce royale, jugeant qu'il avait été « condamné injustement ». Il s'était opposé, au mois de mai, à son transfert dans un hôpital lorsque son état de santé s'était quelque peu dégradé.

L'USFP et l'istiglal notamment avaient appelé en vain, avant les élections législatives du 25 juin qui leur ont été favorables, à un « assainissement du climat politique » qui passait, entre autres, par une libération de M. Amoui. En garantissant cet « agitateur de cinquante-sept ans, Hassan II n'en aura la tâche que plus aisée pour former un gouvernement à son goût, avec tout ou partie de l'opposition.

J. de B.

NIGÉRIA

## Les militaires décident d'organiser une nouvelle élection présidentielle

Le gouvernement militaire fédéral a décidé, lundi 12 juillet, d'organiser une nouvelle élection présidentielle. « Seul moyen d'ouvrir la voie à la démocratie », a-t-il annoncé dans un communiqué officiel. « Il faut que l'on sache qu'il n'y a pas d'autre moyen de choisir un président que l'élection démocratique. Le gouvernement militaire fédéral va donc consulter les deux partis politiques (Parti social démocrate-SDP et Convention nationale républicaine-NRC) et la Commission électorale nationale (NEC) pour mettre au point un programme acceptable qui permette l'émergence d'un président démocratiquement élu. Le gouvernement a réaffirmé son engagement à respecter la date du 27 août 1993, à laquelle il s'est engagé à remettre le pouvoir aux civils, « de manière à ce que l'administration actuelle soit la dernière administration militaire du pays ».

Par cette décision, les militaires ont balayé l'idée de gouvernement provisoire d'union nationale à laquelle les deux partis s'étaient ralliés. Cette proposition avait provo-

qué une division au sein du SDP de Moshood Abiola, son candidat à l'élection présidentielle du 12 juin annulée par les militaires, et qu'il affirmait avoir remportée. Avec cette nouvelle volte-face, la junte a achevé de déconcerter et de diviser la classe politique. Les présidents des deux formations autorisées, Tony Anenih (SDP) et Hamed Kusamotu (NRC), qui ont été informés lundi soir à Abuja de la décision du gouvernement, n'ont fait aucune déclaration. — (AFP, AP, Reuters.)

o ZAMBIE : le gouvernement rejette la demande d'asile de 1 332 Zaïrois. — Le gouvernement zambien a rejeté la demande d'asile de 1 332 réfugiés zaïrois arrivés la semaine dernière, se disant menacés d'être mis à mort par l'armée zaïroise s'ils refusaient d'obéir à l'ordre inacceptable de quitter leur domicile. Estimant que ces réfugiés n'avaient apporté aucune preuve attestant d'un réel danger, le ministre de l'Intérieur zambien a annoncé qu'ils seraient reconduits dans leur pays. — (AFP, Reuters.)

## DIPLOMATIE

A la suite de révélations du journal « Haaretz »

## L'OLP confirme l'existence de contacts secrets avec Israël

Alors que le coordinateur américain du processus de paix au Proche-Orient Dennis Ross poursuivait la tournée entamée la semaine dernière dans la région pour relancer les négociations entre Israël et les Arabes, des informations contradictoires ont fait état, lundi 12 juillet, de contacts secrets entre l'Etat juif et l'OLP.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

C'est l'histoire d'un secret de Polichinelle qui émerge périodiquement à la « une » des journaux israéliens chaque fois qu'un ministre en exercice, estimant qu'il est l'heure de repartir un petit ballon d'essai, décide, anonymement, de vendre la mèche. « Jérusalem négocie secrètement avec la direction de l'OLP », titrait lundi le quotidien Haaretz, citant « une source de très haut niveau » dans l'entourage d'Itzhak Rabin.

Au nombre de deux ou quelques semaines, les rencontres en question auraient été organisées « avec l'accord du premier ministre ». Comme à l'ordinaire, le porte-parole de l'intéressé a nié l'information. Mais tous les éditeurs israéliens ont noté, et la droite parlementaire aussi, le rituel dément a été légèrement plus « mou », un peu moins péremptoire que d'ordinaire. Ceux qui suivent l'actualité proche-orientale de près n'ignorent pas que des contacts discrets entre officiels israéliens et dirigeants plus ou moins importants de l'OLP ont lieu épisodiquement depuis au moins quinze ans. Bon nombre d'anciens militants de gauche, aujourd'hui titulaires de mandats ministériels, voire présidentiel, pourraient en témoigner.

Ce qui fait cette fois la valeur du scoop de Haaretz c'est que, pour la première fois, Yasser Arafat en personne l'a confirmé, avant d'y mettre un bémol. De Tunis, il a déclaré à l'agence Reuters : « C'est vrai, il y a eu deux réunions de haut niveau le mois dernier à Washington, mais elles n'ont pas été couronnées de succès. » Quelques heures plus tard, toujours selon Reuters, il a rectifié le tir affirmant qu'il y avait eu des « tentatives de rencontrer les Israéliens à Washington, mais elles ont échoué et les rencontres n'ont pas eu lieu ».

L'objet de ces « rencontres du troisième type » comme on les

appelle en Israël, c'est l'un des conseillers les plus proches de M. Arafat, Nabil Chaath, qui l'a révisé au Caire à l'AFP : « Il s'agit soit de préparer le terrain à une participation formelle de l'OLP au processus de paix israélo-arabe », « Formelle » car, s'il est de notoriété publique que, dans le cadre des négociations en cours depuis vingt mois, c'est bien avec l'OLP et d'abord avec Fayyad Hussein, « numéro un » de la centrale en Cisjordanie occupée, qu'Israël négocie, il n'est toujours pas question, officiellement, de dialoguer avec la centrale.

« Formelle » ensuite car, si les citoyens israéliens peuvent désormais rencontrer publiquement des membres de l'OLP sans encourir les foudres d'une loi d'interdiction abrogée en janvier dernier, ils ne peuvent le faire qu'à titre privé. « Formelle » enfin car, si depuis l'arrivée au pouvoir de M. Rabin le gouvernement ne discute plus l'évidence, il veille toujours à maintenir une distinction très nette entre ce qu'il appelle « l'OLP-Tunis » et les « Palestiniens de l'intérieur ».

Le « droit au retour » des Palestiniens

Aux yeux d'Israël, ces derniers peuvent avoir l'affiliation politique qu'ils veulent et même « prendre leurs ordres à Tunis » : l'essentiel est qu'ils représentent les deux millions de résidents dans les territoires occupés et eux seuls. Pour les dirigeants israéliens, la « loi du retour » dont l'Etat juif fait automatiquement bénéficier les neuf millions de juifs qui résident ailleurs qu'en « terre promise » et qui pourraient avoir envie d'y vivre, signifierait, si elle était étendue aux Palestiniens qui ont perdu leurs terres lors des guerres de 1948 et de 1967, l'asphyxie immédiate du pays.

o Israël et le Vietnam vont établir des relations diplomatiques. — A l'occasion de la visite en Israël du vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, Jérusalem et Hanoï ont décidé, lundi 12 juillet, d'établir des relations diplomatiques. Celles-ci seront officialisées lors d'une prochaine visite à Hanoï du chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès. Selon le commentateur de la radio militaire israélienne, le Vietnam cherchant à s'ouvrir vers l'Occident, en particulier vers les Etats-Unis, par le biais de l'Etat juif. — (AFP)

Or, et c'est là le cœur de l'argumentation qui s'oppose à un dialogue officiel avec l'OLP, celle-ci se veut représentative, non seulement des résidents des territoires occupés, mais aussi des trois millions de Palestiniens qui vivent en exil. M. Rabin le répète souvent à ceux de ses ministres qui le pressent d'ouvrir le dialogue avec M. Arafat : « Négocier ouvertement avec Tunis, c'est mettre directement sur la table le droit au retour des Palestiniens ».

Un compromis est-il possible sur cette question ? On entend parfois des dirigeants palestiniens importants évoquer d'éventuelles compensations financières pour les biens perdus, parler à mots couverts de ceux qui ont réussi à se reconstruire une vie ailleurs, en Jordanie, au Liban, en Europe ou aux Etats-Unis, et qui n'auraient pas forcément envie de rentrer au pays, même si l'occasion leur en était offerte.

L'approche israélienne elle-même sur cette question a subi un léger accroc il y a quelques mois, lorsque le chef du gouvernement a accepté,

à l'occasion d'une conférence israélo-palestinienne, justement sur le problème des réfugiés, la présence d'un Palestinien non résident des territoires et, de surcroît, membre du Conseil national palestinien, le « Parlement » en exil de la centrale. L'intéressé a certes dû se mettre en « congé temporaire » de l'institution pour sauvegarder les apparences, mais le précédent existe.

L'OLP, qui refuse de donner les noms de ses interlocuteurs israéliens, « pour ne pas embourber Rabin », a dit Nabil Chaath, semble vouloir garder une carte dans sa manche pour d'éventuelles et futures rencontres. Le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, n'a pas voulu non plus hypothéquer l'avenir : « Pour le moment, a-t-il précisé, je pense qu'il ne faut pas négocier avec l'OLP ». Sauf coup de théâtre, c'est également l'avis d'Itzhak Rabin. « Lundi, a-t-il fait savoir lundi, ne signera un accord d'autonomie transitoire qu'avec la délégation palestinienne qui négocie publiquement avec nous à Washington. »

PATRICE CLAUDE

La visite d'Alain Juppé à Prague

## Les dirigeants tchèques reprochent à la France son « protectionnisme »

PRAGUE

de notre correspondant

Le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé, en visite officielle à Prague lundi 12 juillet, a tenté de réchauffer les relations franco-tchèques et de dissiper les malentendus persistants entre les deux pays. Lors de ses entretiens avec son homologue, Josef Zieleniec, le premier ministre Vaclav Klaus et le président Vaclav Havel, M. Juppé a réfuté les accusations largement répandues à Prague selon lesquelles la France freinerait l'intégration de la République tchèque dans la Communauté européenne et serait « protectionniste » à l'égard des produits d'Europe centrale.

« La CEE, y compris la France, n'est pas une forteresse mais un contrôle l'espace le plus ouvert au commerce », a déclaré M. Juppé, ajoutant que la France, « confrontée

à une difficile situation économique, devait rechercher des modes de transition » prenant aussi en compte les intérêts de ses citoyens. M. Zieleniec a néanmoins rétorqué, lors d'une conférence de presse, après trois heures d'entretien, que le « protectionnisme de la CEE » n'était pas seulement un problème économique mais un « signe politique du manque de volonté d'intégrer » la République tchèque à l'Europe des douze.

Malgré ce différend que Prague espérait voir disparaître avec l'arrivée au pouvoir de la droite en France, les deux chefs de la diplomatie ont convenu de « renforcer leurs relations politiques » à l'aide de consultations semestrielles au niveau du vice-ministre tchèque et du secrétaire général du Quai d'Orsay.

MARTIN PLICHTA

## OTAN endide isolement réintégration

par G. Tranter

« L'OTAN n'est pas un club de gentlemen », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, qui a souligné la nécessité de réintégrer dans l'organisation les pays qui ont été exclus de la participation pleine et entière à l'opération militaire en Bosnie. Le secrétaire général de l'OTAN, qui a souligné la nécessité de réintégrer dans l'organisation les pays qui ont été exclus de la participation pleine et entière à l'opération militaire en Bosnie.

Restaurer la confiance politique

« L'OTAN n'est pas un club de gentlemen », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, qui a souligné la nécessité de réintégrer dans l'organisation les pays qui ont été exclus de la participation pleine et entière à l'opération militaire en Bosnie. Le secrétaire général de l'OTAN, qui a souligné la nécessité de réintégrer dans l'organisation les pays qui ont été exclus de la participation pleine et entière à l'opération militaire en Bosnie.

## chœurs d'anges

« L'OTAN n'est pas un club de gentlemen », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, qui a souligné la nécessité de réintégrer dans l'organisation les pays qui ont été exclus de la participation pleine et entière à l'opération militaire en Bosnie. Le secrétaire général de l'OTAN, qui a souligné la nécessité de réintégrer dans l'organisation les pays qui ont été exclus de la participation pleine et entière à l'opération militaire en Bosnie.



## EUROPE

BOSNIE : invoquant la « détérioration de la situation »

## Les médiateurs internationaux brandissent la menace d'un retrait de l'ONU

Les médiateurs internationaux Thorvald Stoltenberg et David Owen ont averti le Conseil de sécurité que, si la situation continuait à se dégrader, l'ONU pourrait ne pas rester en Bosnie-Herzégovine. Dans un rapport devant être publié mardi 13 juillet et dressant un bilan de leur tentative de médiation, MM. Stoltenberg et Owen évoquent la « détérioration de la situation » sur le terrain. « Bien qu'il soit de la plus haute importance de maintenir l'effort humanitaire aussi longtemps que possible, il y a un risque réel : si la spirale actuelle vers le bas se poursuit, il sera impossible pour l'ONU de rester en Bosnie-Herzégovine », écrivent-ils dans ce document.

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Boutros-Ghali.

Vendredi dernier, l'ambassadeur de Bosnie à l'ONU, Mohamed Sacirbey, avait accusé l'organisation d'utiliser des menaces de retrait comme moyen de pression sur la partie musulmane pour lui faire accepter le « partage » du pays.

Pour leur part, les représentants des pays musulmans réunis lundi et mardi à Islamabad sont parvenus à un accord pour envoyer des forces en Bosnie-Herzégovine afin de protéger les populations musulmanes, a annoncé un porte-parole de la

conférence. Cette décision devait être annoncée officiellement mardi à la fin de la conférence qui a réuni les ministres des affaires étrangères de seize pays musulmans dans le cadre de l'OCI (Organisation de coopération islamique). Plusieurs pays ont accepté d'envoyer des forces, et « si toutes les offres sont acceptées, nous pourrions même dépasser le chiffre de 7 000 soldats », suggère par le secrétaire général de l'ONU, a indiqué le porte-parole de la conférence.

Par ailleurs, l'essentiel du bataillon américain de 300 hommes devant se déployer en Macédoine dans le cadre de la Force de pro-

tection des Nations unies (FORPRON) est arrivé lundi à Skopje. Il s'agit du premier débarquement de troupes américaines dans les Balkans depuis l'écroulement de la crise dans l'ex-Yugoslavie. Leur tâche est d'appuyer quelque 700 « casques bleus » serbes chargés d'une mission de prévention de l'extension à la Macédoine de la guerre dans l'ex-Yugoslavie. Après un entraînement d'une quinzaine de jours aux tâches spécifiques d'une mission de paix, les soldats américains seront déployés aux frontières de la Macédoine. — (AFP, Reuter).

Tandis que les bombardements font de nouvelles victimes civiles

## Accord serbo-musulman pour le rétablissement de l'eau à Sarajevo

Grâce à une médiation de Bernard Kouchner, le président bosnien et le leader des Serbes de Bosnie ont signé, lundi 12 juillet, un accord qui pourrait permettre, s'il est respecté, de rétablir l'eau, le gaz et l'électricité à Sarajevo et dans ses environs.

M. Karadzic respectera-t-il sa signature ? Le président tchèque acceptera-t-il que l'une des lignes électriques coupées par ses troupes et qui alimentait la région — notamment une fabrique de munitions — soit aussi rétablie ? Sans électricité, il n'est pas question de faire fonctionner les pompes à eau de la ville, d'autant plus que les forces serbes bloquent le carburant destiné aux groupes électrogènes.

En outre, les corvées d'eau épuisent les habitants déjà épuisés par quinze mois de siège. Mais elles ne suffisent pas. L'épidémie de typhus, la population ne dispose, selon les calculs du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), que d'un litre et demi d'eau par jour et par personne. Parce que l'eau n'est pas toujours potable, que les chasses d'eau ne sont plus tirées, les mains plus lavées, la dysenterie s'empare des estomacs. Près de deux cents cas par jour sont recensés, selon le HCR, les plus dramatiques touchant les jeunes enfants.

À condition que le courant alimente aussi l'usine de munitions de Vogosca, à 6 kilomètres au nord de la ville. Elle fabriquerait cinq cents obus par jour, affirme-t-on ici. Ce que dément M. Karadzic, tout en refusant que l'ONU s'occupe de la ville. A Sarajevo, on ne veut pas échanger de l'eau contre une pluie d'obus. Le président tchèque semble hésiter à faire cette dangereuse concession. A sa présidence plénière dans le noir, il explique, visiblement fatigué, qu'il vient d'envoyer une lettre à lord Owen et à M. Stoltenberg, les deux négociateurs internationaux, pour leur dire qu'il serait prêt à se rendre à Genève. Il croit que « le moment est venu de mettre fin à cette guerre ». Mais il veut, martèle-t-il, en échange de sa venue, un cessez-le-feu général et le rétablissement du gaz, de l'eau, de l'électricité, et « pas uniquement à Sarajevo mais dans toutes les villes de Bosnie » assaillies et affamées. Comme à Srebrenica, où l'on souffre de la soif, comme à Tuzla, où la foule s'est attaquée aux dépôts du HCR.

Sans trop y croire, Bernard Kouchner espère que cette fois-ci, les signatures seront respectées, que personne ne tirera sur ceux qui réparent les lignes électriques (dix-huit morts en un an), que l'accord mènera à la table des négociations. C'est peut-être sans compter avec les artilleurs serbes, surtout à l'heure où les forces de M. Karadzic viennent de remporter de nouveaux succès militaires dans l'est de la Bosnie, où elles ont notamment rompu le dernier lien entre l'enclave musulmane de Gorazde et Sarajevo.

Les Serbes se disent prêts à restaurer l'électricité, donc l'eau, mais

SARAJEVO  
de notre envoyé spécial

L'eau c'est la vie et, ici, on est prêt à mourir pour elle. Lundi, alors que l'ex-ministre de la santé et de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, faisait la navette entre Sarajevo et Pale, le chef des Serbes de Bosnie à quelques kilomètres de là, afin d'arracher un accord aux belligérants pour rétablir l'eau, douze personnes ont perdu la vie pour quelques litres à peine potables.

Alors que le leader des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, venait de parapher un texte sur le rétablissement du gaz, de l'eau et de l'électricité dans la capitale assiégée et ses environs, sur les hauteurs, un artillerier « très vraisemblablement serbe » a tiré la nouvelle à sa façon. Il a ajusté un tir de mortier sur une file d'une quarantaine de personnes à l'une des rares sources de la ville. Parmi les corps, on a notamment retrouvé ceux d'un enfant de six ans et d'une femme de vingt ans, infirmière à l'hôpital voisin de Dobrinja. Les autres victimes étaient déshydratées avec encore leur pauvre bideon de plastique blanc sur le dos. Quinze autres personnes ont été blessées, certaines grièvement.

Esprit  
et malentendus

L'accord signé lundi est inondé de malentendus mais aussi chargé d'espoir, car, outre la peur, la faim et le froid, Sarajevo meurt de soif. Chaque jour, Fudat est obligé de faire cinq à six voyages avec ses bidons. « Nous sommes cinq dans la famille et je ne peux pas faire autrement », explique ce père de famille d'une cinquantaine d'années. Alourdi de son précieux liquide, il court, titubant, pour traverser les passages exposés aux tirs des forces serbes. Il s'estime presque heureux. Il veut d'attendre au pied des collines où coule la source pendant trois heures, à quelque 200 mètres des mortiers serbes placés sur les hauteurs. Parfois à cause d'un bruit, d'un signe, la panique s'empare de la file qui se disperse, avant de se reformer en silence. « Car, sans eau, on ne peut pas vivre », dit Fudat. Dans la ville aux immeubles calcinés, aux bâtiments défigurés par les obus, ils sont des milliers à pied, en vélo, sous un bruit des balles, poussant un caddie, tirant un chariot improvisé parmi les débris brûlés, les carcasses de voitures.

Ajoutées aux heures passées à chercher, toujours à pied, de la

Cas de typhus  
et d'hépatite

« On ne sait pas toujours de quelle dysenterie le patient souffre car, évidemment, il n'y a pas d'électricité pour faire les analyses », raconte Peter Halliday, de l'Organisation mondiale de la santé. L'OMS vient de recevoir deux millions de tablettes de chlorure pour désinfecter l'eau. A l'hôpital de la ville, un médecin raconte qu'entre les dysenteries il y a déjà des cas de typhus et d'hépatite. Seul le bloc d'urgence, où certains appareils ont dû être débranchés, dispose encore d'eau et d'électricité. Le capitaine français Nicolas Stuer, l'ingénieur de l'ONU chargé des réparations des canalisations d'eau, dit que, si rien n'est fait, « la communauté internationale devra accepter la mort lente de la ville ». Selon le médecin de l'OMS, la résistance à l'épidémie pourrait durer au maximum un mois.

Les Serbes se disent prêts à restaurer l'électricité, donc l'eau, mais

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## « L'Occident a tort de négocier avec Slobodan Milosevic »

nous déclare Danica Draskovic

BELGRADE

de notre correspondante

Danica Draskovic, l'épouse du chef du Mouvement du renouveau serbe et membre de la direction de ce mouvement, est une femme de tempérament. Arrêtée en même temps que son mari, graciée comme lui il y a quelques jours par le président serbe, elle n'a pas renoncé à « la lutte politique ». Son désir est toujours de « briser le régime de Slobodan Milosevic », même si c'est pour l'avoir exprimé devant les caméras de la télévision le soir de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin qu'elle a été incarcérée.

Quelques heures avant de quitter sa chambre d'hôpital, lundi 12 juillet, Danica Draskovic se réjouissait des pressions internationales qui se sont exercées en sa faveur et celle de son mari : « Ce soutien a renforcé l'opposition démocratique. Nous savons désormais que le monde n'aime pas de haine pour la Serbie et les Serbes mais qu'il veut voir ce pays se libérer ». Elle insiste sur la nécessité de préserver l'unité de l'opposition qui, longtemps divisée et désorganisée, a commencé à se remobiliser autour de l'affaire Draskovic. Il faut continuer car, dit-elle, « il n'existe pas pour le moment, en Serbie, cette force qui a permis dans tous les pays de l'Est de renverser le régime communiste. (...) L'énergie et la volonté de chacun sont un peu épuisées, à cause du conflit, de la guerre en Bosnie. (...) »

Refletant l'opinion de la majeure partie de l'opposition, Danica Draskovic estime cependant que « l'Occident a tort de négocier avec Slobodan Milosevic », puisque « le président serbe n'est prêt à aucune concession, à aucun compromis ». « Je suis étonnée de l'attitude des Occidentaux qui ne font en fait que renforcer la position de Milosevic, ajoutait-elle. Ils se comportent avec lui comme avec un chien enragé que l'on essaye d'apprivoiser par des flatteries ; mais il est évident que cela ne donne aucun résultat. » Exprimant sa crainte de voir la communauté internationale accepter une paix injuste en Bosnie, elle souligne que « le partage de cette République conduirait à une guerre encore plus sanglante ». Elle rappelle que Vuk Draskovic avait proposé « bien avant la guerre une cantonisation à la Suisse » permettant à chaque entité territoriale de jouir d'une certaine autonomie et à la Bosnie-Herzégovine de préserver sa souveraineté.

Aut printemps, M<sup>me</sup> Draskovic avait déclaré à la télévision indépendante Studio B que si son mari devait aller se battre en Bosnie, il irait défendre les musulmans de Gacko (d'où sa famille est originaire), chassés par les forces serbes. Elle raconte aujourd'hui que les policiers qui l'ont battue lors de son arrestation lui ont reproché cette déclaration.

FLORENCE HARTMANN

Les violations de l'embargo contre la Serbie

## Le Danemark menace de poursuivre la Grèce devant la Cour européenne de justice

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le gouvernement danois envisage de poursuivre la Grèce devant la Cour européenne de justice, si ce pays continue de violer l'embargo des Nations unies contre la Serbie et le Monténégro (le Monde du 12 juillet). Le porte-parole du Parti social-démocrate (au pouvoir), Ritt Bjerregaard, avait été la première à dénoncer le non-respect des sanctions internationales par la Grèce. Elle avait constaté sur place, lors d'une visite à la frontière entre la Macédoine et la Serbie, que deux cents camions et quatre cent cinquante wagons ferroviaires qui passent clandestinement en Serbie.

Elle avait même réclamé l'expulsion de la Grèce de la Communauté. Joergen Estrup, du Parti radical, a abondé dans le même sens à la fin de la semaine dernière, en estimant qu'il est temps que la Grèce compare sa conduite à la Cour européenne de justice. Pressé par son propre parti, le ministre des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen (radical), a déclaré vendredi dernier que le Danemark pourrait demander à la commission de Bruxelles de porter plainte contre Athènes.

« Le débat danois sur ces violations n'a déjà porté ses fruits, a-t-il dit, puisque la Grèce a conclu, le 6 juin, un accord avec la Macédoine et le comité de sanctions des Nations unies, visant à empêcher que la Serbie soit alimentée en pétrole venant de la Grèce via la Macédoine. » Mais deux jours après cet accord, les jour-

nalistes présents à la frontière entre la Macédoine et la Serbie ont constaté que des camions citernes poursuivaient leur trafic impunément.

A Skopje, la capitale de la Macédoine, des officiels souhaitent l'anonymat sur ce qui se passe au quotidien danois Jylland-Posten que les douaniers macédonniens gagnent environ cent marks par mois et sont tentés de fermer les yeux quand ils en reçoivent mille.

ALEXANDRE SARIN

EN BREF

ITALIE : arrestation d'un dirigeant d'extrême droite. — Franco Freda, leader du Fronte nazionale italiano, un mouvement d'extrême droite, a été arrêté lundi 12 juillet, près de Tarente. Il est accusé de « reconstitution du parti fasciste » interdit et d'avoir « propagé des idées racistes ». Quatre autres personnes liées à ce groupe, dont Giovanni Ventura, soupçonné d'activités terroristes, ont également été arrêtées. Freda et Ventura avaient été acquittés en 1985 lors du procès des auteurs de l'attentat à la bombe qui avait fait seize morts sur la place Fontana de Milan en 1969. — (AFP, Reuter).

HAUT-KARABAKH : les Arméniens n'ont pas laissé M. Raffalli se rendre de Bakou à Stepanakert. — Les Arméniens du Haut-Karabakh ont empêché le chef de

RUSSIE : la conférence constitutionnelle

## Un projet de Loi fondamentale est adopté

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« J'espère que la réunion d'aujourd'hui sera la dernière de la première étape » : en ouvrant, lundi 12 juillet, la séance plénière de la conférence constitutionnelle, le forum consultatif regroupant les « forces vives » du pays, Boris Eltsine avait d'emblée avéré que la route serait encore longue avant que la Russie ne soit dotée d'une nouvelle Constitution. Quelques heures plus tard, après que les députés eurent voté, à une confortable majorité, en faveur d'un nouveau projet de Loi fondamentale, la question essentielle restait en effet ouverte : comment ce texte va-t-il être formellement adopté pour pouvoir entrer en application ?

La Constitution « brejnévienne », actuellement en vigueur, prévoit qu'une nouvelle Constitution ne peut être adoptée que par le Congrès des députés (assemblée élargie) ou par référendum. Le Congrès étant, depuis longtemps, en délicatesse avec Boris Eltsine, et ce dernier ayant déjà organisé, et gagné, un référendum en avril, la sainteté pourrait être la tenue

d'élections législatives anticipées à l'automne, suivie par l'adoption de la Constitution par la nouvelle Chambre.

En attendant, le projet, qui prévoit un renforcement des pouvoirs présidentiels, va être examiné par les différents Parlements locaux. Le débat essentiel concerne en effet les pouvoirs à accorder aux différentes entités qui constituent la Fédération de Russie, et notamment aux quarante-neuf régions et territoires, qui veulent davantage d'autonomie, et aux vingt et une Républiques autonomes formées autour d'une minorité ethnique, qui désirent conserver leur avantage en termes d'indépendance vis-à-vis du pouvoir central. Pour tenter de donner satisfaction aux uns et aux autres, tâche qui s'apparente à vouloir régler la quadrature du cercle, Boris Eltsine, après avoir mis en garde contre une « républicanisation » des Régions, a précisé que les Républiques, les territoires et les régions seront « égaux en droits économiques ». « Nous sommes tous responsables de l'unité territoriale de la Russie, que personne ne peut risquer de mettre en péril », a ajouté le chef de l'Etat.

J.-A. F.

SLOVAQUIE

## Une ville établit un couvre-feu pour les Tsiganes

Le conseil municipal de la ville de Spisske-Podhradie, dans l'est de la Slovaquie, a instauré un couvre-feu réservé aux Tsiganes et autorisé la police à entrer dans leurs appartements afin de repérer les migrants et « d'autres individus suspects », a rapporté, samedi 10 juillet, l'agence tchèque CTK. Les Tsiganes n'ont plus le droit de sortir dans les rues entre 23 heures et 5 heures 30 du matin. La police a été autorisée à recenser des volontaires dans cette ville de 4 000 habitants pour contrôler le respect du couvre-feu.

En Hongrie, un millier de personnes ont manifesté dimanche à Eger, dans le nord du pays, pour protester contre les agressions racistes perpétrées dans cette ville par des skinheads visant des Tsiganes et des Arabes. En trois ans, vingt-sept agressions de ce type avaient été commises à Eger. La manifestation avait reçu le soutien du Parlement romain, qui représente les 500 000 Tsiganes de Hongrie, de la communauté juive, de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ), principal parti d'opposition, ainsi que du Parti socialiste hongrois (PSH, ex-communiste). — (AFP, AP).

GEORGIE

## L'offensive des Abkhazes sur Soukhoumi a échoué

Les séparatistes abkhazes ont été repoussés par les Géorgiens sur les lignes qu'ils occupaient avant leur offensive, lancée début juillet, pour reprendre Soukhoumi, l'annonçait-on lundi 12 juillet à Tbilissi. Le président géorgien Edouard Chevardnadze en a pris acte en reprenant lundi sa capitale, après avoir passé dix jours sous les tirs qui ont pratiquement détruit la ville balnéaire de Soukhoumi. Mais les combats continuent sur les bords de la mer Noire, alors que des négociations russo-abkhazes géorgiennes, menées lundi à Moscou, n'ont pas permis de conclure un cessez-le-feu. Le représentant russe à ces négociations a annoncé cependant que la Géorgie a fait des concessions en acceptant le principe d'un retrait du gros de ses troupes de l'Abkhazie et la participation de troupes russes à une future force de maintien de la paix. Les Géorgiens accusent Moscou d'appuyer la sécession abkhaze, et un diplomate occidental de retour du front a estimé que les Russes avaient donné « une dernière chance » aux Abkhazes pour reprendre leur capitale. Malgré leur échec, ils ont posé comme condition d'un cessez-le-feu la garantie de leur retour politique à Soukhoumi. — (AFP, Reuter).

IRLANDE DU NORD : comme chaque année

## Des dizaines de milliers de protestants ont réaffirmé leur attachement au Royaume-Uni

Des dizaines de milliers de protestants d'Irlande du Nord ont célébré, lundi 12 juillet, dans les villes et villages de la province, la victoire historique de 1690 et clamé leur détermination à demeurer sujets de sa très Gracieuse Majesté.

A Belfast, Londonderry ou dans les zones rurales, les défilés des loges de l'ordre d'Orange (du nom de Guillaume d'Orange, victorieux en 1690 des armées catholiques) ont réuni plus de quatre-vingt mille marcheurs et trois à quatre fois plus de badauds sur le bord des rues.

Sièges de camping, marchands de glace et boîtes de bière, l'atmosphère du défilé de Belfast était populaire et bon enfant, tandis que militaires britanniques et policiers d'Ulster, présents en masse, parvenaient cependant à rester discrets. Après avoir suivi pendant des kilomètres les fanfares de tambours et de flûtes, les marcheurs ont rejoint des meetings en plein air.

Comme chaque année, par des discours traditionnellement « durs », les leaders unionistes y ont réaffirmé leur attachement à la reine, à l'Union et leur volonté de lutter contre l'ingérence de Dublin dans l'avenir politique de l'Ulster, ce malgré la « trahison » du gouvernement britannique.

Immenses  
bûchers

Dimanche soir, dans la province, l'atmosphère était par endroits assez moins débonnaire. Autour de milliers d'immenses bûchers (jusqu'à 50 mètres de haut), allumés chaque 12 juillet à minuit dans les quartiers et villages protestants, les chandelles s'en prennent violemment au pape, à l'IRA... En haut de chaque bûcher, le drapeau tricolore de la République d'Irlande est le premier à brûler.

Des incidents mineurs à Belfast, Londonderry et Newtownards ont donné lieu à quelques affrontements entre des groupes de jeunes et la police, qui a procédé à neuf arrestations. — (AFP).

## L'emploi

En cette période de chômage, il est primordial d'être économiquement compétitif pour pouvoir définir une nouvelle politique économique.

Mais plutôt que de déléguer les responsabilités, il faut assumer leurs responsabilités.

Services publics.

Il est illusoire d'espérer un arrêt des services publics. Les services publics sont nécessaires, mais il faut essayer de les rendre plus efficaces.

Il faut revoir la répartition des services publics (scolarité, santé, etc.).

Conforter les entreprises locales.

Les délocalisations ne sont pas la panacée. Il faut transférer les problèmes d'emploi à la source et leur permettre de se développer à nouveau. Il faut attirer les entreprises dans les zones à faible densité.

Le partage de la taxe professionnelle.

Recueillie principalement dans les grandes villes, la taxe professionnelle doit être réformée pour favoriser les regroupements de communes et le transfert financier vers les villages et les zones professionnelles, habitation) dans les zones à faible densité.

Supprimer les droits de mutation.

Il ne sert à rien d'exhorter les Français à la famille oblige de vendre son domicile. Il faut représenter de 5 à 10 années d'épargne.

Attirer des capitaux.

Dans nos campagnes, le premier emploi est d'investir dans l'agriculture.

En France, un contribuable ne peut pas d'exploitation agricole. Tel n'est pourtant pas le cas dans les pays voisins. Pourquoi ?

La fusion des régions fiscales (départements) d'un financement de proximité nous en donne de tout un secteur économique, et brève politique de subventions.

E. L.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

(Publicité)

# L'emploi en zone rurale !

En cette période de récession, il est facile (et électoralement payant) de réveiller la nostalgie d'une France rurale, d'une économie villageoise repliée sur elle-même. Tous les Français sont légitimement convaincus qu'il faut redéfinir une nouvelle politique d'aménagement du territoire.

Mais plutôt que de désigner des boucs émissaires (les hypermarchés), l'Etat et les collectivités locales doivent assumer leurs responsabilités.

## Services publics.

Il est illusoire d'espérer un arrêt des flux démographiques et commerciaux de la campagne vers les villes tant que ces services resteront l'apanage des centres urbains. Il faut non seulement les maintenir en zone rurale, mais essayer les services administratifs, moderniser nos écoles et nos équipements publics.

Il faut revoir la rémunération des fonctionnaires dans nos campagnes, et relavoriser les postes d'intérêt public (scolarité, santé, sécurité...). C'est d'ailleurs vrai aussi pour les banlieues.

## Conforter les entreprises locales.

Les délocalisations ne sont pas la panacée : socialement et financièrement coûteuses, elles ne font que transférer les problèmes d'un site à un autre. Il est préférable de soutenir l'activité des entreprises existantes et leur permettre de se développer à moindre coût. Encore faudrait-il que nos collectivités locales arrêtent d'attirer les entreprises dans les zones industrielles qu'elles concentrent aux abords des métropoles.

## Le partage de la taxe professionnelle.

Récoltée principalement dans les grandes villes, elle doit être partagée avec les communes rurales (quitte à favoriser les regroupements de communes).

Ce transfert financier vers nos villages permettrait l'exonération des charges de fiscalité locale (foncières, professionnelles, habitation) dans les départements les plus défavorisés.

## Supprimer les droits de mutation.

Il ne sert à rien d'exhorter les Français à propos de la mobilité de l'emploi si on taxe cette mobilité. Pour une famille obligée de vendre son domicile, suite au transfert du lieu de travail, les droits de mutation peuvent représenter de 5 à 10 années d'épargne. Une vraie spoliation !

## Attirer des capitaux.

Dans nos campagnes, le premier employeur c'est le secteur agricole. Réveillons l'intérêt des Français pour investir dans l'agriculture.

En France, un contribuable ne peut pratiquement pas déduire de son revenu imposable les déficits d'exploitation agricole. Tel n'est pourtant pas le cas des déficits d'origine industrielle ou commerciale qui sont intégralement déductibles. Pourquoi cette différence de traitement ?

La fusion des régimes fiscaux (bénéfices industriels, commerciaux et agricoles) susciterait la création d'un financement de proximité moins coûteux que l'endettement bancaire. Elle mettrait fin à l'isolement de tout un secteur économique, et briserait la relation de dépendance dans laquelle on le tient avec des politiques de subventions.



Edouard et Michel-Edouard LECLERC

**E. LECLERC**



La conférence

## Le projet de Loi fondamentale est adopté

La Commission européenne, présidée par Jacques Delors, a adopté le projet de loi fondamentale pour la République européenne. Ce projet, qui vise à renforcer l'union politique et économique de l'Union européenne, a été adopté à l'unanimité par les membres de la Commission. Le projet prévoit notamment la création d'un Conseil européen, la mise en place d'un système de gouvernance économique et la renforcement des institutions existantes. La loi fondamentale sera soumise à l'approbation des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne.

SLOVAQUIE

## Une ville établit un couvre-feu pour les Tsiganes

La municipalité de la ville de Bratislava, en Slovaquie, a imposé un couvre-feu pour les Tsiganes. Cette mesure, qui vise à réduire les tensions sociales, a été adoptée par le conseil municipal. Le couvre-feu s'applique aux Tsiganes vivant dans des zones désignées. Cette décision a suscité de vives réactions de la part de la communauté Tsigane, qui considère cela comme une discrimination.

GEORGIE

## L'offensive des Abkhazes sur Soukhoumi a été

La république d'Abkhazie, en Géorgie, a lancé une offensive militaire contre le territoire de Soukhoumi. Cette offensive, qui vise à élargir le territoire contrôlé par les Abkhazes, a entraîné des combats meurtriers. L'armée géorgienne a tenté de résister, mais a subi de lourdes pertes. La situation humanitaire est préoccupante, avec de nombreux déplacés.

IRLANDE DU NORD

## Des dizaines de milliers de protestants ont réaffirmé leur attachement au Royaume

Des dizaines de milliers de protestants ont participé à une manifestation à Belfast, en Irlande du Nord, pour réaffirmer leur attachement au Royaume-Uni. Cette manifestation, organisée par l'Union protestante, a eu lieu dans un climat de tension. Les participants ont exprimé leur soutien à la monarchie britannique et leur opposition à l'indépendance de l'Irlande du Nord.

Le conseil de la CEE, présidé par Jacques Delors, a adopté le projet de loi fondamentale pour la République européenne. Ce projet, qui vise à renforcer l'union politique et économique de l'Union européenne, a été adopté à l'unanimité par les membres de la Commission. Le projet prévoit notamment la création d'un Conseil européen, la mise en place d'un système de gouvernance économique et la renforcement des institutions existantes. La loi fondamentale sera soumise à l'approbation des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne.

L'HISTOIRE



## AMÉRIQUES

## Brésil : Rio-Maria ou la loi de la jungle

Assassinats en série, pratique de l'esclavage : la colonisation anarchique de l'Etat du Para autorise tous les excès

## RIO-MARIA

de notre envoyé spécial

« Ici, les gens qui vont à l'église se font traiter de communistes », l'amère remarque de Claudia Alfonsa, commerçante à Rio-Maria, peut surprendre. Mais cette petite bourgade située au nord du Brésil, dans l'Etat du Para, est, en croisant le Père Ricardo Rezende, la ville de tous les excès : « Si l'on dit que les communistes sont à l'église, c'est parce que les dirigeants syndicaux sont au cimetière, alors que les pistoleros (gardes du corps) arguent les rues et que des paysans sont parfois traités comme des esclaves dans les grandes propriétés... Nous tenons simplement, dans la paroisse, de nous opposer à cette violence quotidienne ».

Les petites ruelles poussiéreuses sont pourtant d'apparence tranquille. Des charrettes à cheval se mêlent aux camions et aux voitures. La présence de chercheurs d'or aux environs est révélée par les petites échoppes qui affirment fièrement : « Ici on achète de l'or ». Les multiples magasins de produits agricoles soulignent l'omniprésence des bœufs d'élevage. Les simples baraquas de bois et les chemins de terre montent la pauvreté de l'endroit.

Une ville comme beaucoup d'autres, née de la récente colonisation de la région. En 1975, se souvient un planificateur, Pio Pereira da Rocha, il n'y avait rien, pas même de maisons ni de routes. Une simple piste de terre permettait de passer la par beau temps, lorsque la pluie ne la ravageait pas. « C'est l'afflux de colons et les grandes propriétés de l'Etat brésilien qui ont provoqué la situation de violence d'aujourd'hui », explique le père Rezende. L'ouverture de la colonisation dans la région a tout d'abord été le fait de grosses entreprises (Volkswagen pos-

sest ainsi plusieurs centaines de milliers d'hectares) ou de grands propriétaires terriens, capables d'investir et avides de bénéficier d'exemptions fiscales.

Des milliers de paysans sans terre ont ensuite été attirés dans la région par les discours populistes de dirigeants brésiliens, les espérant obtenir quelques lopins à cultiver ou valant simplement trouver du travail. « A cette époque, dit Pio Pereira, la délinquance des terres se faisait du haut d'un avion. On calculait la surface de la fazenda en fonction du temps de vol et au moyen de repères géographiques. » Vingt ans plus tard, c'est le chaos. Les terres ont été souvent vendues puis revendues, et il n'est pas rare de trouver chez les notaires des surfaces de propriétés au total plus importantes que celle du territoire de la commune où elles sont censées se situer.

## Chasse à la terre

Une aberration qui résulte souvent du « maillage ». Il s'agit en effet d'un propriétaire d'acquiescer des parcelles entourant un vaste espace libre pour revendiquer ensuite l'ensemble. De cette situation naît un imbroglio juridique que la législation brésilienne vient compliquer. « La loi prévoit que toute terre inoccupée ou non travaillée peut être revendiquée par quiconque y vit pacifiquement et la cultive depuis cinq ans. L'expulsion ne peut être déclarée que durant la première année d'occupation », explique le juge de la ville voisine de Paraupebas, Maria Victoria Carmo.

La chasse à la terre est donc ouverte. Des milliers de colons pau-

vres et démunis (les posseiros) tentent de s'installer et de survivre en occupant des lopins situés aux confins des grandes fazendas. L'ouverture de la ligne ferroviaire qui relie São-Luis à Caracas a permis l'arrivée massive de sans-emploi. Les syndicates de travailleurs ruraux, liés au Parti communiste du Brésil, « jouent aussi parfois la politique du pire et compliquent la recherche d'éventuelles solutions pacifiques », dit un avocat.

A quatre heures de Rio-Maria, au bout d'une route de terre difficile, une vingtaine de posseiros sont installés dans de simples cabanes de bois et de branchages perdues au milieu des babaças, les palmiers de la région. Quelques hommes aident à charger un camion qui emporte en catimini un arbre coupé. Le bois sera vendu l'équivalent de 25 francs le mètre cube. Dans l'une des maisons, Amaria Pereira da Silva raconte « la peur permanente de voir surgir les pistoleros pour brûler nos maisons ». « Nous partageons notre temps, dit-elle, entre le travail et la fuite, mais notre seul espoir c'est de pouvoir rester ici ».

« Nous vivons continuellement sous la pression », renchérit Dominga Nunez da Silva, entourée de ses deux enfants, mais nous n'avons pas d'autre choix pour survivre. Alors, ils continuent de labourer leurs terres, ces arpent de terre pour planter riz et haricots, en espérant ne pas être chassés avant la récolte. « Parce que, dans ce cas, si la police militaire ne les pistoleros employés par les fazendeiros (grands propriétaires terriens) ne les chassent pas, ils brûlent, détruisent, arrachent et violent tout, en nous tapant dessus », dit-il en regardant, inquiet, autour de lui.

L'absence, jusqu'à il y a quelques années, de juridictions proches et la puissance des fazendeiros - peu sou-

cieux de laisser des pauvres colons prendre possession de terres dont ils sont, croient, espèrent ou feignent d'être les propriétaires - autorisent toutes les violences. « D'autant que se mêlent à la misère des vrais posseiros quelques professionnels de l'occupation, qui font commerce des terres dont ils obtiennent la propriété », dit le juge de Paraupebas. En l'espace de huit ans, six dirigeants syndicaux défendant les paysans sans terre, des dizaines de posseiros et quelques employés de fazendas ont été tués. On discute peu, mais on tire beaucoup, dans la région. Lors d'une interview en 1991 à la chaîne brésilienne Glória, un fazendeiro redouté de la région, Marcos Avelino, expliquait ainsi crûment : « Pour faire avancer un bœuf ou un cheval rétif, il n'existe qu'une seule solution, c'est de leur faire peur. Pour l'homme, ce sont les balles de fusil ».

## Le combat du Frère Henri

L'assassinat, en février 1991, du dirigeant syndical Expedito de Souza, qui avait maintes fois fait connaître, comme le seringueiro Chico Mendes, les menaces qui pesaient sur lui, a quelque peu calmé la fureur des propriétaires les plus violents. Le commanditaire supposé du crime a déjà passé quatorze mois sous les verrous et - première du genre dans la région - devrait être jugé à Rio-Maria à la fin du mois de juin. Mais les problèmes demeurent, même si le Père Rezende est devenu entre-temps une « vedette » nationale, en raison de ses dénonciations et des conférences qu'il a données à l'étranger.



Dominicain français et avocat, Henri Burin des Roziers est installé depuis quinze ans au Brésil et depuis quelques mois à Rio-Maria, à la demande du diocèse de sa province. Il mène un combat quotidien pour tenter de faire respecter le droit et faire prévaloir la justice. Grâce à une équivalence de diplôme et à une épreuve de portugais sur le thème de la paternité (!), le Frère Henri a pu s'inscrire au barreau. Il intervient en permanence pour défendre les plus faibles.

« La liste des problèmes de justice et de police est longue dit Henri Burin des Roziers. Le prédécesseur d'Expedito, João Canuto, a été assassiné en décembre 1985, mais l'enquête n'a toujours pas été officiellement conclue. Des policiers ont même divulgué publiquement le nom de témoins-clés, dont on sait ce qu'ils risquent. Tout cela alors que, depuis l'assassinat de Canuto, cinq dirigeants du syndicat ont été tués et deux autres blessés. » Qu'est-ce qu'il faut pour encourager au crime ? conclut-il dans une de ses lettres adressées au procureur de la République.

La trop longue absence du pouvoir judiciaire dans la région a aussi

facilité des pratiques d'un autre âge, comme le travail d'esclaves dans de grandes propriétés. « Très souvent, dit le Père Rezende, les péons sont recrutés dans des auberges ou dans des zones très pauvres du Nord-Est. On leur promet salaire, nourriture et logement. Ils ne trouvent à leur arrivée que des pistoleros chargés de les surveiller et la « boutique » de la fazenda, qui leur vend à crédit le strict nécessaire. Ils n'ont d'autres solutions que la soumission ou la fuite ».

D'une manière générale, dit le juge de Paraupebas, les problèmes de violence sont innombrables. Les chercheurs d'or s'entre-tuent sans que nous puissions intervenir au même sans que nous ayons connaissance de ces faits. Des mineurs se prostituent dans les principales rues de la ville. Notre impuissance est dramatique. Comment voulez-vous agir quand la police n'a même pas de voiture à sa disposition et quand son chef est pris en flagrant délit de vol de portefeuille d'un soldat, comme c'était le cas lorsque je suis arrivé, il y a deux ans ? Les choses commencent à changer, mais trop lentement ».

Aujourd'hui Rio-Maria vit dans l'attente du procès qui doit s'y dérouler. La tension a quelque peu baissé en raison de l'imminence d'un jugement dont chacun sait : fazendeiros, posseiros, Eglise et syndicats - qu'il devrait être exemplaire. Mais nul ne s'attend à ce que le règlement définitif du problème de la terre, en l'absence d'une réforme agraire maintes fois promise et dans ce climat de violence généralisée. Pour l'heure, comme le dit Claudia Alfonsa, « si l'on veut vivre tranquille ici, il faut mieux se taire : il y a encore beaucoup de balles perdues ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

## Arthuis, le jeune homme

Européen mais possesseur de l'âme de la Mayenne

1993. Association, mai 1993. Arthuis, le jeune homme, est un Européen mais possesseur de l'âme de la Mayenne. Il a 30 ans, est marié, a deux enfants, et vit à Paris. Il est avocat, mais il est aussi un homme de la Mayenne. Il a grandi dans une petite ville de la Mayenne, et il a toujours eu le cœur à la Mayenne. Il a fait des études de droit à Paris, mais il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a travaillé dans une entreprise de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu conseiller municipal de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu conseiller régional de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu conseiller général de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu député de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu sénateur de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil régional de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil général de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil d'administration de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de surveillance de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil d'orientation de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de discipline de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de gestion de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de développement de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de culture de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de sport de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de jeunesse de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de famille de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de quartier de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de ville de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de département de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de région de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de France de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'Europe de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'ONU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'OCDE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'OMC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'OMS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UIT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UNESCO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UNEP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UICN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITY de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITX de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITW de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITV de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITU de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITT de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITS de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITR de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITQ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITP de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITO de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITN de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITM de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITL de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITK de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITJ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITI de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITH de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITG de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITF de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITE de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITD de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITC de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITB de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITA de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été élu président du conseil de l'UITZ de la Mayenne, et il a toujours été un homme de la Mayenne. Il a été







## SOCIÉTÉ

Après les aveux du joueur marseillais

## Le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, souhaite être confronté à Jean-Jacques Eydelie

Jean-Jacques Eydelie, le joueur marseillais mis en examen et incarcéré pour « corruption active » dans l'affaire OM-Valenciennes, a été remis en liberté dans la matinée de mardi 13 juillet. Entendu la veille par le juge Bernard Boffy, il était revenu sur ses précédentes déclarations, reconnaissant avoir été l'intermédiaire d'une tentative de corruption de joueurs valenciennes avant le match du 20 mai. Eydelie a affirmé au juge qu'il avait agi sur instruction de Jean-

Pierre Bernès, le directeur général de l'OM, actuellement écroué à l'infirmerie de la prison de Looe-lès-Lille.

Ce dernier « veut vite être confronté à Jean-Jacques Eydelie », a indiqué son avocat, M. Jean-Louis Pelletier, dans un entretien à France-Sport du 13 juillet. M. Pelletier a également annoncé, mardi matin sur Europe 1, son intention de « demander le dessaisissement du tribunal de Valenciennes ».

Par ailleurs, l'ancien entraîneur de Valenciennes, Boro Primorac, a été reçu, mardi matin, par le juge Bernard Boffy à Valenciennes. M. Primorac avait affirmé avoir été contacté par un certain « M. Noël », avec qui il se serait rendu dans les bureaux parisiens de Bernard Tapie. Celui-ci lui aurait alors demandé de « porter le chapeau » contre le s'gent.

« M. Noël », identifié comme étant André-Noël Filippodou, un restaurateur coréen, a été

placé en garde à vue, lundi 12 juillet, par le SRPJ de Lille.

Enfin, à Marseille, le siège de la société Réalisation marketing gestion publicitaire (RMGP), un ancien partenaire de l'OM pour la publicité, dont le président, Claude Ghidalia, avait fait l'objet d'une mesure de garde à vue le 8 juillet, a été en partie saqué, mardi 13 juillet, aux premières heures de la matinée.

## La journée du retournement

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Il est un peu moins de 19 heures, lundi 12 juillet. Jean-Jacques Eydelie sort du tribunal de grande instance de Valenciennes en voiture, entouré par quatre policiers. Le joueur de l'Olympique de Marseille, mis en examen pour « corruption active », va passer une dernière nuit dans la cellule de la maison d'arrêt de la cité nordiste qu'il occupe depuis quinze jours. Il est encore pour quelques heures sous mandat de dépôt - il ne sortira de la prison que dans la journée de mardi - mais il n'est déjà plus le pion le plus avancé de la défense de l'OM.

Sur le perron du palais de justice, le nouvel avocat du footballeur, M. Patrick Lefebvre, bâtonnier de l'ordre valenciennois, confirme ce que le fil des événements de la journée transformait en secret de Polichinelle. Jean-Jacques Eydelie a bel et bien reconnu avoir tenté de corrompre trois joueurs valenciennes à la veille du match de championnat de France Valenciennes-OM. C'est bien lui qui a remis la somme de 250 000 francs, premier acompte de la transaction, à Marie-Christine Robert, la femme de Christophe Robert, le frère de Christophe Robert. Il a joué le rôle d'intermédiaire « sans contrepartie, sans aucun profit pour lui », a-t-il déclaré. M. Lefebvre, le directeur général de l'OM, également mis en examen pour « corruption active » et en de Chénou Robert, la femme de Christophe Robert, il a joué le rôle d'intermédiaire « sans contrepartie, sans aucun profit pour lui », a-t-il déclaré.

Cette expression, maladroite, sonne comme un bulletin de victoire pour Bernard Boffy et Eric de Montgolfier. Depuis le début de l'instruction, le couple juge-procureur cherchait dans une bouche marseillaise la confirmation de ce qu'un faisceau de présomptions de plus en plus épais leur laissait supposer. L'audition de Jean-Jacques Eydelie a répondu à cette attente. Pour la première fois, après la brèche ouverte par les déclarations de Christine Eydelie, la version d'un corrupteur présumé correspond à celle d'un corrompu.

## M. Borloo entendu pendant trois heures

Le calendrier de cette journée décisive semble avoir été fixé, dans ses grandes lignes, dès le dimanche 11 juillet, lorsque le juge Boffy a rendu une courte visite à Jean-Jacques Eydelie à la maison d'arrêt, pour s'assurer qu'il était bien l'auteur de la lettre rédigée la veille et qu'il n'était pas revenu sur sa nouvelle demande d'audition. Le footballeur, bouleversé par l'entrevue avec sa femme et qui avait très mal supporté la tension de la confrontation du vendredi, apprend alors au juge qu'il entend récusar son avocat, M. Thierry Herzog, et qu'il renonce au délai normal de cinq jours avant une audition.

Dès la première heure, lundi matin, Bernard Boffy, qui souhaite entendre le joueur dès l'après-midi, avise donc le bâtonnier de l'ordre valenciennois, M. Patrick Lefebvre, que le joueur demande un avocat commis d'office. M. Lefebvre se désigne lui-même. Lorsque M. Herzog se présente à la prison, en milieu de matinée, il y apprend qu'il ne défend plus Jean-Jacques Eydelie. M. Thierry Herzog sort ainsi de la procédure, sans déclaration publique. Avec une discrétion qui tranche avec sa tactique à l'emporte-pièce, étalée à grand fracas les semaines précédentes. Les propos de son successeur, après l'audi-

tion, sonneront à ses oreilles comme un cruel samoufflet : « M. Herzog lui disait une défense pas conforme à ses vues. Il est arrivé à Valenciennes en lui disant : voilà ce que vous allez dire, voilà ce que vous allez faire. En football, on appelle ça une erreur de placement dans la défense ».

Pendant que M. Lefebvre s'entretient avec son nouveau client et prend connaissance du dossier, le juge Boffy vague aux occupations quotidiennes de l'instruction. Et un nouveau nom de personnalité s'ajoute à la liste des témoins. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et député (RL) du Nord, qui s'était exprimé la veille en termes peu amènes pour le procureur Eric de Montgolfier et plus doux pour Bernard Tapie, est entendu pendant plus de trois heures sur le déroulement du match du 20 mai. M. Borloo explique à sa sortie qu'il s'agissait « d'évoquer un climat plutôt que des faits ». L'ancien président de l'USVA, également ancien avocat de Bernard Tapie, dit n'avoir pas ressenti de suspicion de la part du juge à l'égard des dirigeants valenciennois. De gros doutes subsistent pourtant sur leur attitude avant et pendant la rencontre du 20 mai (le Monde du 30 juin).

Lorsque l'audition cruciale commence, vers 14 h 30, la précédente version des faits - une demande de grât des Robert - défendue par Jean-Jacques Eydelie lors de la confrontation avec les Valenciennes (étrangement semblable aux arguments exprimés par Bernard Tapie dans Paris-Match) a fini de voler en éclats. Christophe Robert a indiqué à France-Football qu'il avait bien demandé de l'argent à Eydelie, mais en mars ; après le refus de celui-ci, il avait réglé seul les travaux dans son commerce de Périgueux.

Pendant ce temps, l'instruction a déployé ses saillies à Paris. Les policiers du SRPJ de Lille entendent le personnel de Bernard Tapie Finances, pour retrouver une trace ou un souvenir de la visite de Boro Primorac, l'ancien entraîneur de Valenciennes, qui aurait été contacté pour « porter le chapeau ». A Lille, ils entendent André-Noël Filippodou, le « M. Noël » supposé du récit de Primorac. Mardi matin, M. Filippodou était toujours en garde à vue et Boro Primorac était entendu par le juge Boffy à Valenciennes.

Au cours de son audition de quatre heures et demie, Jean-Jacques Eydelie va entièrement corroborer la version des trois joueurs valenciennois. Mais il semble que, sur le point de litige qui les oppose, il ait donné raison à la version de Jacques Glassmann, qui aurait clairement refusé, pendant l'appel téléphonique, la transaction qui lui était proposée.

Jean-Jacques Eydelie cite Jean-Pierre Bernès, qu'il place désormais en première ligne dans l'instruction, mais aux questions qui lui ont été posées sur la hiérarchie de l'OM il n'a répondu par aucun autre nom de responsable du club. Au contraire, il globalise les problèmes de corruption à d'autres formations du championnat de France - en citant, semble-t-il, quelques exemples - et en Europe. Le joueur aurait indiqué que ces pratiques étaient courantes dans le football professionnel. A tel point que le juge Boffy lui aurait alors demandé s'il existait encore des matches non truqués. « Sa définition globale de ce qui se passe dans le milieu du football ne me semble pas très optimiste », confirme-t-il, le procureur, lundi soir, en se référant à nouveau de l'« avancée considérable du dossier ».

J. Fa.

## Une équipe qui perd

Suite de la première page

Car tel est bien désormais l'enjeu de l'instruction valenciennoise, maintenant que Jean-Jacques Eydelie, encouragé par son épouse, a changé de camp : arrêter image sur Bernès ou zoom prolongé sur Tapie.

Jean-Pierre Bernès n'a en effet que deux attitudes possibles, face à la cohérence des témoignages, avec et sans preuves accumulées par le juge et les enquêteurs : prendre tout sur lui ou affirmer qu'il a agi sur ordre. La troisième position, celle qu'il a adoptée depuis sa sortie de l'hôpital, sa garde à vue et son incarcération, n'est plus tenable depuis l'extraordinaire retournement de la journée de lundi. Car toutes les lignes de défense de l'OM ont sauté, une à une.

Aucune n'a résisté. Le paysage est le suivant, plutôt sombre pour les dirigeants du club phocéen : tous les protagonistes de l'instruction, à la seule exception notable du directeur général de l'OM, s'en tiennent désormais à la même version, solide, étayée et circonstanciée, confortée de plus par des recoupements matériels.

Les trois joueurs valenciennois, Christophe Robert, Jorge Burruchaga et Jacques Glassmann, l'épouse du premier, Marie-Christine Robert, ont été entendus.

## Demandant le retrait de la réforme de la procédure pénale

La conférence des bâtonniers envisage une « mobilisation générale des barreaux »

Réunie en assemblée générale le 10 juillet à Paris, la conférence des bâtonniers, qui rassemble tous les barreaux de France à l'exception de celui de Paris, a estimé que la réforme de la procédure pénale engagée par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, « introduisait des entraves très graves et inacceptables aux droits de la défense » et « ne donnait pas aux avocats les moyens d'exercer leur mission de défense au cours de la garde à vue ». Dénonçant notamment l'impossibilité pour les avocats d'intervenir en garde à vue pour certaines infractions et l'abandon du juge délégué chargé de la mise en détention, la conférence des bâtonniers demande le retrait immédiat du texte, la réunion d'une commission d'étude sur la loi du 4 janvier 1993 et le financement de l'intervention de l'avocat en garde à vue. Sinon, les bâtonniers, qui suscitent à partir du 15 juillet toutes les dispositions sur l'assistance de l'avocat en garde à vue, envisagent « une mobilisation générale des barreaux » en septembre.

Pourrait en cassation de Paul Touvier contre son placement sous contrôle judiciaire. - L'avocat de Paul Touvier, M. Jacques Trémolet de Villers, a formé, le 9 juillet, un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Versailles qui place l'ancien chef du renseignement de la milice de Lyon sous contrôle judiciaire (le Monde du 8 juillet). L'effet du contrôle judiciaire, qui interdit notamment à Paul Touvier de quitter la région parisienne et lui impose de se présenter au commissariat tous les quinze jours, est suspendu jusqu'à la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

tine Robert, ainsi que le Marseillais Jean-Jacques Eydelie et sa femme Christine confirment qu'il y a bien eu, la veille du match Marseille-Valenciennes du 20 mai, tentative de corruption. Oui, Eydelie a bien appelé les Valenciennes à leur hôtel ; oui, il a agi sur ordre de Jean-Pierre Bernès, qu'il a d'ailleurs passé à Burruchaga notamment, lors de leur entretien téléphonique ; oui, il a remis une partie des 600 000 francs promis à Marie-Christine Robert ; oui, l'enveloppe qui contenait les quelques 245 000 francs qui restaient sur les 250 000 francs initiaux, est exactement similaire à celles, rares et coûteuses, que commandait l'OM à une société qui n'a qu'un seul club de football parmi sa clientèle ; oui, la liste téléphonique de l'hôtel des Marseillais porte bien trace de l'appel aux Valenciennes, depuis la chambre de Bernès, à l'heure et sur la durée dites par les joueurs présents pour « lever le pied » ; etc.

## Une succession de parades dérisoires

Le piège est donc en train de se refermer sur l'OM. Un piège que le club marseillais a lui-même contribué à mettre en place par son attitude de dénégation. Les dirigeants de l'OM ont pourtant eu le temps d'ébaucher une stratégie gagnante.

Dès le soir du match du 20 mai, Jacques Glassmann avait « vendu la mèche. Rapidement, Jean-Pierre Bernès dépose une plainte contre X... pour « dénégations calomnieuses », alors que la justice n'est pas encore saisie du dossier. La Ligue nationale de football mène discrètement son

enquête, confiée, par hasard, à un... juge d'instruction membre de sa nouvelle commission de discipline. Ce n'est que le 9 juin que le dossier est transmis au procureur de Valenciennes qui, eu vu d'éléments « si consistants », ouvre alors l'information judiciaire confiée au juge Bernard Boffy.

La suite, côté OM, est une succession de parades dérisoires. Le 17 juin, selon le témoignage de l'ancien entraîneur de Valenciennes, a lieu sa mystérieuse rencontre avec ce « M. Noël » dont témoigne - les policiers l'ont vérifié - un déjeuné au Fouquet's où on lui aurait proposé de « porter le chapeau » en prétendant qu'il avait tenté de négocier un match nul.

Le 23 juin, M. Tapie se prévaut de relations communes - notamment Francis Terrier, ancien directeur des affaires criminelles à la chancellerie, aujourd'hui avocat général à Versailles - pour s'imposer dans le bureau du procureur de Valenciennes, afin de lui confier sa vision de la marche judiciaire de cette affaire et de parfaire sa connaissance du monde du football.

Le 25 juin, alors que le Valenciennais Robert a été interpellé et fini par reconnaître les faits dévolés par Glassmann, M. Tapie rencontre successivement Jean-Pierre Bernès et Jean-Jacques Eydelie. Le soir-même, Eydelie s'en va à la rencontre des policiers qui le placent en garde à vue, tandis que Bernès évite le même sort en rentrant à l'hôpital, pour un malaise cardiaque ou une dépression - les versions marseillaises varient.

## Démentis catégoriques

A chaque avancée de l'enquête, M. Tapie et son entourage tentent des diversions. C'est ainsi que le président de l'OM évoquera, dans un entretien à Paris-Match, un hypothétique prêt

réclamé par Robert à Eydelie, version rapidement reprise par le joueur marseillais devant le juge d'instruction et dont on sait, aujourd'hui, qu'elle ne tient pas. C'est ainsi, encore, que la perquisition au siège de l'OM donnera lieu à des démentis catégoriques de son président, alors qu'il n'était pas contestable que des enveloppes semblables à celle contenant l'argent de la corruption y avaient été saisies et qu'y avait été inventoriée une somme d'argent dont les numéros de série de certains billets correspondent à ceux de quelques-uns des billets remis à l'épouse de Robert.

C'est ainsi, enfin, que M. Tapie affirmera que l'ex-entraîneur de Valenciennes parle d'une rencontre entre eux vaguement ébauchée entre le 16 et le 17 juin, en précisant son emploi du temps du 16 sans en revanche éclaircir celui du 17, alors que Boro Primorac a toujours situé le rendez-vous le 17...

M. Tapie est prompt à crier au complot politique, comme il le fit toujours lors de ses démêlés judiciaires (l'affaire Toshiba qui l'obligea un temps à quitter le gouvernement Bérégovoy) ou de ses démêlés financiers, dans sa carrière mouvementée de reprenneur, inconstant. Sa carrière politique, qui ne va pas, parfois, sans positions courageuses, semble son bouchier.

Mais il ne peut faire oublier que c'est l'OM qui lui mit, en ce domaine, le pied à l'étrier, quand il reprit ce club en 1986 avant d'envisager une carrière politique régionale, et, pourquoi pas, de viser la mairie de Marseille. Ce mélange des genres, dont l'argent est le nerf, entre la politique, la finance, le football et les médias, il le vult, au point que ce fut la clé de sa réussite. Et voici qu'il le rattrape, à toute vitesse.

JÉRÔME FENOGLIO et EDWY PLENE

## REPÈRES

## CATASTROPHES

Une cinquantaine de morts dans un séisme au Japon...

Un violent tremblement de terre a frappé, lundi 12 juin à 15 h 17 (heure française), le nord du Japon. Toute l'île d'Hokkaido a été secouée par ce séisme - de magnitude 7,8 sur l'échelle ouverte de Richter - dont l'épicentre a été localisé à environ 800 kilomètres au nord de Tokyo, en plein océan, à l'ouest des côtes. Cette secousse dont le foyer se trouvait à environ 50 kilomètres de profondeur a provoqué le mort d'une cinquantaine de personnes et la disparition, dit-on, d'un peu plus de cent personnes. La plupart des victimes ont trouvé le mort lors de l'effondrement de bâtiments (maisons individuelles et un hôtel) et de la destruction de

certaines habitations côtières baleyées par des vagues de plusieurs mètres (tsunamis) engendrées par le séisme. Selon les autorités, ce séisme est l'un des plus violents qui aient frappé le Japon ces dernières années. En 1983, tel tremblement de terre de magnitude 7,7 avait également frappé cette région et fait une centaine de morts. - (AFP, AP, UPI)

... et plus de 300 victimes dans des inondations en Inde, en Chine et aux Etats-Unis

Les inondations qui sévissent depuis le début du mois en Inde, en Chine et aux Etats-Unis ont causé la mort de plus de 300 personnes. En Inde, 189 personnes ont péri à la suite des plus fortes pluies enregistrées depuis vingt

ans dans le nord du pays, alors que de nouvelles précipitations sont attendues. En Chine, le bilan, après les pluies diluviennes qui ont cessé le 9 juillet, est de 113 morts. Enfin, aux Etats-Unis, 22 personnes sont mortes noyées à la suite de la crue historique du Mississippi. La facture des dégâts avoisine les deux milliards de dollars. En outre, la vague de chaleur humide qui sévit dans l'est du pays a fait 47 morts. Une amélioration de la météo est prévue pour le fin de la semaine.

## NUCLÉAIRE

Arrêt d'un réacteur russe défectueux

Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

## L'incertitude de l'avenir du nucléaire

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

Le débat sur l'avenir du nucléaire est toujours d'actualité. Les responsables de la centrale russe de Balakovo, située près de Saratov dans le sud du pays (région de la Volga), ont décidé, lundi 12 juin, d'arrêter le réacteur n° 3 de la centrale en raison du dysfonctionnement des systèmes de contrôle. Construite entre 1984 et 1988, cette tranchée de 1 000 mégawatts, portant d'une technologie plus avancée et différente de celle des réacteurs RBMK de type Tchernobyl, n'a cessé de connaître des problèmes. L'un des court-circuits survenus en mars et avril 1992 avait provoqué un début d'incendie. Selon les autorités de sûreté russe, le réacteur devrait redémarrer dans une dizaine de jours. - (AFP, AP)

**Le Monde de l'éducation**

Juillet-août 1993

**RÉUSSIR SON ENTRÉE A L'UNIVERSITÉ**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 25 F

الأسبوع

Le Monde ARTS et SPECTACLES

LES GR



# SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

### L'incertitude sur l'avenir du nucléaire

Suite de la première page

Le général de Gaulle n'avait pas hésité un seul instant, à l'époque, à braver la communauté internationale en décidant de contrevenir à un accord américano-soviétique qui aura duré trente-sept mois. Ce fait, quelque peu oublié aujourd'hui, est rappelé — non sans malice — par des collaborateurs de François Léotard, l'actuel ministre de la Défense, pour signifier que la politique de défense et, plus spécialement, la dissuasion de la France ne dépendent pas de l'avis des uns et des autres, fussent-ils ses alliés. Une façon comme une autre de souligner le silence des bédouins du gaullisme, à quelques exceptions près, après l'annonce, par l'Élysée et Matignon, que la France ne reprendrait pas ses expériences nucléaires interrompues en avril 1992 sans — déjà — que le ministre de la Défense, Pierre Joxe, ait pu à temps faire prévaloir son point de vue.

#### Nouveau « larron »

Il y a un an, la décision de la France a été unilatérale. Elle avait pour justification la perspective des élections législatives et le souci d'apaiser les écologistes. Ce n'est qu'au bout de quelques mois que les autres pays y ont adhééré à leur tour, y compris le Chine populaire en septembre dernier.

Aujourd'hui, selon un sondage commandé, mais non encore publié par le ministère de la Défense, les deux tiers des Français interrogés sont favorables à la

cessation des expériences nucléaires. Mais que la France se soit associée à la prolongation d'un moratoire décrété, quelques jours plus tôt, par les États-Unis et aussitôt suivi par la Russie, irrite nombre de militaires. Ce ralliement, ou cette concession, à la thèse américaine — dont on ne sait jusqu'où elle peut aller trop loin sur la voie d'un désarmement nucléaire inégal — intervient à un eurythme moment, aux yeux de la communauté militaire, pour deux raisons majeures.

D'une part, le « club » des puissances nucléaires s'agrandit, avec l'entrée en scène d'un nouveau « larron » en la matière, l'Ukraine, qui refuse de rendre ses mille huit cents charges explosives à la Russie et qui porte à trois le nombre des nouvelles Républiques nucléaires issues de l'ancienne Union soviétique. D'autre part, la France met à l'eau, à Cherbourg, avec le *Triomphant*, une nouvelle classe de sous-marins destinés à embarquer un non moins nouveau modèle de missile, le M.5, dont il faudra bien avoir testé les têtes nucléaires avant d'imaginer — la France n'en a pas officiellement abandonné le projet — que cette arme stratégique ne verra pas en fin de compte le jour en l'an 2005, comme elle le demeurait programmée.

Toutes ces considérations expliquent, à tort ou à raison, que les militaires ont le sentiment que la France de 1993, à la différence de celle de 1960, a préféré se ranger derrière un Congrès américain hostile à la reprise des essais par les États-Unis pour des motifs plus financiers que stratégiques. Le général de Gaulle contestait que la politique économique de la France puisse « se faire à la corbeille ». Aujourd'hui, le pouvoir serait volontiers écroulé par une part ou déléguée de la communauté de défense, d'accepter — sans broncher — de naviguer dans le sillage du Congrès au mépris de ce qu'elle croit être les intérêts de sécurité de la France.

#### La planète est plus instable

A l'appui de cette critique, il y a la constatation que les États-Unis, comme la Russie, ont réalisé au total assez d'essais nucléaires pour se satisfaire des résultats obtenus et, donc, pour avoir l'élégance de cesser leurs expériences.

La France, en revanche, a encore besoin de moderniser et de perfectionner son arsenal, ce qui induit des tests en vraie grandeur et pas seulement en simulation dans un laboratoire. Le paradoxe

est que le gouvernement a, tout à la fois, suspendu les essais sur l'atoll de Mururoa — sous autre considération de durée — et qu'il a ralenti très sensiblement le versement des crédits consacrés aux simulations par mesure d'économies.

Si bien que la plupart des militaires se demandent si, avec de telles pratiques, on n'assiste pas à ce qui, demain, pourra sonner le glas de la dissuasion nucléaire en France. Une arme périlleuse, qui ne se maintient plus ni en état de fonctionner ni en situation de toujours répondre à la menace environnante.

Certes, le monde des années 60 n'est plus celui des années 90, et l'abandon du général de Gaulle à bâtir sa « force de frappe », s'il s'est justifié après coup, n'a probablement plus la même raison d'être. La dissuasion nucléaire, qui a joué son rôle depuis la fin de la seconde guerre mondiale, n'est plus ce donjon qui met un pays définitivement à l'abri de tous les risques. La planète est plus instable, plus imprévisible, plus équivoque. Elle requiert des systèmes de défense plus souples, plus mobiles, plus diversifiés et, du même coup, le recours à des panoplies au regard desquelles l'arsenal nucléaire a perdu son exclusivité pour n'être que l'un des remparts de défense.

A l'intérieur de budgets militaires qui — hormis dans les pays de la zone Asie-Pacifique — ont tendance à se réduire comme peau de chagrin, la part du

nucléaire décline au profit de l'espèce et des moyens classiques mais perfectionnés d'intervention. A l'instar de leurs partenaires occidentaux, les Français sont désormais placés devant la nécessité d'avoir à renforcer ces deux secteurs de leur sécurité. Ce doit être, à la condition que « l'intendance suive », toute l'ambition de la nouvelle programmation militaire que le gouvernement s'est engagé à présenter au Parlement au printemps 1994 lorsqu'il aura réussi à rédiger un Livre blanc crédible sur la défense.

#### La zone « grise » de tous les dangers

Dans sa réflexion pour ou contre une nouvelle campagne de tir à Mururoa, le gouvernement français devra tenir compte d'une opinion internationale qui, en 1995, ne manquera pas de se manifester à propos de la révision — qui devra avoir commencé entre-temps — du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) par les États signataires. L'enjeu est décisif. Tous les observateurs s'accordent que les pays du tiers-monde réclament aux grandes puissances un arrêt définitif de leurs essais, en échange d'un engagement à ne pas échanger à l'avenir au « club » des États nucléaires.

A un moratoire d'une année, qui est la réalité du moment et qui est un acte reconnaissable, succéderait la renonciation, qui serait irrévocable, à toute dissu-

sion nucléaire. Après avoir suspendu ses essais, la France serait condamnée à ne plus jamais les reprendre et à laisser en l'état son arsenal.

C'est là que le bât blesse. Qu'on ait pu en dire, les expériences ont une vertu indirecte : celle d'être le constat — quasiment infaillible — qu'un pays a acquis droit de cité parmi les autres détenteurs de l'arme nucléaire. Cette reconnaissance internationale contribue, à sa façon, à l'équilibre mondial : la communauté sait à quoi s'en tenir et à qui elle a affaire.

Sans essais officiels, on risque d'entrer dans cette zone « grise » de la dissuasion — la plus lourde de menaces pour la paix du monde — qui aboutit à généraliser le cas des pays suspects de posséder l'arme nucléaire sans jamais l'avoir testée.

Dès lors, Israël, l'Afrique du Sud ou l'Irak auront fait école. De même, les États soupçonnés de tricherie, comme le Corée du Nord, le Pakistan, le Brésil ou l'Argentine, auront renforcé le camp de ceux qui refusent de rendre transparentes leurs activités nucléaires, en refusant les inspections sur place. La planète, qui n'aura pas su ou pas pu limiter cette prolifération clandestine, n'en sera que plus dangereuse.

JACQUES ISNARD

### François Léotard : « Il faudra revenir sur certains choix »

Le ministre de la Défense, François Léotard, dans un entretien accordé le lundi 12 juillet à l'AFP, n'exclut pas que la France puisse reprendre ses essais nucléaires avant la fin de l'année.

« Formellement, rien n'est exclu », a-t-il répondu à la question : « Est-il exclu qu'il puisse y avoir des essais cette année ? » « J'affirme qu'il n'y a rien qui empêche la France de reprendre ses essais, mais elle l'a fait depuis trente-cinq ans, soixante-neuf fois, et elle n'a jamais eu de problème de décision. Il serait très fâcheux qu'elle se mette sous la tutelle ou la dépendance d'un autre pays quel qu'il soit », ajoute M. Léotard.

Interrogé sur la préparation du budget 1994 et du projet de loi de programmation militaire, M. Léotard explique : « Si, alors que la plupart des grands programmes sont en phase de fabrication, les moyens de la défense ne sont pas suffisants en 1994, il est certain qu'il faudra revenir sur des choix faits antérieurement, avec des conséquences sur l'emploi industriel et, plus gravement encore, sur les capacités opérationnelles de nos forces. » « Il est étrange de constater que, lorsque s'éloigne de nous l'avenir, nous nous souvenons de juin 1940, ajoute M. Léotard, nous semblons revenir à nos anciens défauts. »

## Les Grandes Surfaces jouent la reprise... Il y a des hommes politiques à qui cette idée devrait fortement plaire.

Les Grandes Surfaces sont un des acteurs fondamentaux de l'activité économique, elles participent à la création et au maintien d'emplois, elles se battent pour le pouvoir d'achat, elles participent à l'animation du tissu local...

Pour aider à sortir de la crise actuelle, pour préparer la reprise, elles sont aujourd'hui en mesure de s'engager sur dix propositions concrètes :

- 1 Créer des emplois directs en poursuivant leur programme de développement pour répondre aux vrais besoins des consommateurs.
- 2 Soutenir l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics et des industries de biens d'équipement en créant de nouveaux centres commerciaux.
- 3 Développer l'apprentissage des jeunes sous contrat.
- 4 Contribuer à la préservation de l'emploi en accroissant encore leur collaboration avec les PME de leur région.
- 5 Multiplier les accords de coopération pour assurer de meilleurs débouchés au monde agricole.
- 6 Favoriser toujours plus l'innovation de l'industrie française en s'ouvrant encore plus aux produits nouveaux.
- 7 Développer l'animation locale et participer à la rénovation des abords des villes.
- 8 Multiplier les expériences d'animation sociale et de formation directe des jeunes dans les communes ou les quartiers difficiles.
- 9 Développer les galeries marchandes qui accueillent des commerces indépendants profitant de l'attraction des Grandes Surfaces.
- 10 Maintenir le pouvoir d'achat des Français par une politique de prix bas.

Les Grandes Surfaces sont prêtes à s'engager sur ces propositions et sur les moyens qu'elles y consacreront.

Un dialogue avec les Pouvoirs Publics s'impose plus que jamais.

LES GRANDES SURFACES N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI UTILES

Groupement National des Hypothèses

## REPÈRES

### ENVIRONNEMENT

Importants feux de forêt en Algérie, en Italie et en France

Vingt-cinq mille hectares de végétation ont été brûlés par cent vingt-six incendies au nord-est de l'Algérie, depuis une semaine. Les causes de ces incendies restent encore inconnues. Sur l'île d'Elbe, un feu alimenté par un vent de sud-ouest a détruit 80 hectares de pinède, tandis que les habitants des environs et 450 touristes étaient évacués. Les incendies se sont multipliés dans les régions d'Italie, durant tout le week-end, et notamment à Castel-Gendolfo, une des résidences du pape, où 200 hectares de forêt ont été détruits, dimanche 11 juillet.

En France, à la périphérie est de Marseille, un feu a ravagé 10 hectares du parc aménagé de la Vaucluse, un des « poumons verts » de la ville, dans la nuit du 12 au 13 juillet. Enfin, la région de Toulon et la Haute-Corse, où des incendies ont été rapidement maîtrisés, restent sous étroite surveillance des gardes forestiers.

### UNIVERSITÉS

Relative fluidité des inscriptions des bacheliers d'Ile-de-France

Hormis quelques problèmes, notamment à Paris-X (Nanterre), Paris-VII (Jussieu) et Paris-I, en psychologie et dans la filière administration économique et sociale (AES), les inscriptions, dans les dix-sept universités d'Ile-de-France, des quelque 80 000 nouveaux bacheliers de la région parisienne se déroulent, jusqu'à présent, correctement. Selon le recteur de Paris, moins de 5 % d'entre eux n'ont pas encore reçu leur affectation définitive. Ils devraient pouvoir s'inscrire en septembre, après l'évaluation, ont été, par les trois recteurs et les présidents d'université de la région, des places disponibles. La relative fluidité des inscriptions universitaires résulte, cette année, à la fois de l'augmentation du nombre de places (dans les nouvelles universités créées depuis trois ans et dans les instituts universitaires de technologie) et de la légère baisse du nombre des bacheliers, en particulier dans les séries A (littéraire) et G (généraliste).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

## Pierre Bernès, ques Eydelie

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

## REPÈRES

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.

Le directeur de l'Institut de la culture, Pierre Bernès, a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard. Il a été nommé à la tête de la Direction générale de la culture, à la place de Jacques Julliard.



## CHRONOLOGIE

## FRANCE

2-3. - Procédure pénale : Le Sénat adopte la proposition de loi tendant à réformer le code de procédure pénale promulgué le 4 janvier 1993. Ce texte restitue au juge d'instruction le pouvoir de mise en détention et maintient la présence de l'avocat à partir de la vingtième heure de garde à vue. L'entrée en vigueur du nouveau code prévu pour le 1<sup>er</sup> septembre 1993 est reportée au 1<sup>er</sup> mars 1994 (3, 4, 9, 18, 24).

2. - Énergie : Michel Giraud présente en conseil des ministres son « plan emploi » : celui-ci prévoit une exonération des cotisations d'allocation familiale pour les bas salaires (jusqu'à 1,2 fois le SMIC), le développement de l'apprentissage (3 ou 5, 10).

2. - Paul Touvier : La 1<sup>re</sup> chambre d'accusation de Versailles rend un arrêt qui renvoie Paul Touvier devant le cour d'assises des Yvelines, estimant qu'il existe à son encontre « des charges suffisantes d'avoir été complice d'un crime contre l'humanité au sens de l'article 6 du statut du tribunal militaire international » : il répondra de l'exécution le 29 juin 1944 de sept otages juifs à Rillieux-la-Pape (Rhône) (2 ou 4, 11, 12, 17).

3. - Délocalisations industrielles : Le sénateur Jean Arthuis (Union centriste) rend public un rapport sur les conséquences pour l'emploi des « délocalisations » industrielles vers les pays à bas coût de main-d'œuvre (4, 26).

6. - Sports : En finale des Internationaux de France de tennis à Roland-Garros, l'Espagnol Sergi Bruguera bat le tenant du titre, l'Américain Jim Courier. Chez les dames, l'Allemande Steffi Graf l'emporte sur l'Américaine Mary Joe Fernandez (3, 6-7, 8, 9).

7. - Enseignement : Le ministre de l'Éducation nationale rend publiques sa réforme des classes terminales, applicable à la rentrée 1994, et celle du baccalauréat, applicable à la session de juin 1995. Le 26, l'Assemblée nationale adopte en première lecture une proposition de loi permettant aux universités de déroger à la loi Savary de 1984 sur l'enseignement supérieur (8, 10, 19, 24, 26, 17/11).

7. - Délocalisations : Malgré la contestation du Conseil d'État, le 4, le premier ministre confirme la décision du 7 novembre 1991 du gouvernement Cresson de transfert de l'ENA à Strasbourg (6-7, 9).

8. - René Bonquet, l'ancien secrétaire général de la police d'avril 1992 à décembre 1993 du régime de Vichy, visé par une plainte pour crime contre l'humanité, déposée en 1989 par M. Serge Klarsfeld, est assassiné à Paris par un déséquilibré, Christian Didier (9, 10, 11, 13-14).

9. - Presse : Jean Mint est élu président de la Fédération nationale de la presse française (11).

11. - Loi de finances rectificative pour 1993 : Le Parlement adopte définitivement le collectif budgétaire. Les modifications apportées par le Sénat, le 10, ont conduit le gouvernement à fixer le déficit budgétaire à 317,5 milliards de francs en 1993 (9, 11, 15).

14. - Taux d'intérêt : La Banque de France baisse d'un quart de point ses deux taux directeurs : 7,50 % à 7,25 % pour le taux d'ap-

provisionnement, 8,25 % à 8,00 % pour le taux de refinancement. Les banques de dépôt ramènent leur taux de base bancaire (TBB) de 8,80 % à 8,60 %. Le 21, la Banque de France ramène le taux des appels d'offre de 7,25 % à 7 % et le taux des pensions à 5/10 jours de 8,25 % à 8 % (16, 20-21, 23).

14. - Privatisations : Le Sénat adopte en première lecture, par 229 voix contre 89, le projet de loi de privatisations amendé pour renforcer le mécanisme de « l'action spécifique » quand « la protection

## Juin 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

des intérêts nationaux l'exige ». La première privatisation, celle du Crédit local de France, est lancée le 18 au 23, au prix de 386 francs par action (11, 15, 16, 19, 24, 26, 27-28, 29).

16. - Politique économique et sociale : Philippe Séguin, au cours d'un colloque sur l'emploi, appelle le gouvernement à un renversement complet des choix économiques, sociaux et européens et à privilégier l'emploi au détriment de l'orthodoxie financière. « Nous vivons depuis trop longtemps une véritable Munich social », déclare le président de l'Assemblée nationale,

en plaidant pour la préférence communautaire et en préconisant la dissolution du GATT. Le 18, Edouard Balladur, à Lyon, devant le 54<sup>e</sup> congrès des HLM, exclut un changement de politique économique et sociale (18, 19, 20-21, 22).

18. - Croissance économique : Le gouvernement présente ses prévisions devant la commission des comptes de la nation : le recul de la production en 1993 serait de -0,8 % et le redémarrage de l'activité se situerait au début de 1994, avec une hypothèse de croissance du produit intérieur brut (PIB) marchand de 1,4 % en 1994 (16, 17, 21).

18. - Rapport Raynaud : Le rapport définitif de la commission d'évaluation de la situation sociale, économique et financière de la France est publié (20-21).

22. - Comité consultatif national d'éthique : Il s'oppose à la mise en œuvre d'un dépistage prénatal systématique de la trisomie 21 (mongolisme). Dans un second avis, le Comité se prononce pour le développement des thérapies géniques *in vivo* (23).

24. - Football : Les révélations, et la mise en examen, d'un joueur valenciennois, reconnaissant avoir été « acheté » par l'OM en prévision du match Valenciennes-Mar-

seille du 20 mai 1993, déclenchent une enquête qui met en cause le club phocéen. Le 30, les perquisitions effectuées au siège de l'OM alourdissent les présumptions contre les dirigeants de l'OM, malgré les démentis de Bernard Tapie (7, 26, 27-28, 29, 30, 17/11, 27/11).

25. - Emprunt Balladur : L'emprunt d'État dit « emprunt Balladur » est émis pour quatre ans au taux de 6 %. Doté d'avantages fiscaux, il peut s'intégrer à un plan d'épargne en actions (PEA) et sera remboursé le 16 juillet 1997 (24, 25).

26. - Edouard Balladur à Toulouse, dans son discours devant la convention nationale de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), annonce plusieurs mesures en faveur des PME, dont le relèvement des seuils de la loi de 1983 sur le montage des CODEVI (12, 20-21, 29).

27. - Loi Falloux : L'adoption par l'Assemblée nationale, en première lecture, de la proposition de loi de Bruno Bourg-Broc (RPR) en révisant la loi Falloux permet aux collectivités locales de subventionner les établissements privés sous contrat. Le 30, François Mitterrand refuse d'inscrire la proposition de loi à l'ordre du jour de la session parlementaire extraordinaire. L'examen du texte au Sénat est renvoyé à l'automne (25, 27-28, 29, 17/11, 27/11).

29. - Assurance-maladie : Simone Veil présente un plan de 32,2 milliards de francs d'économies sur dix-huit mois, prévoyant une baisse de cinq points du taux de remboursement ainsi qu'une hausse de 5 francs du forfait hospitalier (30).

30. - Privatisations : Afin de surmonter l'obstruction des parlementaires du PS et du PC, Edouard Balladur engage, devant les députés, la responsabilité de son gouvernement, au titre de l'article 49-3, sur le projet de loi de privatisation examinée par l'Assemblée nationale depuis le 28. Le groupe socialiste saisit l'occasion pour déposer une motion de censure sur la politique économique et sociale du gouvernement. Acceptant l'amendement présenté par le groupe UDF, le gouvernement réintroduit la limite de 20 % de la loi de 1986, interdisant aux investisseurs étrangers membres de la CEE d'acquiescer plus de 20 % des titres au moment de la privatisation (17/11, 27/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

## Trois réformes pour le contrôle de l'immigration

Immigration : le 2, le projet de loi Pasqua modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur « les conditions d'entrée et de séjour des étrangers », relatif à « la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France » est adopté par le conseil des ministres : il vise à encadrer et limiter le regroupement familial, filtrer les demandes d'asile et faciliter les expulsions. Charles Pasqua déclare, au Monde le 2, que l'objectif « c'est de tendre vers une immigration zéro » (2, 3, 4, 6-7, 8, 11, 16 ou 18).

Contrôle d'identité : le 10, l'Assemblée nationale adopte, en première lecture, par 482 voix contre 90, le projet de loi

renforçant les pouvoirs de police judiciaire et administrative dans les contrôles d'identité préventifs qui sont autorisés « quel que soit le comportement » de la personne contrôlée (4, 11, 12, 16).

Immigration : le 18, l'Assemblée nationale adopte en première lecture, par 480 voix (UDF et RPR) contre 88 (PS et PC) le projet de loi. Le gouvernement esquisse la texte à propos du droit d'asile, des enfants nés en France de parents en situation irrégulière et de l'eldie médicale à domicile pour les étrangers en situation irrégulière. Deux amendements le durcissent : le premier, proposé par le gouvernement, interdit l'acquisition de la nationalité

française à un étranger en situation irrégulière ; l'autre, présenté par Alain Marsaud (RPR) et modifié par Pierre Mazeaud (RPR) autorise les policiers à effectuer des contrôles d'identité sur « tout élément permettant de présumer la qualité d'étranger » entre que toute appartenance raciale. Après la protestation de Simone Veil et Pierre Méhaignerie, l'amendement est remplacé par un nouvel amendement de Paul Mesnier (RPR), qui supprime toute référence à un critère d'extranéité : il est adopté par la commission des lois du Sénat le 30 (22 ou 25, 17/11, 17/11).

Nationalité : le 24, la proposition de loi portant réforme du code de la nationalité, déjà

approuvée par le Sénat en 1990, est définitivement adoptée. Cette réforme soumet l'acquisition de la nationalité française à de nouvelles conditions (11, 17, 18, 19, 26).

Sécurité : le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

30. - Sécurité : Le 30, le ministre de l'intérieur présente en conseil des ministres son plan pour la sécurité qui prévoit la création, au ministère de l'intérieur, d'une direction de la police nationale chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Il annonce également la création d'un Haut Conseil de la déontologie de la police nationale (17-17/11).

## ÉTRANGER

1<sup>er</sup>. - BURUNDI : La victoire inattendue du Hutu Melchior Ndayize (64,79 % des suffrages) contre le président sortant, le major Pierre Buyoya, Tutsi, au pouvoir depuis 1987, instaure l'alternance ethnique (2 ou 3).

1<sup>er</sup>. - GUATEMALA : Une semaine après son « coup d'État civil », le président Jorge Serrano est destitué. Le 5, le Parlement nomme M. Ramiro de León Prent, président de la République (3, 4, 8, 9).

1<sup>er</sup>. - ALLEMAGNE : L'incendie criminel du 29 mai 1993 de Solingen entraîne des manifestations antiracistes dans plusieurs autres villes et la relance du débat sur l'assouplissement du code de la nationalité allemande. Du 4 au 15, plusieurs centaines de milliers de Turcs ont lieu (3, 4, 5, 6-7, 8, 9, 13-14, 17, 18).

5. - SOMALIE : Des affrontements à Mogadiscio entre bandes armées et forces de l'ONUSOM font 58 morts dont 23 « casques bleus » pakistanais. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'ONU

adopte la résolution 837, qui demande l'arrestation des responsables de l'attaque attribuée aux factions du général Mohamed Farab Aidid. Le 12 et le 17, les forces des Nations unies - qui ont pris, le 4 mai 1993, le relais avec 18 000 « casques bleus » de l'opération militaire internationale sous commandement américain « Endure l'espoir » mise en place le 9 décembre 1992 - lancent un raid aérien et terrestre contre les positions du général Aidid à Mogadiscio. Le 13, les tirs des « casques bleus » pakistanais dans la foule entraînent la mort d'une quinzaine de personnes (8, 9, 11, 13-14, 15 ou 18, 20-21, 22 ou 24).

4-5. - VENEZUELA : Le sénateur Ramon Velásquez est élu président par intérim, succédant au président Carlos Andrés Pérez, suspendu de ses fonctions pour malversations (6-7).

6. - LETTONIE : Les premières élections libres (législatives) depuis cinquante ans, donnent la victoire à Anatolijs Gorbunovs, ancien diri-

gant communiste (5-6, 8, 9).

5-6. - LIBÉRIA : Dans le pays en guerre depuis décembre 1989, les rebelles du Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor massacrent 300 civils dans un camp de réfugiés à 60 kilomètres de Monrovia (8, 9, 11).

6. - ESPAGNE : Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), le parti du chef du gouvernement, Felipe Gonzalez, au pouvoir depuis 1982, remporte les élections législatives anticipées, sur le Parti populaire (PP) de José María Aznar (54,8 % des suffrages). Avec 159 sièges au Congrès des députés, le PS espagnol obtient seulement la majorité relative (2, 5, 8, 9, 13-14, 18, 26, 30).

6. - ITALIE : Amplifiant les résultats des élections législatives d'avril 1992, le premier tour des élections municipales partielles est marqué par le déroute des socialistes et de la Démocratie chrétienne. Au second tour, le 20, la Ligue lombarde d'Umberto Bossi s'empare de Milan et les ex-com-

munistes conquièrent Turin et plusieurs grandes villes du centre (8, 20-21, 22).

6. - MONGOLIE : Le président sortant Punsalmaagiin Ochibatr, communiste passé dans l'opposition, est réélu pour un deuxième mandat de quatre ans (10).

8. - URUGUAY ROUND (GATT) : La France avale le vote portant sur les oléagineux de l'accord de Blair House, conclu le 19 novembre 1992, à Washington, dans le cadre de l'Uruguay Round entre la CEE et les États-Unis, mais maintient son refus du volet agricole de l'accord (10 ou 12, 15 ou 18).

9. - AFGHANISTAN : Le premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti intégriste Hezb-e-Islami, entre dans Kaboul pour la première fois depuis la chute du communisme en 1992. Le 17, il est officiellement investi (11, 19, 22, 26).

11. - IRAN : Le président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani est réélu pour un nouveau mandat de quatre ans avec 63 % des voix (11, 13-14, 22).

12-17. - ESPAGNE : Jeao-Paul II effectue son quatrième voyage en Espagne depuis 1982 (12, 15 ou 18).

14. - TURQUIE : Élu le 13 à la tête du parti conservateur, le Parti de la juste voie (DYP) pour renouer avec la démocratie, Tansu Ciller est nommée premier ministre (13, 19, 24, 27-28).

16. - CAMBODGE : Après la victoire du FUNCINPEC, opposition royaliste, sihanoukiste, du prince Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk (47 % des suffrages exprimés) devant le Parti du peuple (PPC), néocommuniste, représentant le régime de Phnom-Penh, le prince Norodom Sihanouk forme un gouvernement d'union nationale provisoire, approuvé par les factions khmères, ou les royalistes et les néocommunistes se partagent le pouvoir (11, 19, 22, 26, 13-14, 15, 16, 18, 19, 20-21, 23, 26, 29).

21. - ESPAGNE : A Madrid, un double attentat à la voiture piégée provoque la mort de sept personnes et fait une vingtaine de blessés (22).

21-22. - CEE : La récession et l'emploi sont à l'ordre du jour du 49<sup>e</sup> sommet des Douze à Copenhague. Alors que le taux de chômage moyen dans la CEE atteint 10,2 % de la population active, la déclaration finale des Douze approuve le document de Jacques Delors. « A

l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle », axé sur une nouvelle organisation du marché du travail, et se prononce pour un renforcement de l'initiative de croissance décidée lors du sommet d'Edimbourg en décembre 1992 (9, 20-21, 22, 23, 24).

23. - NIGÉRIA : Le général Ibrahim Babangida, au pouvoir depuis le 27 août 1985, annule l'élection présidentielle du 12. En refusant la victoire de Mooshod Abinla, un musulman yoruba du Sud, il remet en cause le transfert du pouvoir aux civils (3, 12, 15, 17, 18, 20-21, 25, 26, 29).

23. - ALGÉRIE : Une vague d'attentats attribués aux islamistes culmine le 26 mai, il meurt le 3 juin, le psychiatre Mahfoud Bouabou (le 15) et un sociologue Mohamed Boukhouza (le 23) (3 ou 5, 12, 17, 18, 21, 23, 24, 17/11).

24. - KURDES : Des indépendantistes kurdes effectuent des opérations commando dans les municipalités de Turquie à Marseille, Munich et Berlin (25, 26).

15. - AZERBAÏDJAN : La crise d'attentats attribués aux islamistes arméniens dans le Haut-Karabakh. L'ancien dirigeant soviétique Gueidar Aliev, néocommuniste, devient président du Parlement

azerbaïdjanais, puis « président par intérim » après le vote de destitution, dans la nuit du 24 au 25, du président Aboulfah Elchibey, qui a fui le 18 au Nakhitchevan. Le colonel Sourat Gousseinov, chef de la rébellion, qui s'est capturé, le 4, avec Gueidar Aliev, deuxième ville du pays au nord du Haut-Karabakh, se rallie au nouveau pouvoir pour combattre les forces arméniennes. Le 30, il est nommé premier ministre (8 ou 10, 15, 17, 18, 19, 20-21, 22, 24, 26, 29).

25. - BÉRIER : Mis en cause pour sa gestion par le *Financial Times*, Jacques Attali, président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) depuis 1991, présente sa démission (24 ou 26, 27-28).

26. - ÉTATS-UNIS-IRAK : Le raid de missiles de croisière des États-Unis contre le siège des services de renseignements irakiens à Bagdad, accusés d'un attentat manqué contre l'ancien président George Bush en visite au Koweït en avril 1993, provoque la mort de six personnes (29, 30, 17/11).

30. - CEE-SCHENGEN : Les ministres européens fixent un calendrier pour la mise en œuvre de la convention de Schengen sur la libre circulation des personnes en Europe (17/11).

## Bosnie : un nouveau plan de partition

Oans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2, à Belgrade, Vuk Obradovic, leader du Mouvement du renouveau serbe (SPO), le principal parti d'opposition au régime de Slobodan Milosevic en Serbie, est blessé et arrêté (culpé le 4), lors des manifestations organisées, à son appel, contre les ultranationalistes.

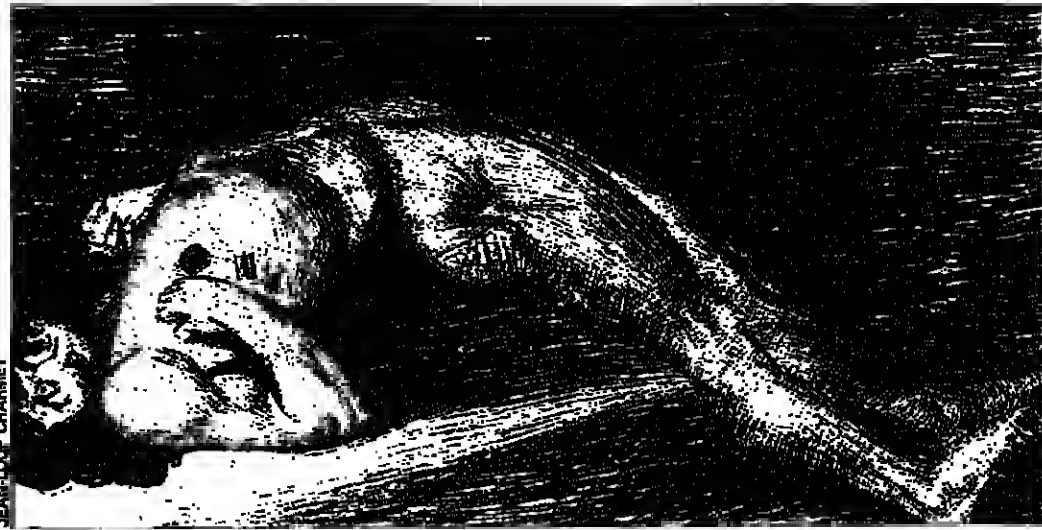


# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### L'épilepsie sort de l'ombre

Jamais le « Grand Mal » et ses différentes formes n'ont suscité autant de passions médicales et scientifiques. Sans pour cela cesser d'effrayer



Collection du professeur Charcot.

OSLO  
de notre envoyé spécial

« C'EST un véritable engouement, une passion scientifique que personne n'aurait, il y a dix ou vingt ans, osé imaginer. Nous sommes à l'époque des quinquas de la recherche sur l'épilepsie. » Pour le professeur Pierre Jallon (hôpital universitaire de Genève), le vingtième congrès international sur l'épilepsie qui vient de se tenir à Oslo, où il a réuni 2 300 spécialistes venus de plus de soixante-dix pays (1), aura pleinement témoigné du développement des nouvelles et très vifs courants d'intérêt pour cette pathologie. Une affection hors du commun, souvent méconnue, toujours associée à des peurs ancestrales profondes et irrationnelles.

A quoi tient un tel phénomène ? L'épilepsie est la plus fréquente des maladies neurologiques après la migraine. Les dernières études épidémiologiques situent à environ 8 pour 1 000 le nombre de personnes souffrant d'une forme ou d'une autre de cette maladie, ce qui situe autour de 500 000 le nombre des épileptiques français. Le taux est, semble-t-il, encore plus élevé dans les pays en voie de développement. Selon d'autres estimations, chaque année, 70 personnes sur 100 000 seraient, en France, victimes d'une première crise épileptique. Il faut toutefois impérativement faire la part entre la crise d'épilepsie et la maladie épileptique. Cette dernière impose en effet la répétition des crises. En d'autres termes, « être épileptique » signifie souffrir à échéance plus ou moins rapprochée de ce type de crises. Un autre problème tient à l'hétérogénéité de ces crises qui peuvent prendre de multiples visages. Schématiquement, la « crise » est la manifestation clinique d'un dysfonctionnement électrique soudain, dans une zone particulière du cerveau.

Cette désorganisation brutale est à l'origine de troubles plus ou moins graves d'ordre moteur ou sensoriel accompagnés d'altérations plus ou moins profondes de la conscience. La forme la plus célèbre, dite « grand mal » (crise généralisée convulsive de type « tonico-clonique » avec chute, perte de conscience, morsure de la langue, perte des urines, etc.) est sans aucun doute la plus angoissante tant pour le malade que pour son entourage. Mais les formes sont multiples, variant notamment à l'origine de la décharge électrique et à son mode de progression au sein de la structure cérébrale. Ainsi, à côté des crises généralisées convulsives existent d'autres manifestations épileptiques beaucoup moins connues mais très fréquentes : les « absences » (altération de la conscience durant quelques secondes), les crises « partielles »

simples ou complexes, limitées à une partie du corps (les doigts, un membre, l'hémicorps, le visage, les yeux, l'appareil vocal, etc.) (2).

La grande difficulté, compte tenu de ce foisonnement de symptômes, tenait à la classification des crises. Au fil des siècles on a ainsi proposé divers cadres nosologiques. Les choses se sont affinées avec les progrès de la connaissance de l'anatomie et de l'électrophysiologie cérébrale. On assiste aujourd'hui à une accélération de ce mouvement grâce notamment, aux nouvelles méthodes d'analyse des structures et des fonctions du système nerveux central (3). L'un des progrès majeurs de ces dernières années résulte de l'enregistrement, grâce à la vidéo, des crises et du couplage de cet enregistrement à celui des traces électroencéphalographiques. Les spécialistes disposent ainsi de données objectives reproductibles et non plus du seul souvenir du malade ou de son entourage.

#### Un caractère mystérieux

Si les principales circonstances de déclenchement des crises sont connues (fatigue, absence de sommeil, consommation d'alcool), il n'en reste pas moins que de nombreuses interrogations demeurent. Les spécialistes discutent de ce qui compile bien souvent la démarche préventive. A Oslo, plusieurs équipes ont rapporté différentes observations spectaculaires quant aux facteurs favorisants. Ainsi, à Djakarta, le jeûne imposé par le ramadan est associé à une nette augmentation de la fréquence des crises. Au Sri-Lanka, c'est au contraire le fait de manger qui peut provoquer ces mêmes crises. Des neurologues iraniens ont rapporté une série de cas associés à des « contacts sexuels ». En Norvège, on s'interroge sur le rôle de l'activité physique nocturne, et des spécialistes d'Osaka (Japon) ont recensé de nombreux cas où une importante concentration intellectuelle apparaît étroitement corrélée avec le déclenchement des crises épileptiques. Aux Etats-Unis, enfin, un groupe de neurologues affirme, chiffres à l'appui, que les variations du champ géomagnétique peuvent expliquer la fréquence des accidents dont sont victimes les malades.

Autant d'observations *a priori* objectives qui permettent de mieux saisir à quel point cette affection multifactorielle a pu — peut — avoir un caractère mystérieux, les brutalement pertes de conscience des épileptiques semblant provoquées par des « instances supérieures » ou par de secrets déséquilibres. Cela explique également la part des thérapeutiques parallèles — mises en œuvre notamment par des « magnétiseurs » — dans la prise en charge des malades.

L'approche scientifique permet également de situer progressivement avec précision la réalité

génétiq ue de cette maladie qui, de manière factasmagique, a longtemps été perçue comme « héréditaire ». Le congrès d'Oslo a fait le point des différents acquis dans ce domaine. Un réseau européen recensant les familles concernées par la dimension génétique de l'épilepsie est en cours de constitution de manière à progresser au plus vite vers l'isolement et le dosage des gènes impliqués. Ce tout nouveau domaine de recherche élargit considérablement le champ des perspectives diagnostiques et thérapeutiques. Il laisse en particulier entrevoir les possibilités d'un approfondissement en amont de la physiopathologie à l'échelon du contrôle des molécules assurant la transmission de l'information ou encore des mouvements toniques des membranes des cellules nerveuses.

#### Facteurs génétiques

On sait aujourd'hui que plusieurs formes (souvent les plus bénignes) d'épilepsie sont sous le contrôle de facteurs génétiques. Il s'agit des convulsions néonatales familiales bénignes (nouveau-nés victimes de convulsions fréquentes durant leur première année de vie) où le chromosome 20 est impliqué, de l'épilepsie myoclonique juvénile (qui apparaît vers la puberté et impose un traitement à vie) avec le chromosome 6 et de l'épilepsie myoclonique progressive, d'évolution beaucoup plus grave (chromosome 21). On a confirmé à Oslo que cette dernière entité correspondait bel et bien aux deux formes dites « belgique » et « méditerranéenne » que l'on tenait jusqu'à présent pour des affections différentes. D'autres types d'épilepsie (les « convulsions fébriles » ou encore l'épilepsie partielle bénigne de l'enfant) pourraient également

avoir une clé génétique. Un autre chapitre tout à fait entoussé par la recherche réside dans les nouvelles approches multidisciplinaires des épilepsies de l'enfant.

Dans 75 % des cas, aucune lésion neurologique n'est identifiable dans le cerveau des jeunes malades à partir des techniques diagnostiques usuelles. « Nous sommes là dans un domaine tout à fait nouveau et totalement fascinant », explique le docteur Olivier Dulac (hôpital Saint-Vincent-de-Paul), qui, avec le docteur Olivier Delalande, neurochirurgien (hôpital Foch, Suresnes), dirige l'une des meilleures équipes mondiales d'épileptologie infantile (4). L'épilepsie du jeune enfant peut être due à des lésions d'origine vasculaire (au moment de la naissance) ou infectieuse, à des malformations ou des causes génétiques. Nous disposons ainsi d'un poste d'observation insoupçonné, le pathologiste aidant à mieux saisir le normal.

Toutes ces avancées scientifiques qui permettent de mieux décrire les multiples facteurs sous-jacents aux crises d'épilepsie s'accompagnent, à l'échelon international, d'un nouvel intérêt des grands groupes pharmaceutiques (voir encadré) ainsi que d'un renouveau de l'approche neurochirurgicale qui, chez certains malades (ceux qui résistent aux traitements médicamenteux ou chez lesquels la répétition des crises entraîne de nombreux et graves dégâts cérébraux), peut offrir de spectaculaires améliorations. La France, où vient de se constituer une importante fondation de recherche grâce à certains capitaux privés (le Monde du 29 mai 1991), rejoint enfin les pays anglo-saxons dans lesquels les associations de malades ou de familles de malades sont étroitement liées aux différents spécialistes

médicaux concernés par l'épilepsie.

L'enjeu est considérable et dépasse de loin le seul domaine thérapeutique et médical. Au-delà de la compréhension de l'affection et de l'efficacité des soins, il s'agit, grâce à l'approche rationnelle, d'en finir avec les mythes et les mystères géométriques depuis des siècles par cette maladie singulière. Il s'agit aussi de mettre un terme à un incroyable ostracisme dans lequel on a, au fil du temps,

maintenu les épileptiques. Sait-on qu'il y a peu encore l'Eglise catholique regardait ces personnes comme des êtres possédés par le démon auxquels l'accès aux ordres était interdit ? Il s'agit enfin et surtout, face à ce dysfonctionnement cérébral, d'essayer, médecins ou non, de ne plus avoir peur et d'accepter de regarder les épileptiques comme des êtres souffrants.

JEAN-YVES NAU

(1) Du 3 au 8 juillet 1993, Oslo. Les communications de ce congrès, organisé par la Ligue internationale contre l'épilepsie, sont publiées dans la revue *Epilepsia* (volume 34, supplément 2-1993), Raven Press, New-York.

(2) Les personnes non spécialistes intéressées par l'ensemble des dernières recherches sur l'épilepsie iront avec intérêt le tout récent « Que sais-je ? » consacré à cette maladie : *L'épilepsie*, de Pierre Jallon, n° 2 693 (Presses universitaires de France).

(3) D'importants progrès diagnostiques sont attendus. De nouveaux et très coûteux appareils dits de magnéto-encéphalographie permettent d'enregistrer de manière non invasive les champs magnétiques induits par l'activité électrique des neurones. Un appareil de ce type équipe depuis quelques jours, pour la première fois en France, le CHU de Rennes (professeurs Chauvel et Scanziani).

(4) En dépit de ses compétences, de son renom et de son importance accrue, cette équipe est actuellement confrontée à de multiples difficultés matérielles, aucune solution n'ayant encore été trouvée pour réunir ses différents membres sur un seul site hospitalier, ce qui permettrait de doubler l'activité et de réduire la liste d'attente des jeunes malades.

### Pharmacopée renaissante

OSLO  
de notre envoyé spécial

On n'a jamais, dans l'histoire de la médecine, connu un tel foisonnement de molécules pouvant *a priori* jouer un rôle dans l'espacement, voire la disparition des crises. La situation est d'autant plus curieuse et intéressante que ce secteur pharmaceutique était depuis longtemps en jachère. Il y avait eu, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les hormones et leurs effets adrénergiques, aujourd'hui oubliés. Au début de ce siècle, le Phénotharbutal, sédatif lui aussi, hypnotique et moins toxique, fut fort utilement proposé. A la veille de la seconde guerre mondiale, on découvrit les propriétés anticonvulsives de la Phénytoïne, puis, en 1950, on établit tout l'intérêt de la carbamazépine (Tégral).

Survint alors l'épisode trop mal connu de la naissance du valproate de sodium (Dépakine) dont la découverte fut la fruit du plus grand des hasards. Ces quatre substances demeurent en pratique les quatre antiépileptiques majeurs, une molécule découverte au milieu des années 80 (le progabide) et présentée alors comme l'antiépileptique « idéal » n'ayant nullement confirmé les promesses publiquement annoncées.

#### Absence de consensus

Tout change aujourd'hui, comme l'a montré le congrès d'Oslo, avec la présence grandissante, sur le front de la thérapeutique de l'épilepsie, de plusieurs géants de l'industrie pharmaceutique mondiale. Cette situation résulte en partie de la meilleure connaissance des mécanismes de l'épileptogénèse et des investissements effectués dans le domaine de la pharmacologie du système nerveux central, ce qui pourrait, demain, ouvrir la voie à des médicaments efficaces contre la maladie de Parkinson ou celle d'Alzheimer.

Pour ce qui est de l'épilepsie, on dispose déjà, ici ou là, en fonction de stratégies commerciales et de considérations médicales ou protectionnistes, du vigabatrin (Sabril) de la multinationale américaine Marion Merrell Dow, de la lemotrigine (Lamictal) de Wellcome et du Felba-

mete de Schering-Plough. Déjà d'autres molécules sont annoncées chez Novo-Nordisk et Abbott Laboratories, chez Parke Davis, Ciba-Geigy ou Ciba International. Cette floraison pharmaceutique tient aussi à l'exploration massive et systématique (par screening) des molécules de synthèse pour lesquelles on cherche de manière expérimentale si elles ont ou non un effet pouvant être utilisé en thérapeutique. L'hétérogénéité de l'entité épileptique, la complexité de la prise en charge de cette maladie et, corollaire, l'absence d'un consensus thérapeutique laissent ouvertes toutes les questions. Quand faut-il abandonner les molécules classiques et prescrire les nouvelles ? Pour-on raisonnablement associer deux ou trois médicaments chez un même malade, et si oui, lesquels ? Comment mesurer l'efficacité d'un tel traitement (disparition des crises, qualité de vie, effets secondaires...) ? Rien ne permet en l'état de répondre.

C'est dans ce contexte que les représentants de la filière française de Marion Merrell Dow ont fait état à Oslo des difficultés particulières que leur imposent les pouvoirs publics. Leur molécule (déjà découverte et fabriquée en France) dispose d'une autorisation de mise sur le marché depuis 1989, cette autorisation ayant été élargie en 1991 aux épilepsies de l'enfant (1). Pourtant, ce produit (à la différence de tous les pays où il est commercialisé) demeure « réservé à l'usage hospitalier ». Cette situation est, selon le fabricant, à l'origine de nombreuses difficultés pratiques pour les quelques milliers de malades traités avec ce médicament et prie en charge par des médecins libéraux. Toujours selon la fabrique, rien, en termes de toxicologie ou de pharmacovigilance, ne justifie de telles précautions : les pouvoirs publics français (Agence du médicament) ne semblent toutefois nullement intéressés par un traitement rapide de ce dossier.

J.-Y. N.

(1) Selon le mensuel pharmaceutique *Prescrire*, cette molécule est « véritablement utile » dans la prise en charge des épilepsies (Prescrire daté de septembre 1992).

#### CORRESPONDANCE

### Dépistage du cancer recto-colique et information des médecins

A la suite de notre article consacré au dépistage du cancer recto-colique (le Monde Sciences-Médecine du 14 avril), nous avons reçu la lettre suivante du professeur Bernard Pierquin, vice-président de la Commission de prévention à la Ligue nationale contre le cancer :

Vous évoquez l'échec de la campagne de dépistage du cancer recto-colique dans les régions de Nord-Picardie et de l'Aquitaine. Ce échec n'a rien de « étonnant » vis-à-vis de la population de ces deux régions, il l'explique très simplement par l'absence de préparation de cette campagne tant au niveau des médecins généralistes que de l'information du public concerné.

La campagne a débuté voici plus de trois ans par un simple envoi de prise en charge des caisses départementales d'assurance-maladie des dix départements concernés auprès de la population âgée de plus de qua-

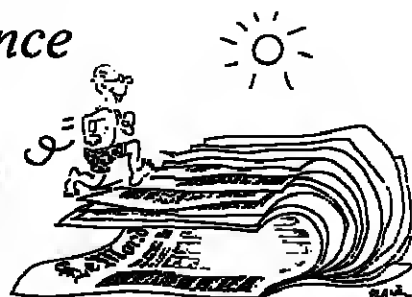
rante-cinq ans. Les médecins ont été oubliés ; la population n'a pas été sensibilisée ; l'échec était inévitable.

Il suffit de considérer l'énorme et méticuleux travail de préparation (formation personnalisée des médecins généralistes, caoté par caoté ; convocation personnalisée de chaque sujet auprès de son médecin qui lui explique l'intérêt et la technique d'emploi de l'hémocult) et de suivi dans la campagne de dépistage menée par le professeur Jean Faivre en Saône-et-Loire, pour mesurer la différence entre le succès de moocologie horguignon à plus de 65 % des personnes convoquées, contre les 15 %, sans garantie de suivi, des dix départements des régions Nord-Picardie et Aquitaine.

Pour le cancer recto-colique, comme pour le cancer du sein ou de l'utérus, une campagne systématique de dépistage suppose un énorme effort de formation, de coordination et de suivi.

Cet été  
retrouvez **Le Monde**  
en vente le soir même  
dans 130 villes  
de France

Pour connaître  
les adresses  
des points  
de vente, tenez  
3615 LEMONDE



### CULTURE

Le Monde Sciences-Médecine du 14 avril, nous avons reçu la lettre suivante du professeur Bernard Pierquin, vice-président de la Commission de prévention à la Ligue nationale contre le cancer :

Vous évoquez l'échec de la campagne de dépistage du cancer recto-colique dans les régions de Nord-Picardie et de l'Aquitaine. Ce échec n'a rien de « étonnant » vis-à-vis de la population de ces deux régions, il l'explique très simplement par l'absence de préparation de cette campagne tant au niveau des médecins généralistes que de l'information du public concerné.

La campagne a débuté voici plus de trois ans par un simple envoi de prise en charge des caisses départementales d'assurance-maladie des dix départements concernés auprès de la population âgée de plus de qua-

rante-cinq ans. Les médecins ont été oubliés ; la population n'a pas été sensibilisée ; l'échec était inévitable.



## SCIENCES • MÉDECINE

## Sous-marins nucléaires d'une génération l'autre

Au moment où la France démantèle le Redoutable, mis en service il y a vingt ans, elle lance un bâtiment tout nouveau dont la conception a commencé en 1982

## La fin d'un grand squalo

COMME une longue cicatrice, un gros cordon de soudure entoure toute la coque du sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) le Redoutable, à hauteur du tiers arrière. Le grand squalo noir, immobile, au fond du bassin du Homet, à l'arsenal du port de Cherbourg (Manche). Terrassé, lobotomisé à grands coups de chalumeau oxyacétylénique. Il y a quelques jours, la chaufferie nucléaire du bâtiment a, en effet, été proprement découpée et emportée avec la portion de coque qui l'abritait. Après vingt ans de hons et loyaux services, cinquante-huit patrouilles, le Redoutable, âgé de 90 000 heures passées au fond des océans, le premier sous-marin nucléaire français, fleuron de la force de frappe nationale, vient de terminer sa vie active, dans le bassin même où il fut construit à la fin des années 60, et qui servira, dans quelques semaines, au lancement du Triomphant, dernier-né de la flotte des SNLE.

L'opération constituait une grande première pour les ingénieurs et ouvriers cherbourgeois de la Direction des constructions navales (DCN). Situés au sein d'un sous-marin d'un siècle, tous les sous-marins de la Marine française (1), ils n'avaient encore jamais procédé au démantèlement d'un réacteur nucléaire naval. L'adaptation aux nouveaux missiles M4 des trois SNLE antérieurs à l'Inflexible (le Redoutable, le Terrible et le Foudroyant) leur avait pourtant permis d'acquiescer une certaine expérience en la matière. « Nous n'avons, en effet, profité de cette refonte pour effectuer quelques modifications sur le circuit primaire du réacteur », explique Bruno Germain, chef de l'atelier nucléaire de l'arsenal de Cherbourg. Il nous a fallu, pour cela, démonter et remplacer certaines pièces radioactives, une opération finalement plus contraignante qu'un simple démantèlement.

## Une zone nucléaire bien isolée

Les gens de la DCN disposaient en outre, par rapport aux autres usines du nucléaire civil, d'un avantage important : sur le plan de la protection contre les rayonnements, un réacteur de sous-marin, de par sa conception même, pose nettement moins de problèmes qu'une centrale. Il doit fonctionner dans presque toutes les positions et résister aux chocs des « conditions de guerre ». L'enveloppe des éléments combustibles du cœur est donc particulièrement renforcée. « Résultat », explique Bruno Germain, « elle reste parfaitement étanche, et, contrairement à celui des centrales EDF, le circuit primaire de nos sous-marins ne contient aucune trace de produits de fission. Sa radioactivité reste donc très faible et, la chaufferie étant très exiguë, il nous arrive d'effectuer des réparations à cheval sur les conduites sans risquer de nous exposer à des doses légales autorisées ».

Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que l'équipage (155 personnes pour le Redoutable) est amené à partager avec le réacteur un espace vitel réduit durant les longues campagnes de plongée. La zone nucléaire est donc particulièrement bien isolée du reste du bâtiment. Cette particularité a guidé la solution choisie par les ingénieurs de la DCN. Ils ont découpé la coque de chaque côté des cloisons plombeuses de la chaufferie, afin que toutes les parties radioactives restent bien à l'abri dans leur boîte originelle. Il suffisait, ensuite, d'en boucher hermétiquement tous les orifices (passages de câbles, conduites de vapeur), pour que cette dernière puisse être manipulée sans autre précaution, ou stockée en l'état.

La difficulté majeure résidait dans les dimensions de la « boîte » en question : une « rondelle » de 7 mètres d'épaisseur et de 800 tonnes, à découper dans un « cigare » de 123 mètres de long, pour 105 mètres de diamètre, pesant 8 920 tonnes. Les moyens de manutention susceptibles de manipuler des masses aussi considérables en toute sécurité étaient à créer de toutes pièces. D'autant que la cale où sont menées les réparations classiques ne présentait pas un volume suffisant pour mener une telle opération.

« Nous avons profité d'un créneau durant lequel le forme (2) du Homet était libre pour utiliser, et donc tester en vraie grandeur, le dispositif de mise à l'eau conçu spécialement

## Cible, ferraille ou musée ?

Le Redoutable une fois campé sur de solides berceaux métalliques, eux-mêmes posés sur le plancher des vaches, les opérations pouvaient commencer. La double coque découpée à l'aide de puissants chalumeaux montés sur des chariots, la partie arrière du sous-marin fut reculée à l'aide de « char-chers », gros chars munis de vérins hydrauliques mobiles. Trois remorques furent ensuite glissées sous la tranche qui contenait le réacteur. Dotée d'une quarantaine de roues, et d'une suspension « intelligente » gérée par ordinateur, elle effaça la moindre aspérité de la route, ces remorques ont emmené la chaufferie vers son lieu de stockage, quelques centaines de mètres plus loin.

Auparavant, le combustible ainsi que quelques pièces du réacteur comme les pompes du circuit primaire avaient été enlevés, à l'abri d'une coque mobile ventilée, utilisée normalement pour le chargement du cœur. Sur la partie non nucléaire du bâtiment, tout le matériel susceptible d'être réutilisé (les turbo-alternateurs, des cartes électroniques, et même l'arbre de l'hélice) avait été soigneusement démonté. En préalable à toutes ces opérations, qui s'échelèrent d'octobre 1992 à mai 1993, le Redoutable était passé, par la base de l'Île-Louise, où ont été déclassés de ses missiles et de ses torpilles.

Aujourd'hui, la chaufferie est entassée sur une dalle antinucléaire dans l'enceinte de l'arsenal, à l'air libre. Un bâtiment sera construit pour l'abriter, d'ici à la fin de l'été. Elle y restera, sous haute surveillance, pendant quinze ans, durant lesquels sa radioactivité baissera de deux tiers. Elle sera ensuite totalement démantelée et expédiée, par mer, dans les centres de stockage de l'ANDRA. Une solution moins coûteuse que celle choisie par les Britanniques, qui gardent leurs SNLE déclassés à l'état, avec tous les frais de maintenance que cela suppose, et plus élaborée que celle des Américains qui détachent, eux aussi, la chaufferie nucléaire, mais le stockent ensuite définitivement en l'état.

Quant à la coque du Redoutable, elle attend dans le bassin Charles-X du port de Cherbourg qu'une décision soit prise concernant son avenir. Plusieurs solutions sont possibles. Les marins aiment assez se servir des navires déclassés comme cibles pour tester leurs armes. « C'est impossible avec le Redoutable », estime Bruno Germain. « On ne peut pas le faire voler, après le scandale causé par la révélation récente que les Soviétiques coulaient leurs SNLE avec la chaudière et le combustible ».

Une mise à la ferraille pure et simple ? « La préservation du secret de défense et de quelques secrets de fabrication de nos industriels nous empêchent de confier la coque telle quelle à un ferrailleur », explique Bruno Germain. « Il nous faudrait donc la découper nous-mêmes. Cela nous coûterait trois fois sa valeur au poids de la ferraille... »

Reste une dernière option, la plus séduisante. Certains aimeraient voir le Redoutable transformé en musée. Installé dans l'ancienne gare maritime de Cherbourg, remis en état, la partie manquante remplacée par une maquette à l'échelle 1 de la chaufferie nucléaire, il pourrait témoigner du savoir-faire des hommes de l'arsenal de la ville. Mais la réalisation et l'entretien d'un tel musée coûteraient 80 millions de francs. Qui restent à trouver...

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le Musée, premier sous-marin construit à l'arsenal de Cherbourg, a été lancé le 4 juillet 1899.

(2) Bassin dans lequel un navire repose au sec lors de sa construction, ou pour des opérations d'entretien ou de réparation.

## Le saut technologique du « Triomphant »

DRSQU'IL entrera en service, en 1996, le Triomphant, qui est le premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins d'une nouvelle génération (SNLE-NG) d'une série de quatre au total, devrait emporter un nouveau modèle de missile stratégique, le M45. Pour l'occasion, ce sous-marin, qui n'est pas la seule innovation de la série, sera équipé de technologies de pointe. Le Triomphant, qui n'est pas la seule innovation de la série, sera équipé de technologies de pointe. Le Triomphant, qui n'est pas la seule innovation de la série, sera équipé de technologies de pointe.

Chaque sous-marin a ses besoins, les trois marines en question ont opté pour le saut technologique par rapport à ce qu'elles avaient fait dans les années 60. A des fins opérationnelles, elles ont choisi de grossir le tonnage de leurs nouveaux sous-marins. Le Triomphant déplace 14 120 tonnes en plongée quand le Redoutable en faisait 9 920 - pour disposer, à l'intérieur de la coque, de volumes suffisants qui puissent accueillir, d'une part, les dispositifs nécessaires à un silence acoustique accru du bâtiment, et, d'autre part, des tubes lance-missiles aux performances notablement améliorées.

Toute l'architecture du Triomphant a dû être bouleversée pour aboutir à un sous-marin le plus discret possible. Depuis les formes hydrodynamiques de carène, le bois du propulseur de type pompe-hélice, le montage à bord d'équipements qui ne vibrent pas grâce à des systèmes de sustentation sur ressorts et jusqu'à des dispositifs de filtrage des bruits vers la mer, tout a été entrepris pour réduire le niveau sonore rayonné par le sous-marin. Avec ses 14 120 tonnes de déplacement, ses 138 mètres de long, un diamètre de 12,50 mètres, avec ses 75 000 appareillages embarqués reliés par 300 kilomètres de câbles électriques, avec une puissance propulsive installée de plusieurs dizaines de mégawatts, le Triomphant, selon les spécialistes, rayonnera dans l'eau une puissance acoustique qui se chiffre en millions de watts.

## Des charges furtives et durcies

La nécessité de cet effort technologique se justifie par les progrès accomplis, depuis l'entrée en service des premiers sous-marins nucléaires, en matière de détection à longue distance des ondes acoustiques de très basse fréquence.

Par rapport à l'Ohio et au Typhoon, le sous-marin français bénéficie, cependant, des améliorations apportées, depuis, par la recherche scientifique et technique : il a été rendu plus compact que ses homologues américains (18 750 tonnes) et russe (25 000 tonnes), grâce à un compartiment réacteur-chaufferie nucléaire plus ramassé et grâce à une automatisation accrue de sa conduite à la mer (qui autorise un équipage de cent dix hommes).

Une deuxième innovation d'importance, à bord du Triomphant, concerne le système d'arme. Les cinq sous-marins français, qui sont actuellement en service et qu'on appelle le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable, le Tonnerre et l'Inflexible, embarquent chacun seize missiles M4 capables - à la suite d'un largage groupé sur un même espace ou d'une série de tir décalés dans le temps - de placer sur des cibles différentes jusqu'à six charges explosives TN-71 de 150 kilotonnes (une dizaine de fois la puissance de la bombe sur Hiroshima) à des distances supérieures à 5 000 kilomètres.

Pour la première fois, le Triomphant devrait emporter seize missiles M45. Par rapport au précédent, ce nouveau missile, dérivé du M4, est à trois étages de propulsion. Sa masse est de 35 tonnes. Il aura six têtes TN-75, qui présentent le double avantage d'être furtives et durcies et d'emporter des aides à la pénétration et des contre-mesures pour déjouer la détection adverse et les défenses antimissiles qu'elle peut commander. Le M45 aura une portée de l'ordre de 6 000 kilomètres. Ce nouveau missile, dont le développement est estimé à 4 130 millions de francs, a fait son premier vol en décembre 1991.

## Un programme de 81,5 milliards de francs

Grâce à ses caractéristiques et à ses performances, le M45 permet au sous-marin de patrouiller dans une zone océanique plus étendue, c'est-à-dire très loin des côtes qui

lui seraient assignées. Pour la sécurité des évolutions du SNLE-NG, cette capacité à conférer à l'ensemble du système une garantie de survie qui est un atout décisif.

D'autres modernisations ont été apportées au Triomphant. Elles visent notamment à améliorer les systèmes de navigation inertielle, les matériels de réception radio-électrique et la sécurité intrinsèque du bâtiment lorsqu'il est en immersion. C'est le cas pour la coque, qui est en acier à haute limite d'élasticité (100 HLES). La manipulation même de cet acier, pendant l'assemblage du sous-marin, a présenté des contraintes de soudage : il a fallu préchauffer l'acier avant soudage.

Depuis le début de la construction du Triomphant, en 1987, par l'arsenal de Cherbourg, le programme SNLE-NG, destiné à prendre la relève de la série le Redoutable, a subi quelques aléas, plus particulièrement des retards dans la construction des sous-marins eux-mêmes et des rallongements du projet M45 à cause des difficultés de leur financement. D'ici à la fin de l'année 2000-2010, il est prévu, à l'heure actuelle, de mettre en chantier - outre le Triomphant - trois SNLE-NG au total, dont deux, le Terrible et le Vigilant, commandés entre 1992 et 1997. Non compris le coût propre au programme M45, les dépenses visant les quatre sous-marins sont évaluées à 81,5 milliards de francs aux conditions économiques de 1992.

J. I.

## Le mille-pattes de l'arsenal de Cherbourg

Le dispositif de mise en bassin, par l'arsenal de Cherbourg, du sous-marin le Triomphant est une « première » mondiale. A proprement parler, le bâtiment n'est pas lancé selon la technique traditionnelle : en glissant sur des rails d'acier, le chenal où il a été construit se déplace, à partir de son hall d'assemblage, vers un bassin mis ultérieurement en eau - qui servira à son achèvement - au moyen de robots baptisés « marcheurs ». Ces « marcheurs », qui ont représenté un investissement de 250 millions de francs, ressemblent à un mille-pattes sur lequel repose en quelque sorte le sous-marin. Ce mille-pattes se déplace lui-même à la vitesse d'un mètre à la minute.

Dès 1988, le groupement franco-norvégien Alstom ACB-Sogel-TTS Norvège a été chargé de mettre au point et d'expérimenter ce nouveau système. Il a livré un ensemble prototype du dispositif final de transfert, comportant quatre « marcheurs » et deux lignes d'appui. Les « marcheurs » sont des éléments autonomes, assurés d'une avance pas à pas dans toutes les directions, d'une capacité de 400 tonnes.

Leur déplacement est piloté et coordonné par une centrale de contrôle-commande des opérations. Au repos, chaque charge - le sous-marin est constitué en autant de blocs assemblés par l'arsenal - repose sur quatre pieds extérieurs et sur un pied central dont la partie inférieure est centrée. Pendant le transfert, le charge est appuyé sur le pied

central, dont la partie supérieure roule sur la partie inférieure sous l'effet de vérins. Dans ces conditions, dix-huit paires de « marcheurs » suffisent à déplacer le Triomphant du hall d'assemblage à son bassin.

## Gains de productivité

A l'issue de son déplacement, le sous-marin est disposé sur un ascenseur dans le bassin qui sera ensuite mis en eau. Cette forme d'environ 160 mètres de long et de 30 mètres de large est équipée d'une porte et d'une plateforme auto-stable et immergeable. On procède alors à la vidange du bassin. La berge reste en appui sur le fond du bassin. Après quoi, on met à nouveau le bassin en

eau, tandis que la berge demeure en immersion. Le sous-marin flotte et il est accessible.

Cette formule de construction et de mise à l'eau permet des gains de productivité de 30 %. Jusqu'à présent, le coque des sous-marins était constituée de tronçons assemblés sur une cale inclinée. Il fallait rapidement fermer cette coque pour procéder au lancement, ce qui restreignait les possibilités d'accès pour l'embarquement des matériels et ne facilitait pas les conditions de travail. Pour le Triomphant, les tronçons ont été assemblés à l'horizontale et en sections reliées les unes aux autres le plus tardivement possible, pour faciliter ensuite leur emménagement intérieur et l'accès du personnel.

## Le CEA redéfinit sa politique de recherche

Dans un contexte budgétaire difficile, le Commissariat à l'énergie atomique a fixé ses priorités pour les trois ans à venir

APRÈS un peu plus de deux ans d'une « réflexion collective » sur l'avenir du Commissariat à l'énergie atomique et de ses missions, l'administrateur général du CEA, Philippe Rouvillois, et son adjoint, Yannick d'Escatha, ont présenté récemment les nouvelles orientations de l'établissement en matière de recherche.

Pour ce plan stratégique de trois ans (1), les exactes compétences du CEA en matière de recherche ainsi que la valeur ajoutée que l'on peut en espérer ont été identifiées. Cette analyse, confrontée aux demandes des pouvoirs publics, des industriels et de l'opinion publique, a permis de recenser 47 « segments stratégiques » dont 17 seront revus à la baisse, 15 seront en croissance et 15 autres simplement maintenus à leur niveau actuel.

L'exercice était difficile car la situation économique ne laisse guère d'espoir au CEA d'obtenir pour 1994 un budget en expansion.

Il maque toujours, sur 1993, une somme de 740 millions de francs (le Monde daté 4-5 octobre 1992) à valoir sur les recettes des privatisa-

tions, et le secteur déficitaire souffre d'une réduction importante des commandes militaires. Dans ce contexte, les grandes lignes de la future politique du Commissariat en matière de recherche mettront l'accent sur :

• Les recherches sur l'énergie nucléaire

Mission essentielle du CEA, elles s'articulent grosso modo autour de trois pôles. Le premier concerne le cycle du combustible, où les efforts porteront sur les techniques d'enrichissement de l'uranium par voie laser, pour lesquelles une démonstration est prévue pour 1997 (programme Silva), la réduction et la destruction des déchets (programme Spini), l'entreposage et le stockage de ces matières radioactives, et enfin « l'assainissement complet » des centres civils du CEA (reconditionnement de déchets, de combustibles et démantèlement d'installations) d'ici à l'an 2000, pour lequel 600 millions de francs seront dépensés chaque année pendant huit ans.

Le second pôle porte sur les réacteurs nucléaires avec la mise au point d'un réacteur à eau pressurisée européen de deuxième généra-

tion dont le prototype pourrait être lancé vers 1998, sur les combustibles avancés, l'incinération du plutonium dans un réacteur à neutrons rapides (projet Caprice) et la fusion thermonucléaire au sein d'un programme international de 5 à 10 milliards de dollars (programme Iter). Dernier volet enfin, la sûreté nucléaire où l'accent sera mis sur l'assistance aux pays de l'Est et sur la prévention des accidents graves.

• La protection de l'homme et de son milieu

Dans ces domaines, le CEA fera porter ses priorités sur la radiobiologie, en particulier sur les études concernant le problème des faibles doses et l'effet des rayonnements sur les tissus vivants, et l'imagerie médicale. Pour ce qui concerne l'environnement, le CEA souhaite se recentrer sur les thèmes bien précis que sont la modélisation climatique, les écosystèmes clos et l'hygiène des déchets industriels.

• La connaissance de la matière

Les efforts dans ces secteurs concerneront l'astrophysique, l'ordre et le chaos, la machine à rayonnement synchrotron de Grenoble (ESRF) et, s'il est un jour financé, le grand accélérateur LHC du CERN de Genève.

• Le développement technologique

Microélectronique, optique, matériaux et métrologie seront soutenus, tandis qu'un effort particulier sera fait en faveur d'un des sous-domaines de tous les gouvernements : la diffusion technologique vers les PME-PMI qui, le 3 novembre prochain, pourront s'entretenir avec les responsables des laboratoires civils et militaires.

Ces nouvelles orientations, qui dépassent les recherches sur les réacteurs nucléaires, l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse et nombre d'installations de grande taille ou de pilotes sur lesquels les industriels peuvent prendre le relais, devraient être chiffrées dans le courant de l'été, parallèlement à la mise en place de méthodes de gestion moderne et de réflexions sur les structures du CEA visant à dégrader des ressources supplémentaires.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Il devrait être rapidement porté à cinq ans.

L'été

DES CERCUEILS EN ZINC ET D'ENFANTS EN CROIX

## Le dit de la guerre

Les spectacles beaux et étranges de Dan

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

## Carnage de rétro

Dans le même esprit d'humour, dans un langage simple, Dan raconte les événements de la guerre. « Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

## Autour des centres culturels

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »

« Les spectacles de la guerre sont beaux et étranges », dit Dan. « Ils sont beaux parce qu'ils sont humains, et étranges parce qu'ils sont inhumains. »



**L'Ambassade de Suisse à Paris ainsi que les Consulats  
généraux à Bordeaux, Lyon, Marseille et Nice organisent le**  
**1<sup>er</sup> août 1993, de 13 h à 16 h**  
**une Journée portes ouvertes à l'intention des**  
**ressortissants suisses (munis d'une pièce d'identité**  
**suisse) et de leurs conjoints et enfants étrangers qui**  
**les accompagnent. Les citoyens suisses de passage ou**  
**résident en France sont cordialement conviés à venir**  
**visiter les locaux de ces cinq représentations.**



## CULTURE

ARLES

LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE

## Images contrastées

Le principal rendez-vous de l'image fixe traverse une crise à la veille de son 25<sup>e</sup> anniversaire

ARLES

de notre envoyé spécial

A quoi servent les Rencontres internationales de la photographie d'Arles (RIP)? Question absurde, aurait-on répondu pendant les quinze premières années de la manifestation tant les combattants de l'image fixe avaient besoin de se retrouver autour d'un festival – le plus important au monde – pour découvrir, dialoguer, échanger, confronter. Question d'actualité, à l'aube de son vingt-cinquième anniversaire, «Arles est moins utile, moins influente», entend-on sur les bords du Rhône, au point de vue de nombreux augures n'hésitent plus à prédire le sort des Rencontres après le feu d'artifice annoncé pour l'an prochain.

Il faut se méfier de la rumeur arlésienne. Il régnait pourtant une drôle d'ambiance dans la ville, lors du festival officiel (du 6 au 11 juillet). Qu'on en juge: public moins nombreux de président-fondateur (Jean-Maurice Rouquette) et pense démissionner; un membre-clé représentant le ministère de la culture (Agnes de Gouvion Saint-Cyr) s'apprête à «prendre du recul»; le directeur artistique en titre (Lucien Clergue) apprend, «par la presse», qu'il est remercié de l'année 2000 (2-3 mai); le directeur pressenti (Lucien Clergue) agit comme s'il était déjà en place; le sponsor principal (Kodak) a réduit de moitié sa subvention et tout le monde s'interroge sur son sort en 1995; un ancien directeur du festival (François Hébel) serait chargé d'une étude par le ministère de la culture sur l'avenir du festival.

Auberge espagnole

Le bouleversement qui s'annonce devrait être ébauché lors d'un conseil d'administration extraordinaire, le 29 juillet. En fait, c'est bien l'avenir – et la survie – des Rencontres d'Arles qui est en jeu, avec, en toile de fond, quelques interrogations que la crise économique a mises en évidence. Quelles sont, aujourd'hui, la raison d'être de ces Rencontres? Quelle photographie faut-il y montrer? A quel public s'adresse-t-on? Quelles structures doivent les porter? Avec quel financement?

Inventées pour sortir la photo de son isolement, les RIP ont vu, au cours de ces vingt-cinq ans, l'existence d'un festival de la photo à Paris, un festival du photojournalisme à Perpignan, deux festivals de la photo plasticienne à Cahors et à Reims, un festival itinérant de la photo de mode, sans parler des innombrables institutions à Paris et en province qui multiplient les expositions ponctuelles.

Si tout le monde reconnaît que ces Rencontres doivent trouver un second souffle, les moyens pour y parvenir divergent. «Il faut les recentrer sur le travail d'artiste et les éloigner d'une manifestation

généraliste», pense Louis Mespeli. D'autres, comme Jean-Maurice Rouquette, plaident pour une manifestation qui défende «toutes les formes de la photographie». L'archaïsme, la lourdeur des structures et les rivalités des décideurs (Guy Bourreau, de Kodak-France, parle de «psychodrame arlésien») font que les Rencontres n'arrivent pas à dépasser un propos suffisamment clair. «On ne présente à Arles que des images supplémentaires, constate un galeriste, sans aucune réflexion sur le contenu».

Effectivement, le thème de l'année – «Visions d'auteurs» – est une sorte d'auberge espagnole. On y trouve des expositions de qualité (Harry Callahan, Larry Fick, Louis Jammes, Ernest Pignon-Ernest), d'autres médiocres (Gilles Ehrmann, Koji Inoue, Eiichiro Sakata, Georges Pastier), voire honteuses par rapport à l'ouverture de l'artiste exposé (Richard Avedon). Honteux également le fait que la seule exposition collective ait pour thème une marque de cigarettes (sponsor des images, du reste)...

## Quand les images swingent

ARLES

de notre envoyé spécial

Henri Cartier-Bresson, venu en vol, s'est précipité vers Guy Le Querrec pour le féliciter, alors que les 1 800 spectateurs manifestent leur enthousiasme. Quel spectacle! D'un côté les images que le photographe de l'agence Magnum a prises lors des dix années du festival de jazz barbares bleues. De l'autre, un quatuor qui improvise sur les photos en noir et blanc: Michel Fortel (clarinette, saxophone et bandonion), Louis Scavias (clarinette et saxophone), Henri Texier (contrebasse) et Jean-Pierre Drouot (percussions).

Un spectacle qui revenait de loin. Le quatuor avait été formé ici même il y a dix ans, par Guy Le Querrec, et n'avait jamais joué depuis. Comment se passeraient les retrouvailles? Les répétitions avaient été perturbées par la météo, un orage énorme avait même inondé le théâtre antique. Quelques heures avant le concert, samedi 10 juillet, enfin, il y avait les photos et la tentation catastrophique de «coller» à l'image. «On doit jouer à contre-pied des photos, pas à contretemps», résumait Henri Texier.

C'était oublier que le spectacle était le prolongement d'une aventure de quinze ans entre quatre musiciens et un photographe dont les images transpirent le «swing». Entre eux, il y

avait, ce soir, «des clips d'oreille», dit Guy Le Querrec. Nous étions loin du cliché «quatre musiciens qui improvisent sur des photos», «si on ne fait qu'improviser, on est espyré par les images en une minute trente», constate Louis Scavias. «Je connais par cœur le déroulement des trois cent cinquante photos», affirme Henri Texier. La quatuor avait été disposé des au public, de côté pour respecter la projection. Chaque séquence a son titre: «Portraits», «Gillespie», «Battiste», «Afric», «Hitchcock», «Miroirs», «Indiens».

Que signifient pour un musicien des images que Le Querrec construit comme un géomètre? «Les obliques, triangles, carrés, ça nous fait une belle jambe», répond Scavias. Je plonge plutôt dans les histoires, l'émotion des grands formats. La quatuor raconte le musique des hautes bleues, s'imprègne des images de Don Cherry ou d'Ornette Coleman, de Dizzy ou de Max Roach. Parfois les photos s'imposent, parfois la musique prend le dessus. En deux séquences, «Afric» et «Indiens», la symbiose se fait totalement. La dernière est un hymne aux Indiens d'Amérique, une échappée vers les grands espaces glacés. Une marche grave, longue, vers l'apaisement.

M. G.

## Deux disparitions

## Le trompettiste Mario Bauza

A l'origine d'un courant majeur du vingtième siècle, le «jazz afro-cubain», le trompettiste Mario Bauza est mort le 11 juillet à New-York. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Il était lead-trumpet, conducteur des sections de trompettes, directeur musical de plusieurs grands orchestres américains. Chick Webb en 1938, Don Redman, Fletcher Henderson, puis Cab Calloway (1938-1940) à qui il devait présenter Dizzy Gillespie, comme il avait présenté Ella Fitzgerald à Chick Webb. Elle avait alors dix-sept ans. Lead-trumpet jusqu'au bout, ce qui est un rôle décisif dans une conception cubaine de l'orchestre, très collective, très massive, Mario Bauza n'a, seul une fois par démonstration, jamais pris de choros. Les grands lead-trumpets se font une idée humblement trop haute de leur fonction pour fanfaronner sous les projecteurs.

Enfant musicien (né à La Havane le 28 avril 1911), clarinetiste de l'orchestre symphonique de la Havane, heurté à six ans dans des formations considérées, l'Orchestra Romen ou l'Orchestra Curbello, Mario Bauza émigre en 1926. A Manhattan, il

FRANCIS MARMANDE

## Le danseur Jacques Chazot

Le danseur Jacques Chazot, est mort dans la nuit du 11 au 12 juillet, à Montigny (Seine-et-Marne), des suites d'un cancer de la gorge. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Malgré son humour et son courage, lorsqu'on le croisa ces derniers mois au Palais Garnier ou à d'autres spectacles de danse – jusqu'au bout la passion de sa vie – on mesurait, à sa voix de plus en plus brisée, maudite, les progrès du mal qui allait l'emporter. Par une cruelle ironie, le destin l'a frappé d'un cancer à la gorge, lui qui avait la langue si bien pendue qu'elle fit sa célébrité.

Ce n'est point faire injure à sa mémoire que dire qu'il ne fut jamais un grand danseur: il le savait mieux que quiconque. Né à Lorient, attiré très jeune par la danse mais ne l'étudiant qu'à partir de seize ans, il entre à l'Opéra-Comique en 1946, à l'époque où ce théâtre possédait encore sa propre troupe de ballet, et y gravit les échelons de la hiérarchie jusqu'au titre d'étoile, en 1958. Il y danse divers rôles du répertoire: les Sylphides, le Bol des cadets, le Beau Danube. Parvenu pour une jeune fille, l'enfant, à la chorégraphie et à l'orchestre, il y danse quelques chorégraphes: Ballo, la Fête arlésienne, la Valse

SYLVIE DE NUSSAC

## COMMUNICATION

Les grilles de programmes pour l'été

## Les radios se mettent à l'heure des vacances

Pendant les vacances, certains radios modifient leur grille de programmes tout en gardant les grands rendez-vous qui assurent leur spécificité. D'autres ne changent rien. Mais pour toutes, le ton doit être à la bonne humeur et à la détente.

musique, elle passera essentiellement, de 15 h à 16 h 30, dans l'émission musicale «Les Challenges de l'été», le soir (de 21 h à 24 h) dans «Coulours» et dans la chronique matinale sur les festivals musicaux de l'été.

Chroniques gastronomiques

«Rêve, évasion, humour, musique et documents», annonce gaillardement France Inter pour ses programmes d'été, commençant depuis le 28 juin. Quelques surprises ont d'ores et déjà égayé cette grille de vacances. Parmi les plus heureuses: le retour de Kriss qui, durant deux mois, chaque matin de 9 h à 10 h (sauf le week-end), a décidé de donner une leçon de bonheur, «une sorte de voyage dans l'imagination de nos jours pour comment ils font aujourd'hui, pour s'adapter à une époque qui fait un peu peur, tenter de remédier à certains de ses maux et d'inventer d'autres voies». C'est aussi avec plaisir que l'on retrouve en juillet «Radio mémoire» – «un tour de quarante ans de radio en quarante jours» – de Jean-François Remonté, du lundi au vendredi entre 11 h et 12 h. A partir de ce 12 juillet, Daniel Schick, que l'on entend déjà sur RFI, recevra à sa façon, du lundi au vendredi entre 17 h et 18 h, dans «Le tour du monde», les personnalités des plus diverses. A la même date, quatre jeunes transfuges d'Europe 1 (Philippe Chanoine, Thierry Calvet, Laurent Jullien et Robert Sufrenco) animeront à 12 h «Complètement PAF», une émission où un invité, dont les vœux sont exaucés, devra imaginer une télévision idéale. Pour le week-end, tous les samedis (à partir du 17 juillet), France Inter proposera une histoire du temps en chanson à travers l'émission de Philippe Lefait (de France 2), «45 tours». Pour les dimanches, dès le 18 juillet, c'est Marc Joly qui occupera le créneau de «Rien à crier» (de 10 h à 12 h). En août, les dimanches à midi, Michel Boujut (l'homme du fameux «Cinéma-cinéma») évoquera «les grandes capitales du cinéma» (Paris, Berlin, Rome, Londres, New-York) dans «Cinéma-villes ouvertes». Beaucoup d'autres émissions estivales sont attendues sur France Inter, et en particulier celles sur le jazz, avec notamment tous les soirs le «Night and Day» de Julien Delli Fort et la diffusion des festivals de jazz de Vienne, Deauville, Antibes.

Sur RTL, qui annonce pour l'été «détente et bonne humeur» et Europe 1, qui désigne «le pas perturbé» ses auditeurs, les changements seront modestes et les grands rendez-vous habituels maintenus. Tous les matins, RTL distraira donc avec des jeux, dans «RTL vous offre vos vacances» (de 8 h 30 à 11 h) et «Le Triangle RTL», animé par Max Meynier (de 11 h à 13 h). En début d'après-midi (de 13 h à 15 h), les portraits hebdomadaires de personnalités par Evelyne Pagès deviendront quotidiens. Quant à la

Sur Europe 1, c'est le Tour de France qui, en ce début d'été, est la grande vedette des programmes et de l'information. Chaque matin (de 9 h à 11 h), Jean Amadou et Mays sont ainsi en direct du Tour, jusqu'au 23 juillet. Jean Roucas maintient ses «Roucaseries» (de 11 h à 12 h 30). Arthur ses «Pirates» (de 16 h à 18 h), Laurent Cahrol son «Enfin le week-end» (le samedi, de 9 h 15 à 11 h). Le samedi, de 11 h 30 à 12 h 30, Jean-Yves Lafesse anime une émission hebdomadaire de canulars. Enfin, les informations jouent la continuité mais prennent l'air des vacances avec, entre autres, une émission touristique en juillet, «Destinations» (18 h 20 à 18 h 30) et des chroniques gastronomiques qui feront connaître les meilleurs chefs de France.

RMC aussi diffusera des informations estivales. Chaque matin à 7 h 20, le Tour de France de vos vacances» se placera dans le sillage d'une famille de vacanciers, dans les coulisses d'un hôtel ou d'un camping, dans les cuisines d'un restaurant ou tout simplement sur la plage. Chaque jour de la semaine, de 18 h à 19 h 10, «RMC Soir» s'élèvera et, «pour une meilleure information», s'autorisera une deuxième édition. La musique sera également à l'honneur à travers de nouvelles émissions: «Le Bar du soleil», du lundi au vendredi (de 11 h à 12 h 30), présenté en direct du Beach, à Monaco, par Stéphane Couraud; «La sieste c'est sacré» (de 13 h 30 à 15 h) où José Sacre nous offrira du rock, de la variété, du jazz et du classique; «C'est l'été» (de 15 h à 16 h 30) animé par Claire Carrière; «Le dimanche à l'été» (de 16 h 30 à 18 h) où l'émission «Carte blanche à...» permettra à un invité de choisir sa programmation musicale et de «faire sa radio».

Pas de grandes modifications sur Fun radio qui joue seulement, pour les vacances (du 19 juillet au 23 août), la carte du «plus». Plus de musique d'abord, avec de 11 h à 16 h et de 1 h à 6 h, un «non stop de tops», plus de cadeaux à gagner et plus de participation de la part des auditeurs, qui pourront choisir leur titre préféré et raconter des récits de vacances de 21 h à 1 h.

Enfin, d'autres radios – notamment Nostalgie, NRJ, Skyrock, Europe 2 et Chéri FM – ce changement de leur programmation, ou à leurs grilles de programmes. Seules les grilles de l'été et le ton, peut-être un peu plus enjoué, des animateurs feront la différence.

VÉRONIQUE CAUHAPE

L'avenir des chaînes de la région lyonnaise

## La CLT s'intéresse à Télé 8 Mont-Blanc

Un «plan de cession» de Télé 8 Mont-Blanc – l'une des deux chaînes de la région lyonnaise – a été discuté hier à la CLT (Compagnie lyonnaise de Télédiffusion), qui exploite notamment RTL et RTL Télévision, est en cours d'élaboration. Selon le ministère de la communication, qui a organisé, lundi 12 juillet, une réunion multipartite (actionnaires, pouvoirs publics, collectivités, TDF, administrateurs judiciaires) pour éviter la liquidation des deux chaînes régionales Télé Lyon Métropole et Télé 8 Mont-Blanc, «une solution financière a été trouvée pour assurer l'activité» de cette dernière «jusqu'à la fin août» et «les contours d'un plan de cession se sont dessinés, ou vu des différents cotés pris par l'administrateur judiciaire et de l'intérêt manifesté par la CLT qui a déjà une expérience reconnue en matière de télévision locale en Lorraine», avec RTL-TV. Selon le ministère, la CLT estime que, avec Télé 8 Mont-Blanc, «une télévision de proximité est tout à fait envisageable sur la base d'un tronc commun de programmes et d'un programme local de qualité, d'une durée journalière de deux heures, diffusé en une seule fois».

## Un «scoop» de M. Vivien...

Robert-André Vivien, président du groupe d'études sur la communication créé par les députés du RPR, a écopoté, lundi matin 12 juillet, le directeur de l'information de Radio-France, Ivan Leval, sur sa propre amorce. Alors qu'il était invité de l'émission «Radiocom», le député du Val-de-Marne a critiqué le refus de presse présentée auparavant, comme chaque matin sur France Inter, par le journaliste en litige: «M. Leval, vous n'avez rien à faire dans cette émission! M. Vivien avait affirmé, quelques instants plus tôt: «Nous avons un bon gouvernement, malgré le refus de la presse». Puis, après avoir rendu hommage à l'«irrépressible» société de radio publique, le député a critiqué les chaînes publiques de télévision en ajoutant: «Je vous livre un scoop: la majorité a changé le 28 mars! Or, les téléspectateurs n'ont pas vraiment l'impression que ça ait changé». Au passage, M. Vivien a aussi rappelé son souhait de voir modifier la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel afin d'y voir nommer «des gens tout à fait impartiaux».

(M. Vivien a écrit que la majorité a changé le 28 mars. Son intervention à France-Inter, elle, a été émise le 13 juillet. M. Vivien, n'a pas changé. Et qu'il reste dans le camp de ceux des gaullistes qui continuent de se faire une certaine idée de la presse: ses ordres.)

## CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA

CINÉMA







# ÉCONOMIE

BILLET

## Haro sur la contrefaçon

Les professionnels du luxe, du textile et de l'habillement, prompts à dénoncer le laxisme des autorités communautaires, souvent impuissantes à les protéger contre les excès d'un libre-échange dévoyé, devraient être réconfortés : la Commission de Bruxelles s'appuie à proposer aux Douanes de renforcer le règlementation communautaire contre la contrefaçon pratiquée par des exportateurs des pays tiers.

Si elle est suivie, les industriels et créateurs de la CEE, pour qui la contrefaçon constitue une véritable plaie, pourront avant même l'entrée de la marchandise sur le territoire de la Communauté, adresser aux douanes, lesquelles seront autorisées à saisir la marchandise.

Le plaignant disposera alors d'un délai de dix jours pour s'adresser à l'autorité judiciaire, qui décidera sur le fond. Dans la réglementation actuelle, le fabricant communautaire doit s'adresser à la justice avec les lourdeurs procédurales et les délais que cela représente.

L'action contre la fraude organisée - la contrefaçon est souvent le fait de réseaux opérant avec la complicité de pays d'accueil peu regardants - sera ainsi menée avec davantage de célérité. La Commission propose, de surcroît, que son champ d'action soit étendu : couvrant aujourd'hui uniquement les produits portant indolument une marque (châssis Lacoste, sacs Vuitton), elle visera désormais à interdire l'usage abusif des logos célèbres (la crocodile de Lacoste), ou même celui d'emballages estampillés (marque, logo) avec l'intention de tromper. La Commission suggère que cette défense renforcée s'applique également aux modèles et aux dessins.

Des dispositions du nouveau règlement devraient permettre de traquer le transfert illicite de la marchandise frauduleuse, par un État membre de la CEE, pour l'exportation, ce qui est peut-être un moyen indirect de s'attaquer aussi aux réseaux qui sont le fait de producteurs indolents de la CEE.

« Il s'agit de donner un coup d'arrêt à des pratiques très dommageables pour notre industrie. Nous avons travaillé en étroite concertation avec [la Commission]. Nos services de douanes vont être mobilisés, formés pour s'acquiescer de ces tâches nouvelles. Les fraudeurs doivent comprendre qu'ils prendront désormais des risques accrus », commente Christiane Scriveren, commissaire compétent pour la politique douanière.

L'initiative satisfait les professionnels : « C'est un signal très clair que la Commission est décidée à protéger notre créativité », constate Camille Blum, secrétaire général de Comtextil. Une bonne nouvelle qui vient à point, l'industrie textile se montrant plutôt déçue des résultats du sommet de Tokyo relatifs à la réduction des « pics tarifaires » américains. Elle est convaincue que les États-Unis n'ont pas renoncé à garder des droits de douane élevés.

PHILIPPE LEMAITRE

Arrêt de la grève du personnel de nettoyage à Roissy. Le mouvement de grève des employés du service de nettoyage de l'aéroport de Roissy a été suspendu, mardi 13 juillet, alors qu'il entrerait dans sa troisième semaine. Le 28 juin, le personnel de la société Bleu Ciel, créée il y a un an conjointement par l'établissement public autonome Aéroports de Paris et l'entreprise de nettoyage Fougerolle, titulaire du marché de nettoyage à Roissy, s'était mis en grève pour protester contre d'éventuelles mutations autoritaires de salariés sur d'autres chantiers de Fougerolle. Le syndicat CFDT des nettoyeurs affirme avoir reçu des garanties portant sur les principales revendications qui opposaient les salariés et leur entreprise.

A l'occasion du comité interministériel d'aménagement du territoire réuni à Mende

## Le gouvernement décide de moduler fortement jusqu'en 1998 l'effort financier de l'Etat entre régions riches et pauvres

MENDE

de notre envoyé spécial

Avant le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) et pendant que sur les bords de la Garonne, à l'appel de la CGT notamment, quelque huit cents manifestants, le premier ministre avait annoncé une série de dispositions spécifiques pour la Lozère (routes, enseignement supérieur, production laitière, sécurité publique). Quant aux mesures nationales annoncées à grand renfort d'orchestration médiatique, certaines font incontestablement apparaître des innovations ou des coups de pouce importants, d'autres sont simplement des redites, des reconduites d'initiatives prises par les précédents gouvernements, des inflexions, voire de simples déclarations d'intention à long terme.

Les contrats de plan Etat-région 1994-1998 : il s'agit sans doute du point le plus important du CIAT car le gouvernement, dans un souci de rééquilibrage, a décidé de moduler son effort financier en fonction de la richesse ou du chômage de chacune des régions. Classées en quatre catégories, les régions les plus en retard (Bretagne ou Nord-Pas-de-Calais par exemple) verront leurs dotations par rapport au niveau actuel majorées de 23,5 %. Une autre catégorie, comme les Pays de la Loire, bénéficieraient d'un relèvement de 14 %. Une troisième classe de régions considérées comme plus solides (Alsace) bénéficieraient de la même enveloppe qu'en 1989. Enfin, les crédits pour l'Ile-de-France baisseront de 10 % et ceux de la Corse resteront identiques (111,6 de la Seine-Normandie).

Le document s'ouvre sur une monographie économique des régions frontalières françaises, des comparaisons entre les structures territoriales et l'organisation administrative de la France et celles de ses voisins, l'analyse des statuts réciproques des travailleurs frontaliers ainsi que l'étude comparée des systèmes fiscaux qui font apparaître des distorsions. Quelque 170 000 Français traversent chaque jour les frontières pour exercer un emploi à l'étranger.

Parmi les propositions présentées par André Vernet, on en retiendra trois : - La nécessité de procéder à une réorganisation du découpage communal, « pour aboutir à des unités territoriales de taille comparable à celles qu'on peut rencontrer en Allemagne ou en Belgique », ce qui, corrélativement, permettrait la disparition d'une « multitude d'organismes parasites ».

- La mise en place, pour une durée déterminée, dans les régions frontalières les plus en difficulté (entre la Meuse et la Haute-Savoie) de « task forces ». Ces équipes, placées sous la responsabilité du premier ministre, seraient dotées de pouvoirs délégués importants, et disposeraient de dotations financières spécifiques. « Une telle conception, qui remet en cause les structures centralisées actuelles, présente l'avantage de la rapidité d'action et de décision ».

- En matière sociale, il est urgent de créer une carte européenne de sécurité sociale « mettant fin au formalisme actuel » qualifié par la CFDT d'« infernal ».

chiliens complémentaires aux contrats de plan.

La croissance maîtrisée de la région parisienne : dans le cadre du futur schéma d'aménagement de l'Ile-de-France, le gouvernement révisé à la hausse les objectifs de croissance de la région-capitale : 11,8 millions d'habitants, 5,8 millions d'emplois, une capacité d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur qui ne devra pas excéder 20 % du total national. M. Balladur a affirmé aussi son souci de limiter l'urbanisation autour de l'aéroport de Roissy, une zone en forte croissance, et de réexaminer la procédure de l'agrément afin d'aboutir à un meilleur équilibre entre la construction de bureaux et celle de logements. Enfin, le gouvernement a l'intention de réviser le financement des transports collectifs dans le sens du droit commun, c'est-à-dire avec un recours accru aux ressources propres de l'Ile-de-France soit par l'impôt, soit par le relèvement des tarifs du métro. Seront présentées à un prochain comité interministériel des mesures propres à renforcer le potentiel des villes du bassin parisien pour « réduire le pouvoir d'attraction universitaire de l'Ile-de-France sur les académies voisines ».

L'appui au développement économique : il est créé un fonds d'aide à l'investissement des PME-PMI sur le budget du ministère de l'Industrie. L'enveloppe de la prime d'aménagement du territoire (PAT) sera portée à un milliard de francs dans le budget de l'année prochaine. Il s'agit notamment de faciliter l'arrivée en France d'investissements étrangers car, lorsque la France aide à un niveau de 6 %, l'Espagne et l'Italie à 30 %. Pour faciliter la mobilité des salariés vers la province, le montant des aides versées par l'entreprise transférée, hors de l'Ile-de-France ou conjoint qui perd son

emploi sera désormais déductible du revenu imposable dans la limite de 40 000 francs. Enfin, pour les zones rurales les plus fragiles, une dotation spéciale à l'installation des jeunes chefs d'entreprise artisanale sera créée. Cette aide en fonds propres pourrait atteindre jusqu'à 20 % de l'investissement.

Les transferts d'emplois administratifs hors de l'Ile-de-France : le gouvernement Balladur reprend à son compte les objectifs tracés en 1991 par Edith Cresson de transférer à l'horizon 2000 environ 30 000 emplois publics. Un dispositif social plus attractif sera mis en place pour faciliter les opérations. Une nouvelle vague de transferts sera décidée pendant le premier semestre 1994 mais, d'ores et déjà, le gouvernement a confirmé un certain nombre d'opérations mais suspendu, voire annulé, d'autres qui étaient mal engagées (la Seita à Angoulême, certains services dépendant du ministère de la pêche à Bologne ou la Caisse française de développement et le Centre d'information bancaire à Arras et Sarcelles).

La péréquation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) : un projet de loi va être présenté à l'automne pour simplifier les critères de répartition de la DGF qui représente une enveloppe considérable (environ 100 milliards de francs chaque année) de crédits d'Etat versés aux collectivités locales. Il s'agit d'orienter davantage les moyens financiers à l'enveloppe constante - vers les communes rurales et les localités urbaines qui sont le théâtre des désordres sociaux les plus graves.

Le lancement d'un grand débat national : MM. Balladur, Pasqua et Hoeffel (ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales) ont confirmé qu'un grand débat sur l'aménagement du territoire serait lancé dès

septembre dans le pays, au plus près du terrain, et parallèlement en concertation avec les institutions politiques et socio-économiques nationales. Les discussions déboucheront sur une charte nationale décrivant l'image de la France à l'horizon 2015, ainsi que les principaux axes géographiques du pays et, au printemps, sur une loi d'orientation proprement dite.

Mesures diverses : comme c'est l'habitude dans les réunions ministérielles de ce genre, beaucoup de mesures de saupeudrage ont été décidées pour différentes régions. Elles concernent d'abord l'outre-mer et toucheront la maîtrise foncière, le logement social, les transports, le traitement de l'eau potable et des déchets ménagers. L'enveloppe des crédits de plan pour ces régions est arrêtée à 3,3 milliards de francs hors Nouvelle-Calédonie et Polynésie.

La Corse fait aussi l'objet d'un traitement spécial dont les détails ont été explicités par Charles Pasqua. Ils concernent aussi bien le renforcement de l'enseignement de la langue corse, l'amélioration des capacités énergétiques dans l'île et la préparation d'un nouveau régime fiscal.

Enfin 170 millions de francs de plus ont été dégagés pour le plan « Université 2000 » dans le Nord-Pas-de-Calais et pour le renforcement du pôle juridique de la ville de Douai.

Ensemble des mesures arrêtées par le gouvernement à Mende devront maintenant s'intégrer dans les plans de développement et les priorités que les conseils régionaux ont en train de définir pour les cinq prochaines années et qui ne seront pas nécessairement identiques à celles de l'Etat.

FRANÇOIS GROSCHARD

Un entretien avec le député socialiste de l'Aisne

## « Attention à ne pas mettre systématiquement en procès la ville et les grandes métropoles ! »

nous déclare Jean-Pierre Balligand

La méthode affichée par le gouvernement Balladur et les objectifs annoncés vous semblent-ils judicieux ?

« Les discours idéologiques - teintés de relents populistes, voire mythologiques, pour rectifier la nation unie - est incontestablement une réussite. On sait bien que l'idéologie fait partie de la politique... »

Mais la question est maintenant de savoir ce qu'on mettra derrière le discours. Va-t-on renoncer à un schéma directeur d'Ile-de-France ? Ce n'est pas ainsi que le développement de cette région (et du bassin parisien) sera maîtrisé. Le libre jeu du marché n'apporte pas toutes les réponses. Il faut absolument des instruments d'organisation foncière et des règles d'urbanisme contraignants. Attention aussi à ne pas mettre la ville et les métropoles systématiquement en procès au seul bénéfice du monde rural ! Ce serait très dangereux.

Le Parti socialiste, sous l'impulsion de Michel Rocard, parle de rénovation et de remobilisation. La PS devrait-il délivrer un message fort au chapitre de l'aménagement du territoire ?

Il faut désormais s'habituer à déclinier en couple l'aménagement, proprement dit, et les contrats de plan. Vous m'interrogez tout à l'heure sur mes satisfactions. Eh bien, en voilà une ! Les contrats Etat-région, inventés dès le neuvième Plan, sont une grande réussite. Sont fixés d'un commun accord les priorités, est arrêtée une ligne de conduite pour plusieurs années. C'est une procédure très pédagogique, et la méthodologie est au point. Les manœuvres de retardement de Bercy n'y feront rien. Rendez-vous compte : nous sommes en récession et pourtant, au terme des contrats de plan 1989-1993, les objectifs de départ auront été réalisés à plus de 80 % !

Je plaide pour un renforcement du pouvoir des régions. Dans la future loi d'orientation, il faudra inclure une disposition obligeant les régions « chefs d'orchestre » à signer avec les villes, les communes et les départements des chartes de développement. Je crois aussi qu'il faut renforcer le dialogue et les négociations entre les régions et les autorités européennes.

Quels doivent être selon vous les points forts du budget 1994 ?

Si je n'avais qu'une proposition à faire, ce serait celle-ci : exonérer de charges patronales, à hauteur de 20 %, les entreprises qui s'installent dans les zones rurales et compenser le manque à gagner par une surcharge de 20 % sur celles qui restent en milieu urbain dense. Voilà de la péréquation ! C'est une mesure que j'avance conjointement avec le centriste Georges Chavanes, député de Charente, maire d'Angoulême et ancien chef d'entreprise.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

## Les réactions

Les élus RPR et UDF du conseil régional d'Ile-de-France se réjouissent de constater que le gouvernement a enfin mis dans ses priorités une politique nationale d'aménagement du territoire. Tout en exprimant « leur solidarité avec l'ensemble des autres régions françaises », ils rappellent que « la région Ile-de-France subit de plein fouet la récession et qu'elle assume actuellement la moitié des pertes d'emploi françaises ». Ils s'inquiètent donc de la réduction des dotations de l'Etat et espèrent que la

## Les crédits par régions des contrats de plan

En application des nouveaux critères de modulation retenus pour classer les régions de métropole favorisées et celles en retard, le gouvernement a fixé en 1993, les enveloppes des crédits d'Etat dans les futurs contrats de plan (1994-1999) :

- Alsace : 2,09 ; Centre : 2,18 ; Franche-Comté : 1,61 ; Midi-Pyrénées : 4,03 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur : 3,09 ; Rhône-Alpes : 3,6 ; Aquitaine : 2,72 ; Bourgogne : 1,93 ; Champagne-Ardenne : 1,56 ; Languedoc-Roussillon : 3,51 ; Basse-Normandie : 2,15 ; Haute-Normandie : 1,93 ; Pays de la Loire : 2,46 ; Picardie : 2,12 ; Auvergne : 1,75 ; Bretagne : 4,93 ; Limousin : 1,48 ; Lorraine : 4,27 ; Nord-Pas-de-Calais : 7,39 ; Poitou-Charentes : 2,41 ; Ile-de-France : 9,92 ; Corse : 0,66.

L'Etat se réserve une enveloppe de 820 millions de francs non affectés comme marge de manœuvre.

## La Banque de France et la Bourse ont intervenues pour soutenir le 1

La Banque de France et la Bourse ont intervenues pour soutenir le 1... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une reproduction d'un article ou d'un communiqué).

## piège

piège... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une reproduction d'un article ou d'un communiqué).

## M. Barre : « encourager la prod et l'emploi sans sacrifier la monnaie »

M. Barre : « encourager la prod et l'emploi sans sacrifier la monnaie »... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une reproduction d'un article ou d'un communiqué).

## Les 110 milliards de l'emprunt Balladur serviront de « socle » aux privatisations

Les 110 milliards de l'emprunt Balladur serviront de « socle » aux privatisations... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une reproduction d'un article ou d'un communiqué).

## Les réactions

Les réactions... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une reproduction d'un article ou d'un communiqué).

## Les réactions

Les réactions... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une reproduction d'un article ou d'un communiqué).



# ÉCONOMIE

Après les attaques sur le marché des changes

## La Banque de France et la Bundesbank sont intervenues pour soutenir le franc

Mardi 13 juillet, le franc faisait toujours preuve de faiblesse, mais sous l'action des banques centrales, le cours de la monnaie allemande revenait de 3,4150 francs à 3,40 francs. Esquissée lors de l'annulation du sommet économique et financier franco-allemand le 24 juin, la tenue du franc s'est brusquement détériorée le 8 juillet, lors de la parution de la dernière note de conjoncture de l'INSEE. Depuis, la monnaie française est discutée sur le marché des changes. En l'espace de trois semaines, la monnaie allemande est passée de 3,36 francs à près de 3,42 francs, et la Banque de France est intervenue à plusieurs reprises sur les marchés. Le cours maximum du mark autorisé dans le système monétaire européen (SME) est de 3,4305 francs.

Les autorités françaises et allemandes n'ont pas hésité à multiplier les déclarations en faveur du franc. Lundi matin, le premier ministre, Edouard Balladur, faisait savoir, dans une interview à l'Figaro, qu'il était « indéniablement attaché à la stabilité du franc au sein du SME ». A l'occasion d'une réunion de haut

niveau à Bruxelles, le ministre des finances allemand, Theo Waigel, a pour sa part rappelé que « la coopération étroite et fructueuse manifestée au cours de ces dernières semaines et de ces derniers mois reste à l'ordre du jour ».

Une déclaration faite au moment où la Bundesbank procédait officiellement à des achats de francs pour soutenir le cours. Cependant, le répit a été de courte durée avant que le mark reprenne son mouvement de hausse. Les dirigeants des banques centrales française et allemande sont alors directement intervenus depuis Bâle, la ville suisse qui abrite le siège de la Banque des règlements internationaux. « Les tensions sont d'une nature très temporaire », a affirmé Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, qui a ajouté que « la coopération entre la Bundesbank et la Banque de France est aussi étroite qu'elle ne l'a jamais été ». Le gouverneur de la Banque de France, Jacques de Larosière, a pour sa part jugé les attaques « absolument sans fondement ». Mardi, le président de la BNP, Michel Pébereau, et le directeur général de la

Caisse nationale de crédit agricole, Philippe Jaffré, tenaient tous deux publiquement des propos rassurants.

Une période de grande instabilité s'est ouverte dans le SME depuis le rejet par le peuple danois du référendum de Maastricht, ce jour 1992. Au mois de septembre, les craintes relatives au référendum français et les difficultés économiques des Etats de la communauté avaient provoqué une très grave crise du SME. Très attaqué, le franc avait pu se maintenir dans le système, contrairement à la livre britannique et la lire italienne, contraintes de le quitter, ou à l'escudo portugais et la peseta espagnole, qui ont procédé à plusieurs dévaluations. A la fin de l'année, une nouvelle fièvre spéculative avait joué contre le franc, les opérateurs s'inquiétant notamment des projets de futur gouvernement en matière monétaire. Depuis les élections, les taux d'intérêt ont fortement baissé, et le franc s'était, jusqu'à la fin juin, très bien tenu.

F. L.

## Le piège

Suite de la première page

Ces opérateurs s'étaient, ces mois derniers, massivement portés sur les titres d'Etat français, obligations et bons du Trésor, anticipant, à bon droit, une baisse des taux à Paris, et donc une hausse des cours. Ils ont subitement vendu ces titres, non moins massivement, en prenant des bénéfices portant essentiellement sur le court terme, et se sont reportés sur les fonds d'Etat allemands.

### La puissance de l'Allemagne

En haut lieu, il semble bien que l'on n'ait pas pris en compte la possibilité d'un tel renversement, d'où l'étonnement piqué qui se manifeste. Ajoutons que la baisse des taux français a court terme à 7,50 %, contre plus de 10 % à 12 % pendant les deux crises précédentes, facilite la spéculation contre notre monnaie : il est moins coûteux maintenant d'emprunter des francs pour les vendre dans l'attente d'un décrochage, comme cela a été fait avec succès pour la livre et la lire.

Sur le plan politique, la crise révèle acutalement à quel point l'Allemagne reste puissante aux yeux des milieux financiers internationaux. Il a suffi de quelques opinions un peu moins pessimistes, et le mark s'est envolé. Elle rappelle, en outre, que pour ces mêmes milieux la France est censée supporter de moins en moins le poids de la Banque fédérale d'Allemagne en matière de taux d'intérêt. Dans ces colonnes, nous avons rappelé souvent que l'écono-

mie française marche tout frêle sur ses réserves de devises, et on a vu avec quelle rapidité ses réserves peinent à s'épuiser, puis se reconstruire. Toutefois, comme l'admet la Banque de France n'a pas la possibilité, comme on l'a vu, d'élever fortement ses taux directeurs pour défendre sa monnaie, sauf à suicider un peu plus notre économie, un véritable piège, - la clé du problème repose encore davantage dans les mains de la Bundesbank. Cette dernière, qui ne veut à aucun prix voir le franc quitter le système monétaire européen, se trouve acculée à défendre notre monnaie et probablement à baisser à nouveau ses taux directeurs. C'est le prix qu'elle doit payer pour ne pas voir le système monétaire européen, ou ce qu'il en reste, éclater. Ne voit-on pas le franc belge à son tour attaqué, après le franc français ? Une fois de plus, la balle est dans le camp allemand, à Francfort plus précisément.

FRANÇOIS RENARD

## M. Barre : « encourager la production et l'emploi sans sacrifier la monnaie »

Après ses déclarations invitant Edouard Balladur à un « assouplissement » de la politique monétaire et budgétaire (le Monde du 30 juin), Raymond Barre a tenu à préciser son attitude au moment où le franc est attaqué. Dans un communiqué publié par son secrétariat, le 12 juillet, l'ancien premier ministre affirme qu'il y a de nombreux moyens d'encourager la production et l'emploi sans sacrifier la monnaie. « Les récentes attaques contre le franc s'expliquent par le comportement de cer-

tains opérateurs sur le marché des changes, qui prévoient depuis plusieurs mois l'effacement du système monétaire européen », affirme Raymond Barre, avant d'ajouter : « Au lendemain du succès de l'emprunt d'Etat, le gouvernement français dispose de ressources suffisantes pour mettre en œuvre de façon rapide et convaincante une politique de soutien actif de l'activité économique, qui ne peut dépendre seulement de la baisse des taux à court terme. »

Près de 1,4 million de souscripteurs

## Les 110 milliards de l'emprunt Balladur serviront de « socle » aux privatisations

« Démenti à la morosité ambiante... témoignage de la confiance... mobilisation de l'épargne sans précédent », Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a pu saluer à l'occasion du 12 juillet la réussite exceptionnelle de l'emprunt Balladur. Même s'il n'a pas eu la primauté de l'annonce des résultats, M. Alphandéry a confirmé une souscription finale record de l'ordre de 110 milliards de francs, souscrite par près de 1,4 million de particuliers.

Le succès va bien au-delà du simple calcul financier. Près de 1,4 million d'épargnants, pour un montant moyen de 72 000 francs, ont souscrit à l'emprunt, fortement incité par une mobilisation, là encore sans précédent, des réseaux bancaires. Pour apporter la preuve de leur civisme et obtenir une commission comprise entre 0,60 % et 0,70 %, les banques se sont lancées dans une véritable compétition : les 110 milliards de francs ont été apportés en onze jours de souscription effective et à 90 % par des particuliers.

Les deux chefs de file, Crédit agricole et BNP, dont les présidents se tenaient fièrement aux côtés de M. Alphandéry lors de l'annonce des résultats, ont collecté

respectivement 19,6 milliards et 15,1 milliards de francs. La Caisse des dépôts, chef de file non secrétaire, a ramassé, via les réseaux de La Poste, des Caisses d'épargne et du Trésor 16,1 milliards.

Si on ne peut pas nier l'attrait des avantages fiscaux liés à l'emprunt que confirme le placement de 63 % des titres dans le cadre d'un PEA (plan d'épargne en actions) et le transfert pour 62 % de fonds investis dans des SICAV court terme, la notion de civisme mise en avant par les banquiers n'a pas été absente de la démarche des épargnants. La campagne de publicité qui mettait l'accent sur la création d'emplois et la relance de l'activité, a fonctionné au-delà des espérances. Un peu à l'image des premières privatisations réalisées à la fin de 1986 et au début de 1987, le gouvernement a su toucher la corde sensible de l'épargnant. Mais à l'époque le succès des privatisations avait fini par leur être préjudiciable.

### Aux dépens de la consommation ?

M. Alphandéry a en tout cas tenu à écarter très vite les critiques sur un trop grand succès dans la mobilisation de l'épargne qui se ferait finalement au détriment de la consommation. « Il s'agit avant tout d'un transfert de l'épargne

courte vers l'épargne longue, d'une consolidation qui ne pèsera pas sur la consommation », a affirmé le ministre. Les 70 milliards de francs supplémentaires devraient même donner au gouvernement une marge de manœuvre supplémentaire « pour la croissance et l'emploi ».

Le détail de l'utilisation de ces 70 milliards ne sera connu que dans quelques jours « sans qu'il soit question d'aggraver le déficit budgétaire » ou de modifier le volume des emprunts d'Etat classiques. L'emprunt devrait permettre de rembourser plus rapidement la TVA que l'Etat doit aux entreprises, voire d'engager des dépenses publiques qui ne seront intégrées dans le budget qu'en 1994.

Au-delà de l'utilisation des fonds, le succès d'un emprunt considéré à l'origine comme un relais sans recortes de privatisations pourra sans doute permettre d'accélérer le programme des dénationalisations en fournissant selon M. Alphandéry « le socle de l'opérationnel des sociétés privatisées ».

ERIC LESSER

La réforme sera applicable début 1994

## France Télécom annonce une vaste restructuration de ses tarifs

La réforme des tarifications locales et nationales, réclamée depuis plusieurs années par France Télécom, promise par le contrat de plan, mais jusqu'à présent différée, a reçu l'éval des pouvoirs publics. Son aspect le plus visible, mis en avant par Edouard Balladur, lors du comité interministériel à l'aménagement du territoire à Mende, lundi 12 juillet, concerne la création de zones locales élargies (ZLE).

A compter du début 1994, le tarif local, c'est-à-dire le tarif le plus bas en matière de communications téléphoniques (0,73 francs par unité de base), sera appliqué non seulement aux appels échangés à l'intérieur d'une même circonscription tarifaire (c'est le système actuel), mais aussi aux appels échangés entre circonscriptions limitrophes. Cette mesure aura pour effet de corriger les inégalités de traitement entre abonnés de grandes villes et ceux de zone rurale, entre abonnés parisiens et provinciaux.

Les circonscriptions tarifaires du téléphone ont été définies il y a près de quarante ans. Elles sont d'ampleur très inégale. Et certains déséquilibres se sont accentués sous l'effet de l'exode rural. L'abonné de Saint-Mandoulé, dans la Marne, ne peut joindre que 6 094 correspondants au tarif local quand celui de Paris en a 3 millions à sa disposition. Par ailleurs,

le découpage actuellement en vigueur ne respecte pas toujours les limites administratives (dans les Hauts de Seine, par exemple, certains abonnés appellent Paris au tarif local, quand d'autres le font à un tarif supérieur). Enfin, ce système multiplie les « effets frontières » pénalisants. Une communication de Nanterre à Sartrouville, deux communes de la région parisienne situées à 5 kilomètres de distance, mais qui sont dans des circonscriptions tarifaires limitrophes, coûte trois fois plus cher qu'un appel de Nanterre à Créteil, distantes de 25 kilomètres, mais toutes deux situées dans la même circonscription.

### Le facteur temps

La réforme fait disparaître les mini-zones locales (les zones locales élargies auront, pour la plupart, la taille d'un département et seront toutes supérieures à 150 000 abonnés). Elle devrait, selon France Télécom, permettre de joindre 7 fois plus de correspondants au tarif local qu'aujourd'hui. L'opérateur de télécommunications obtient en contrepartie de pouvoir relever le prix de ses abonnements. Un tarif unique de 45 francs doit remplacer les trois tarifs de 39, 33 et 28 francs en vigueur aujourd'hui en fonction des circonscriptions. En outre, les communications locales seront facturées à l'unité de base toutes les 3 minutes contre 6 minutes actuellement.

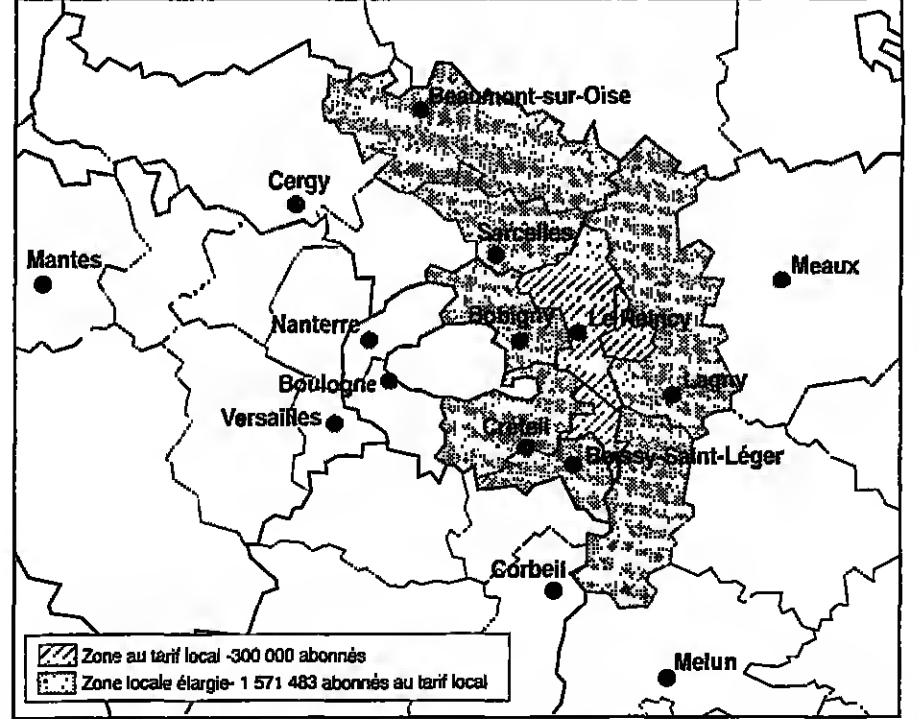
Pour France Télécom, il ne s'agit pas, sous couvert d'aménagement

du territoire, de procéder à une hausse des tarifs des communications téléphoniques. Selon l'opérateur, 70 % des communications locales ont une durée inférieure à trois minutes et ne changeront pas de prix. Le tarif des communications nationales devrait, lui, diminuer. A compter du début 1994, les appels interurbains seront facturés une unité de base toutes les 19 secondes contre 17 actuellement. L'ensemble de ces mesures, explique l'opérateur, équivaut à une baisse de l'ordre de 2,4 % du prix des communications téléphoniques, soit un manque à gagner de 2 milliards de francs.

Derrière tous ces réaménagements, c'est un bouleversement profond de la tarification du téléphone qui se profile, visant à atténuer le poids de la distance et à privilégier le facteur temps, à augmenter le prix des communications locales en baissant parallèlement celui des communications nationales et internationales. France Télécom qui perdait son monopole en 1998 avec l'ouverture à la concurrence du trafic téléphonique entend se doter, selon son directeur général, Charles Rozmarny, « d'une structure tarifaire plus adaptée », qui rentabilise l'exploitation actuellement déficitaire du local et permet de présenter des tarifs compétitifs sur le national et l'international, actuellement la source principale de bénéfices de l'opérateur, qui seront le plus soumis à la compétition.

CAROLINE MONNOT

## Un exemple de zone locale élargie



A compter du début de l'année 1994, probablement dès janvier si le remplacement des locaux dans les centraux téléphoniques se passe comme prévu, il sera possible d'appeler davantage de correspondants au tarif local. L'abonné du Raincy (Seine-Saint-Denis), qui ne peut actuellement joindre à ce tarif que les correspondants situés dans la même circonscription, aura la faculté d'appeler à ce même prix les abonnés installés dans les circonscriptions limitrophes.

Les négociations sur l'assurance-chômage

## La lettre de cadrage de M. Giraud précise les intentions de l'Etat sur l'UNEDIC

Michel Giraud, ministre du travail, a adressé lundi 12 juillet aux partenaires sociaux la lettre « de cadrage » dans laquelle il précise sa position sur le dossier de l'UNEDIC, après la réunion du 10 juillet. Le document se contente de reprendre, noir sur blanc, ce que les éléments qui avaient été avancés lors de la discussion avec les syndicats et le patronat (le Monde du 13 juillet).

En revanche, quelques indications font défaut. M. Giraud, en effet, ne définit à aucun moment à quoi devraient correspondre les 8 à 10 milliards de francs annuels qu'il s'est engagé à fournir pour faciliter le redressement, sur dix ans, de l'UNEDIC. Rien n'est indiqué sur la répartition des responsabilités entre ce qui appartiendrait au régime d'assurance et ce qui relèverait de la solidarité, financée par les fonds publics.

Il ne répond pas à l'interrogation du CNPF, qui entend que le « pé-

rimètre » de chacun soit circonscrit, ne serait-ce que pour éviter qu'à l'avenir une mesure de traitement social du chômage, décidée par le gouvernement, n'ait des conséquences financières sur l'équilibre financier. Il faut donc en déduire que le sujet sera abordé lors de la nouvelle rencontre, voulue « conclusive », le 23 juillet. Cette ultime séance, qui devra s'achever par la signature d'une « convention avec l'Etat », donnera donc lieu à une négociation difficile.

En l'état, la « lettre de cadrage » fait office de déclaration d'intention. La responsabilité des partenaires sociaux doit être « effective » et il est en conséquence attendu que « tout transfert de la charge d'amortissement de la dette » est exclu. L'effort de l'Etat ne vaut qu'à la condition exclusive qu'un accord paritaire intervienne sur les deux autres tiers (environ 20 milliards).

Pour y parvenir, le ministre veut

voir s'accroître « prioritairement » les recettes, « en préservant au mieux la capacité de consommation des ménages », et répète que celles-ci passent par une augmentation des cotisations, « notamment patronales ». A l'inverse, et pour protéger le pouvoir d'achat, il ne tient pas trop à un changement des prestations, reconnaissant au passage les « efforts déjà réalisés ». M. Giraud confirme en outre son souhait d'un « meilleur contrôle des allocations » et se prononce en faveur d'un « renforcement du pouvoir de l'UNEDIC ». Ainsi qu'il l'avait dit en séance, il réclame « un système de pilotage qui permette un ajustement automatique » et, pour ce faire, préconise « la création d'un comité de surveillance », composé de l'UNEDIC, de l'ANPE et des services de l'Etat, pour coordonner et « harmoniser les efforts conjoints ».

ALAIN LEBEAUBE

Le territoire réuni à Mende

## Fortement jusqu'en 1998 les riches et pauvres

plus vers des dépenses déductibles... (textes illisibles)

Les questions d'impôts... (textes illisibles)

La poursuite de la... (textes illisibles)

ématicquement métropoles !

la plupart... (textes illisibles)

Chaque... (textes illisibles)

FRANÇOIS GROSCHARD

Les réactions

Les deux... (textes illisibles)















APV 1201525

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 14 juillet 1993 21

**La Ville de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)**  
100 000 habitants, reconstruite

# UN COLLABORATEUR de cabinet du Député-Maire

De niveau BAC + 4 minimum. Compétences particulières dans le domaine de la construction européenne, l'environnement et les finances publiques. Qualités rédactionnelles et grande disponibilité nécessaires.

Adresser candidature et C.V. à :  
**M. le Député-Maire**  
HÔTEL DE VILLE  
93100 MONTREUIL CEDEX

## Ville de Puteaux (HAUTS-DE-SEINE)

**OBJET**  
Club House des Tennis de Puteaux (environ 900 m²) : gestion du bar-restaurant.

**DUREE**  
6 ans renouvelable.

**RÉFÉRENCES EXIGÉES**  
3 ans d'expérience dans le domaine.

**CANDIDATURES COMPORTANT**  
- photocopie de la carte de profession délivrée par le Conseil des Métiers ;  
- extrait K bis ;  
- extrait du casier judiciaire ;  
- caution bancaire.

À adresser avant le 2 août 1993 à :  
**M. le Député-Maire de Puteaux**  
Service juridique - 11, rue de la République  
92800 PUTEAUX  
Tél. 46-43-93-77

## L'AGENCE DÉPARTEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU JURA

### RECRUTE

#### UN CHARGÉ DE MISSION (H ou F)

L'Agence de Développement Économique du Jura est une structure nouvellement créée qui a pour mission de développer les entreprises et de soutenir les porteurs de projets économiques. L'Agence est une structure économique autonome, dotée d'un statut particulier, qui agit en tant qu'intermédiaire entre les entreprises et les services de l'État. Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques de développement économique et de la gestion des fonds européens.

Adresser les candidatures à :  
**M. le Président du Conseil Général**  
Direction Générale  
des Services du Département - 25000 BESANCON  
25021 LONS-LE-SAUNIER CEDEX

# SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



**IBM.**  
**LE PLUS COURT CHEMIN**  
**ENTRE MOI ET CE QUE**  
**JE VEUX DEVENIR.**

## Itinéraires variés pour talents créatifs.

Créativité, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Elles sont nécessaires pour élaborer des SOLUTIONS INFORMATIQUES pour nos clients, représenter notre compagnie à un haut niveau dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services... à Paris et en Province.

Si vous êtes **Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur Long** (Bac + 4 minimum - Grandes Ecoles ou Universités), ou si vous justifiez d'une **première expérience significative** (1 à 4 ans),

nous vous proposons l'un des postes suivants :

**INGÉNIEUR COMMERCIAL OU TECHNICO-COMMERCIAL,**  
**INGÉNIEUR SERVICES, INGÉNIEUR PROJETS...**

Une bonne connaissance de la langue anglaise, une première expérience UNIX... peuvent constituer un plus pour certains postes spécialisés.

Des itinéraires variés et de réelles responsabilités vous attendent.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé et photo) sous référence INCO2 :  
**IBM France - Service Recrutement - Tour Descartes - Cedex 50 - 92066 PARIS La Défense.**



## INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale, établissement public scientifique et technologique, développe des recherches dans les disciplines de la biologie, de la médecine et de la santé publique, afin d'accroître les connaissances sur la santé de l'homme et participer aux progrès diagnostiques, thérapeutiques et préventifs.

Les dossiers de candidatures sont disponibles jusqu'au 11 août 1993 à :

Bureau des concours  
101, rue de Tolbiac  
75054 PARIS CEDEX 11

Ils devront être déposés ou envoyés à la même adresse au plus tard le 12 août 1993.

La liste des postes vacants est consultable sur MINTEL, la base de données de l'INRS.

La liste des profils des postes à pourvoir, ou toute autre information complémentaire, peut être obtenue en téléphonant au : 01 44 21 62 24 25 26 28.

## RECRUTEMENTS SUR CONCOURS

Dans le cadre de son activité, l'INSERM recrute (sous réserve des accords administratifs nécessaires) :

par voie de concours sur titres et travaux,

**des INGÉNIEURS**  
titulaires d'un **DIPLOME D'INGÉNIEUR, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE, LICENCE** ou titre équivalent.

par voie de concours sur épreuves,

**des TECHNICIENS et TECHNICIENS SUPÉRIEURS\***  
titulaires d'un **DUT, BTS, DEUG, BAC** ;

**des PERSONNELS D'ADMINISTRATION\***  
de tout niveau.

\* La citoyenneté d'un État membre de la Communauté économique européenne est exigée pour l'accès à ces emplois.

## Ingénieur en Informatique Débutant ou Expérimenté

Intégré dans une équipe Recherche et Développement et évoluant dans le cadre d'un projet, vous participerez à la conception et au développement de nouvelles architectures de paiement. Joutant un rôle d'interface entre les études et les industriels, vous suivrez la réalisation de ces projets.

De formation ingénieur avec une spécialisation en informatique, et disposant de connaissances en matière de sécurité informatique, ainsi que dans le domaine de la carte à mémoire, vous rechercherez un poste vous permettant de valoriser vos qualités relationnelles et vos compétences en négociation technique et commerciale.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Poste basé dans l'Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence

RG/12/30713/LM à notre Conseil R. GARNIER qui vous garantira toute confidentialité.

ABGOR - 27 rue de Turin - 75008 PARIS.

PARIS - CAEN - RENNES - ROUEN - LE MANS - LILLE

## barphone

**BARPHONE**, partenaire d'AT&T, est concepteur et constructeur de systèmes de télécommunications (autocommutateurs privés). Avec 350 personnes, nous réalisons actuellement 250 M de CA. Nous consacrons 12% de notre CA à la Recherche et au Développement. Dans le cadre de notre partenariat avec AT&T, nous allons notamment nous développer sur le marché français pour la commercialisation de systèmes à plus fortes capacités (100 postes et plus). Nous recherchons un

### CHEF DE PRODUIT PABX

**PABX DE MOYENNE CAPACITÉ**

**VOTRE MISSION :** En collaboration avec notre Directeur Marketing et Communication, à partir de la gamme de systèmes de notre partenaire, vous prenez en charge l'ensemble des tâches de spécification, planification, marketing mix. Vous coordonnez, avec beaucoup de cohérence, l'action des services internes : R&D, achats, marketing commercial.

**NOUS VOUS OFFRONS :** ☐ le cadre d'une société saine, en croissance et avec de réelles perspectives de développement ☐ des responsabilités complètes et diversifiées ☐ des contacts fréquents à l'international (déplacements aux États-Unis) ☐ les moyens nécessaires pour soutenir votre succès ☐ la possibilité d'être basé à SAUMUR ou PARIS.

**VOUS AVEZ :** ☐ ou moins la trentaine ☐ une formation supérieure d'ingénieur de préférence ☐ une formation complémentaire de marketing ou gestion ☐ une expérience confirmée dans le domaine des PABX de moyenne capacité ☐ anglais courant ☐ une grande aisance relationnelle ☐ de la rigueur ☐ l'enthousiasme nécessaires à la réussite.

Pour un entretien individuel avec la société  
Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à **OPTÉAMAN** - 114 bis, rue Michel-Ange - 75016 PARIS. Fax : 40 71 28 41 en indiquant la référence 2302 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**OPTÉAMAN**



Pour passer vos annonces :

46-62-72-02

46-62-73-90



FAX : 46-62-98-74

## LE MONDE DES CARRIÈRES

**CAE cherche JURISTES** (connaissance fiscale) ayant le niveau maîtrise pour l'emploi à plein temps 41, rue Guy-Moquet 75017 PARIS Tél. : 42-28-93-93

**St-Mond L'IMMOBILIER**

**maisons de campagne**

**MAISON D'ÉCLUSE**, 40 km sud de BOURGES, 175 m², grand séjour, cheminée, poêle à bois, dalle pierre, 4 chambres, 2 salles d'eau, 2 WC, garage, grand terrain et verger sur canal de Berry. Prix 440 000 F. Tél. : (161) 48-74-55-25

**viagers**

**NEUILLY (92) LIBRE** 72, 50 m², 300 000 F + 5 000 F (74-72 ans) 47-80-03-31

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**

**DDMILITATIONS** et tous services, 43-55-17-50

**villas**

**ARCACHON** villa confortable près plage. Tél. : (161) 56-22-93-21







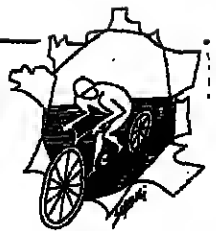
[illegible]



## SPORTS

CYCLISME : la neuvième étape du Tour de France

## La tempête avant la montagne



Vainqueur de la neuvième étape, un contre-la-montre individuel de 59 kilomètres au lac de Madine (Meuse), Miguel Indurain a repris, lundi 12 juillet, le maillot jaune au Beige Johan Museeuw. L'Espagnol a devancé l'Italien Gianni Bugno et le Néerlandais Erik Breukink. Après la journée de repos et de transfert jusqu'à Villard-de-Lans (Isère), mardi, Miguel Indurain devra défendre son maillot face aux grimpeurs, les Italiens Claudio Chiappucci, Gianni Bugno ou le Suisse Tony Rominger, dans ce qui sera la deuxième partie de la course, rythmée par cinq épreuves de montagne, deux dans les Alpes et trois dans les Pyrénées.

## LAC DE MADINE (MEUSE)

de notre envoyée spéciale

Ce furent les premières images terribles de ce Tour, celles que le caravane attendait depuis le début. Point final de la première partie de la course — celle des étapes en ligne où ont brillé les sprinteurs — le contre-la-montre du lac de Madine fut un hors-d'œuvre acide et délicieux, avant la première étape de montagne, mercredi. Ce fut un flot de souffrances : on entrevit le visage ruisselant et désemparé du Canadien Steve Bauer dans la côte du Lion. Où finirait-elle ? Le Canadien ne savait plus. On vit Tony Rominger, meurtri par une apoplexie de grêle, arriver tremblant comme une soupe. Et, encore, cette cohorte de coureurs épuisés, perdus dans la foule de l'arrivée, happés par l'oxygène à petits coups comme des poissons restés trop longtemps hors de l'eau. Tous portaient les stigmates de leur apoplexie de grêle, contre ces kilomètres sans fin, contre cet orage sans éclair.

On attendait le triomphe de Miguel Indurain. Il vint. Insolent de facilité, l'Espagnol passa dès le quatorzième kilomètre l'adversaire parti deux minutes avant lui. Il était superbe, Indurain. La tourmente était passée. Le soleil tachait de se faire une place dans le ciel plombé pour le voir avaler la route dans l'harmonie de ses jambes infatigables. Comme toujours, il était imbattable dans cette spécialité. Il prit deux minutes et onze secondes au deuxième, l'Italien

Gianni Bugno, et six minutes et dix-neuf secondes au Belge Johan Museeuw, à qui il ravit le maillot jaune.

Ce fut la fin et le début d'une partie. Au lac de Madine, les rousers et les sprinteurs qui avaient enfilé le Tour pendant plus d'une semaine ont rendu le flambeau à Miguel Indurain et aux montagnards. La voici cette montagne, qui se fait désirer depuis le départ, que l'on a attendue dans les boscages, la lande et les plaines.

## Course au sommet

Mercredi, après la journée de transfert et d'un repos tout relatif, les coureurs grimperont par deux fois à plus de 2 000 mètres, à commencer par le Galibier, à 2 645 mètres. « Une autre course commence », explique Francis Lafarge, chargé des relations publiques de Miguel Indurain. « Il faut se réadapter. On ne pédale plus pareil. Après avoir filé à plus de 40 km/h au sein du peloton, les coureurs sont beaucoup plus seuls dans les cols. C'est là où ils vont connaître la vraie souffrance et, à 30 à l'heure, se battre kilomètre après kilomètre. »

Dans le montagne vont apparaître les ennemis de la plaine, qui ont tenté, si patauds dans les

lignes droites, de limiter les dégâts sur le plat et dans le contre-la-montre. Pointé à plus de cinq minutes du vainqueur, lundi, et quatorzième au classement général, en retard du même temps sur le maillot jaune, Claudio Chiappucci — deuxième du Tour en 1992 — a affirmé qu'il ajournerait, cette année, la victoire au pénache. Indurain l'a entendu. « J'ai peur de ces deux étapes alpines, avoue ce danois. Elles seront décisives car tout le monde n'en a pas encore des forces pour attaquer. Je vais être harcelé. Il faudra que je me défende en surveillant sans cesse Chiappucci et Bugno. »

Lundi, après sa victoire, l'Espagnol était toujours favori. Sa cote a cependant encore été grignotée. Cette année, le Tour emprunte par cinq fois les chemins de la montagne quand il y en avait trois en 1992. Et, à partir de mercredi, tout est possible dans des épreuves où les écarts se comptent le plus souvent en minutes. Les secondes de bonification des sprints intermédiaires ou accordées aux trois premiers des étapes (le Monde du 10 juillet) auront disparu, et ce jusqu'à la fin de l'épreuve. La course au sommet se suffit à elle-même pour faire le spectacle.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Coupure

« Un répit, quel répit ? », s'exclament-ils tous. Après 1 545,3 kilomètres de course sur les 3 720 à parcourir, les coureurs jouissent, mardi, de la première des deux journées de repos du Tour de France. Cette trêve est toute relative. Commencée dans la matinée par un transfert en avion jusqu'à Grenoble, elle se poursuit par un voyage en voiture, dans les différents hôtels de la région de Villard-de-Lans. « Cette journée est vécue comme une aubaine par certains », explique Gérard Nicolet, médecin du Tour de France. « Mais la plus grande nouveauté la considérant comme une pause. Ce n'est pas un vrai repos, puisque les coureurs des centaines de kilomètres en avion. C'est une coupure qui leur permet de vivre mal. Alors, ils vont aller

pédaler. Les distanciers devront veiller à ce qu'ils n'ingurgitent pas leur ration quotidienne de courses (8 000 calories), pour éviter d'avoir les jambes lourdes le lendemain. »

A part les plus affaiblis par l'allure folle du peloton lors des étapes en ligne, il ne sera donc pas question de passer ou de ne pas passer. Miguel Indurain, il faut donc l'apprivoiser au plus vite pour ne pas être surpris dès le premier col. L'équipe Castorama, par exemple, devait rejoindre son hôtel de Lans-en-Vercors à bicyclette dès la sortie de l'avion, à Grenoble-Saint-Geoirs. Une côte de 20 kilomètres, avant d'aller avaler quelques pentes alentour.

B. M.

## Les classements

Neuvième étape  
Contre-la-montre individuel  
au lac de Madine (59 kilomètres)  
1. M. Indurain (Esp) 1 h 12 mn 50 s ; 2. G. Bugno (Ita) à 2 mn 11 s ; 3. Erik Breukink (Pb) à 2 mn 22 s ; 4. T. Rominger (Sui) à 2 mn 42 s ; 5. A. Zülle (Sui) à 3 mn 18 s ;

6. J. Bruyneel (Bel) à 3 mn 50 s ; 7. Z. Yaskula (Pol) à 4 mn ; 8. R. Alcalá (Mex) à 4 mn 5 s ; 9. F. Louviot (Fra) à 4 mn 28 s ; 10. S. Roche (Ita) à 4 mn 30 s ;  
Classement général : 1. M. Indurain (Esp), 35 h 29 mn 25 s ; 2. E. Breukink à 1 mn 35 s ;

3. J. Bruyneel (Bel) à 2 mn 30 s ; 4. G. Bugno (Ita) à 2 mn 32 s ; 5. B. Riis (Dan) à 2 mn 34 s ; 6. J. Museeuw (Bel) à 3 mn 2 s ; 7. Z. Yaskula (Pol) à 3 mn 3 s ; 8. A. Mejia (Col) à 3 mn 8 s ; 9. P. Louviot (Fra) à 3 mn 54 s ; 10. S. Roche (Ita) à 4 mn 10 s ;

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société  
10 ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tsafiri.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-74-13 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et Média et Réseau Europe SA.

## Le Monde

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression  
du « Monde »  
12, r. M. Gombouze  
94521 IVRY CEDEX

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 40-60-32-30 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vente normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 899 F	2 056 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour tous abonnements, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

LE MONDE (USPS) - postage paid at New York, N.Y. and additional mailing offices.  
POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1511, Chambers St., N.Y. 10105.  
For all subscription orders, send to:  
INTERNATIONAL ADDRESS SERVICE, INC. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2811 USA.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## CARNET DU Monde

## Naissances

Etienne et Danielle FOULLLOUX  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Camille,

le 10 juillet 1993,

chez

Odile FOULLLOUX

et

Alessandro RINALDI

10, avenue Salvador-Allende,

69100 Villeurbanne.

## Décès

La famille Youkharbach-Baldelli  
a la douleur de faire part du décès du

docteur Albert

BALDELLI-YOUKHARIBACHE,

survenu à Meudon, le 9 juillet 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 15 juillet, à 14 heures, en

l'église Saint-Martin, rue de la République,

à Meudon, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu vers 15 h 45,

dans le caveau de famille, au cimetière

parisien de Bagneux, 43, avenue Mar-

Dormoy, à Bagneux (Hauts-de-Seine).

6, villa des Jardiés,

92150 Meudon.

M. Jean Rey,

sa femme,

Nelly Chanéac,

son épouse,

Pascal Rey-Chanéac

et Axel,

Jacques-Olivier Rey-Chanéac et Eve

Harrioud,

ses enfants et petit-enfant,

sa famille et ses amis,

ont l'immeuble tristesse de faire part du

décès de

Jean-Louis CHANEAC,

architecte,

survenu accidentellement le samedi

10 juillet 1993.

La cérémonie a eu lieu le mardi

13 juillet, à 10 heures, à La Balme-de-

Sillegny.

57, boulevard de Paris,

73100 Aix-les-Bains.

Monique et Jean-Claude Leyrat,

Nathalie, Anne et Catherine,

Colette et Bernard Housseau,

Christine, Patrick, Olivier, Cécile,

Geneviève Chomel,

Pierrette et Philippe Chomel,

Marie-Hélène, Françoise, Isabelle,

Nicolas, Bruno, Pierre, Xavier, Cyril,

Guillaume, Margot,

Annie et Denis Chomel,

Cécile, Aurélie, Stanislas,

Anne-Marie et Yves Chomel,

Luc, Patricia,

ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

M. Henri Chomel,

M. Pierre Collignon,

ses enfants et petits-enfants,

M. Jean Collignon,

ses enfants et petits-enfants,

Les enfants et petits-enfants de

Raymond Chomel,

Georges Chomel,

Charles Chomel,

ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-

sœurs, neveux et nièces,

Les familles Bertin et Mouchet,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André CHOMEL,

rappelé à Dieu le 11 juillet 1993, dans

sa quatre-vingt-treizième année, muni

des sacrements de l'Eglise.

Le service religieux sera célébré le

jeudi 15 juillet 1993, à 8 h 30, en

l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue

Corot, Paris-16<sup>e</sup>, suivi de l'inhumation

au cimetière des Batignolles, à Paris.

16, rue du Cottage-du-Bas,

95470 Fosses.

M. Denise Cuzin,

ses enfants et petits-enfants,

sa famille,

Et ses amis,

M. Monique Lescoq,

Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert CUZIN,

survenu le 10 juillet 1993, dans sa

soixantième année.

Les obsèques auront lieu le 15 juillet,

à 10 h 30, au cimetière de Sarcelles-

Village (Val-d'Oise).

29, rue des Noyers,

92000 Sarcelles.

39, avenue Victor-Hugo,

75116 Paris.

- Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Leur famille,

ont la tristesse d'annoncer la mort,

dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Robert PIERRE,

né André Lavielle,

directeur honoraire

des lycées Marie-Curie, à Marseille,

et Elise-Lemoultier, à Paris,

chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu à Orléans, le

8 juillet 1993, dans l'intimité familiale.

H. Nicolet, D. Pierre, M.-C. Pinto,

15, boulevard Jules-Ferry,

75011 Paris.

Le doyen  
Et le conseil d'administration de la  
faculté de médecine Necker-Enfants  
malades,  
ont le regret de faire part du décès de

Pierre DERRAY-RITZEN,  
professeur honoraire  
de psychiatrie de l'enfant à la faculté.  
Son souvenir y restera présent.  
(Le Monde daté 11-12 juillet.)

M. Antoine Kapp,  
ses enfants,  
ses petits-enfants,  
Et leurs familles,  
ont la douleur de faire part du décès de

Antoine KAPP,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaille de la Résistance,  
King's Medal for Courage,

survenu le 11 juillet 1993, dans sa qua-

tre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 15 juillet, à 14 h 30, en l'église

du Petit-Laval (Orléans).

26160 Le Petit-Laval,

2, rue de Navarin,

75009 Paris.

- Rennes. Nantes. Côtes-d'Armor.

Montpellier.

Les familles Le Bras, Sobol, Herpin,

Perrais, allés

Et amis,

ont la douleur de faire part de la mort

de

M. Yvon LE BRAS,

survenu à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques civiles auront lieu le

vendredi 16 juillet 1993, à 11 heures,

au cimetière de la Boutellerie (grande

entrée), à Nantes.

- Le président de l'IRTS du Langue-

doc-Roussillon,

Le conseil d'administration,

Les personnels de l'IRTS,

ont le regret de vous informer du décès

accidentel de

Yvon LE BRAS,

directeur de l'IRTS.

L'inhumation aura lieu à Nantes, le

vendredi 16 juillet 1993, à 11 heures,

cimetière de la Boutellerie.

Un hommage public sera rendu à

Yvon Le Bras, à Montpellier, en sep-

tembre 1993.

- Joseph et Henriette Lelouch,

leurs enfants et petits-enfants,

Dany et Rivka Sorot,

leur fils,

ont le grand chagrin d'annoncer le

décès, dans sa quatre-vingt-onzième

année, de

M. Solange LELLOUCH,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-

mère.

Ils rappellent le souvenir de son

époux,

M. Henri LELLOUCH,

et de sa fille,

Mauricette LELLOUCH.

- On nous prie d'annoncer le décès

de

M. Jacques VASLET,

survenu le 3 juillet 1993, à l'âge de cin-

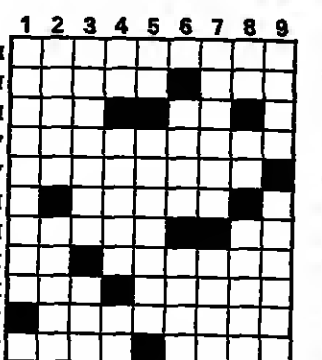
quante-six ans.

1, rue Léon-Dierx,

75015 Paris.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6082



VERTICALEMENT

1. Pour les haricots, c'est une  
excellente fin. - 2. Etre inca-  
pable de répondre. Prophète. -  
3. Information. Pes tous. -  
4. Rivière. En France. Pronom. -  
5. Note. Droit de succession. -  
6. Cracheur de feu. Un habitué  
des cures. - 7. Associée.  
Consacré. - 8. Tranche de  
gigot. Eléments d'un corps  
constitué. Est commun à la  
Tunisie et à l'Algérie. - 9. Bahut  
enclen. A perfole un certain  
cran.

Solution du problème n° 6081

Horizontalement

I. Rancune. - II. Im. Ose. Ra.  
- III. Terreur. - IV. Uras. Facs.  
- V. Et. Es. Poe. - VI. Luette.  
- VII. Masure. - VIII. Sec.  
- IX. Eu. Epis. - X. Tré.  
- XI. Eus. Basse.

Verticalement







Le taux passant à 2,4 % au 1<sup>er</sup> juillet

## L'augmentation de la CSG touche les chômeurs avec un mois d'avance

Tous les chômeurs indemnisés par l'UNEDIC ont vu dès ce jour-ci leur allocation amputée du nouveau montant de la CSG (contribution sociale généralisée), qui passe de 1,1 % à 2,4 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet. La ponction intervient, pour eux, un mois avant que les salariés ne constatent le même résultat sur leur bulletin de salaire de la fin juillet.

Techniquement et légalement, ce prélèvement est justifié, fait-on observer à l'UNEDIC. Comme toujours en pareil cas, la loi stipule que le nouveau taux se calcule sur toute somme versée dès le premier jour d'application. Or, les indemnités d'assurance-chômage sont payées à terme échu et donc, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> de chaque mois suivant.

Depuis les difficultés de trésorerie du régime, elles ne sont réglées par les ASSEDIC que 5, le 7, voire le 12 du mois suivant. La situation faite aux chômeurs reste toutefois

surprenante. En effet, le gouvernement a accordé une dérogation pour les pensions vieillesse et les retraités qui, sinon, se seraient trouvés dans le même cas. Par lettre, le 5 juillet, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT et présidente en exercice de l'UNEDIC, avait alerté Edouard Balladur et demandé que la mesure soit étendue aux chômeurs. Sa réclamation est jusqu'à présent restée sans réponse.

Selon un rapide calcul, cette ponction a fait perdre aux chômeurs quelque 1,6 milliard de francs en ressources, tandis que les caisses de l'Etat se gonflaient d'autant. En moyenne, les 2 411 700 chômeurs indemnisés perçoivent entre 5 200 F et 5 500 F chaque mois. On assure, à l'UNEDIC, que ces sommes seront restituées aux allocataires si une décision est prise en leur faveur.

A. Le.

Selon un sondage commandé par le ministère de l'Intérieur

## Plus de trois étrangers sur quatre ne craignent pas les contrôles policiers

Soixante-dix huit pour cent des étrangers se déclarent favorables à la lutte contre l'immigration clandestine, indique un sondage commandé par le ministère de l'Intérieur et publié par le Figaro du 13 juillet. Selon cette enquête réalisée du 3 au 7 juillet par le SOFRES, sur six cents personnes de nationalité française vivant en France, 76 % des immigrés « ne craignent pas » les contrôles d'identité policiers tandis que 20 % les craignent, ce pourcentage atteignant 55 % parmi les Noirs. Quarante-huit pour cent des immigrés se disent « très » ou « assez satisfaits de vivre en France ».

Soixante pour cent des personnes interrogées (contre 32 % se disent favorables aux mesures tendant à éviter de faire venir en France les familles polygames, 54 % (contre 30 %) pour la suppression des prestations sociales aux étrangers en situation irrégulière. Un quart des personnes interrogées pensent

que les nouvelles mesures « ont pour objet de mettre en cause les immigrés » alors que 55 % estiment qu'elles ont pour objet de « combattre l'immigration clandestine ».

Manifestation contre les reconduites à la frontière par train. — Quelques centaines de personnes ont manifesté, lundi 12 juillet, devant la gare de Lyon à Paris, à l'appel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), pour protester contre le projet du ministère de l'Intérieur d'utiliser la SNCF pour exécuter des reconduites à la frontière d'étrangers via Marseille et Sète (le Monde daté 20-21 juin). Des militants des syndicats de cheminots CGT et CFDT, du PCF et d'Act Up ont déposé « les trains de la honte ». Certains manifestants arboraient un badge portant un triangle vert et l'inscription « Nous sommes tous des étrangers ».

Alors que les barrages se multiplient dans les Bouches-du-Rhône

## Le ministre des rapatriés évoque un projet de loi-cadre pour les harkis

Roger Romani, ministre délégué chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés a installé, mardi 13 juillet, un « groupe de travail sur les Français musulmans rapatriés ». Au même moment, les manifestations de colère des enfants de harkis se multiplient dans les Bouches-du-Rhône.

Deux ans après l'explosion prolongée de colère de l'été 1991, les harkis et leurs enfants manifestent à nouveau leur impatience de voir traduits en actes les généreux discours de tous les gouvernements. Trois barrages constitués de carcasses de voitures, de pneus et d'arbres coupés interrompent la circulation, mardi 13 juillet au matin, en trois points des Bouches-du-Rhône. Au barrage installé depuis le 5 juillet sur la RN 96 à Fuveau, par les jeunes en révolte contre l'insalubrité de la cité du Broglum, est venu s'ajouter, vendredi 9 juillet, celui de La Roque d'Anthéron. Lundi 12 juillet, un autre été érigé à Jouques, entre Aix-en-Provence et Manosque, par une quinzaine de fils de harkis de la cité du Logis-d'Anne qui revendiquent la reconstruction de « logements décents » sur place et « des négociations avec les autorités afin

de régler, après trente ans, nos revendications ».

Ces revendications des enfants de harkis sont connues : indemnisation des parents, anciens suppléants de l'armée française en Algérie, délaissés et parfois abandonnés par la France, aide au désendettement, au logement, à la formation professionnelle, à la création d'entreprise, et manifestations publiques de reconnaissance à l'égard d'une communauté qui se qualifie non sans raison d'« oubliés de l'histoire ». Un rapport, demandé par Michel Rocard et remis en mai 1991 à Edith Cresson, avait analysé la situation et fait trente propositions dont quelques-unes ont connu un début de mise en œuvre par une circulaire interministérielle d'octobre 1991. Au même moment, une proposition de loi du RPR avait même suscité des espoirs parmi la communauté harkie.

### « Priorité politique »

Le ministre chargé du dossier, Roger Romani, a préféré repartir de zéro en chargeant un « groupe de travail » de lui remettre un rapport « d'ici à la fin du premier semestre 1994 ». La commission, présidée par Lolo Rossigol, conseiller-maire à la Cour des comptes et composée de représen-

tants d'associations de harkis et de représentants des administrations, devrait commencer à travailler en octobre. Ses propositions pourraient faire l'objet d'un « projet de loi-cadre tendant à mettre un terme aux difficultés de cette communauté », a annoncé, lundi 12 juillet, M. Romani, en assurant qu'il s'agissait d'une « priorité politique ». Le ministre annonce que toutes les préoccupations exprimées par les associations seront prises en compte et que des « solutions opérationnelles » seront recherchées. Selon le ministre, les barrages de Fuveau sont « motivés par des problèmes totalement locaux » de logement, les pouvoirs publics pressant la société d'HLM concernée de « procéder aux réparations nécessaires ».

Sitôt annoncée, la composition du groupe de travail ministériel a été contestée par certaines associations de harkis. Ainsi, la « coordination harka » de Saint-Laurent-des-Arbes (Gard), en point lors des événements de 1991 mais exclue de la concertation cette année, « condamne et appelle à la mobilisation (...) afin de dénoncer les agissements et les manœuvres du ministre des rapatriés », et affirme sa « déception » après avoir appelé à voter pour l'actuelle majorité.

PHILIPPE BERNARD

Une dénonciation de la CNIL au parquet

## Certains locataires des HLM parisiennes étaient fichés

La commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) a dénoncé au parquet de Paris « certaines pratiques de l'Office public d'aménagement et de construction de Paris (OPAC, ex office d'HLM) ». Il s'agit de « collecte illicite de données portant atteinte aux libertés individuelles ». Cette procédure exceptionnelle — la CNIL ne l'a employée qu'une dizaine de fois depuis sa création, en 1979 — est motivée par l'urgence et la gravité des faits.

Le procureur de la République a confié le dossier à la 4<sup>e</sup> section du parquet chargé de la protection des libertés. Une enquête est en cours. Du côté de l'OPAC, on confirme l'existence des formulaires mais on indique qu'ils ne sont utilisés qu'exceptionnellement et pour des locataires qui font l'objet de plaintes de la part de leurs voisins. On précise que les questionnaires sont fort anciens et que la nouvelle direction de l'office a décidé de les retirer de la circulation.

Lundi 5 juillet, le secrétaire de la commission a été saisi par Thierry Mignat, gardien d'immeuble dans une cité du XIII<sup>e</sup> arrondissement, licencié le 8 juin dernier pour « fautes graves » (le Monde du 20 juin). Celui-ci a apporté la preuve que la direction générale de l'OPAC demandait fréquemment à ses concitoyens de remplir des questionnaires détaillés concernant l'état-civil, la famille, l'emploi, « la tenue » et « la moralité » de cer-

tains locataires. Et ceci avec défense formelle d'en informer l'intéressé. Or la loi du 6 janvier 1978 relative à l'information et aux libertés interdit « la collecte de données opérée par tout moyen frauduleux, déloyal ou illicite ». La CNIL a considéré que cette inquisition constitue une atteinte aux libertés individuelles. L'affaire examinée par les commissaires, mardi 6 juillet, a donc donné lieu à une plainte immédiate contre l'OPAC.

## Un nouveau patron pour l'OPAC de Paris

Le conseil d'administration de l'Office public d'aménagement et de construction de Paris (OPAC, ex-office d'HLM) vient de nommer Yves Laffouvière au poste de directeur général où il remplace Georges Perol, « admis à faire valoir ses droits à la retraite ». M. Perol, maire RPR de Meymac (Corrèze) avait été appelé en 1982 à la tête des HLM de la capitale par Jacques Chirac, dont il est un ami personnel. Le maire de Paris lui a rendu hommage en soulignant le travail accompli dans la modernisation (notamment financière) de la gestion de l'office, dans l'amélioration de la qualité des constructions neuves et dans la réhabilitation des logements anciens.

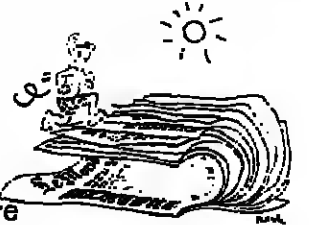
M. Perol, autoritaire et secret, n'a cependant jamais réussi à donner une image avenante de l'organisme dont il avait la charge. Ses relations avec les médias étaient particulièrement difficiles. Enfin, sa gestion avait été critiquée sur un plan technique par un rapport des inspecteurs généraux du ministère de l'équipement, alors que Marie-Noëlle Lienemann (PS) était ministre chargée du logement (le Monde du 11 mars). M. Perol a été chargé d'une mission « de réflexion et de propositions » sur l'aménagement des berges de la Seine (classées patrimoine mondial par l'Unesco) et des canaux.

M. A.-R.

[Né le 29 août 1951 à Paris, M. Laffouvière est ingénieur des Ponts et Chaussées et architecte. Il a commencé sa carrière au sein d'un bureau d'ingénierie et, à ce titre, a eu la responsabilité de projets importants, tels que le centre commercial Mériadeck à Bordeaux et la rénovation de la tour Eiffel. Puis, à partir de 1983, il a exercé des fonctions de direction de plusieurs sociétés dépendant de la Ville de Paris, comme la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI) et la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est (SEMA Est).]

Vous ne trouvez pas Le Monde chez votre marchand de journaux ?

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31. Nous ferons le nécessaire.



Dans un arrêt rendu par la cour d'appel de Paris

## Les peines prononcées dans l'affaire des fausses factures d'Ile-de-France sont réduites

La neuvième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par Jacqueline Chevalier, a sensiblement réduit les peines prononcées le 21 avril 1992 par la 3<sup>e</sup> chambre du tribunal dans l'affaire des fausses factures de l'Ile-de-France. Dans son arrêt rendu lundi 12 juillet, la cour a notamment ramené les sanctions infligées à Michel Maurer, PDG de la COGEDIM, et à Gilbert Chapron, directeur des marchés de cette entreprise, de trois ans de prison avec sursis et 1,5 million de francs d'amende à deux ans d'emprisonnement avec sursis et 1 million de francs d'amende. Jacques Perche, responsable de la SCREG Ile-de-France, voit sa peine de trente mois de prison avec sursis et 1,2 million de francs d'amende réduite à vingt mois d'emprisonnement avec sursis et 800 000 francs d'amende.

Parmi les dirigeants de la COGEDIM, Maurice Portail, directeur pour l'Ile-de-France, est condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et 500 000 F d'amende au lieu de trente mois de prison avec sursis et 750 000 F d'amende. Jean-Claude Le Goff, responsable pour la région parisienne, a été condamné à un an de prison avec sursis et 150 000 F d'amende au lieu de deux ans de prison et 250 000 F d'amende. La même sanction avait frappé Bernard Roth, directeur parisien, qui est condamné à quinze mois de prison avec sursis et 200 000 F d'amende. Alain Schranz, chef de service, condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et 200 000 F par le tribunal, est relaxé par la cour.

Le directeur de l'Agence Ile-de-France des Grands Travaux de Marseille, Jérôme Champetier de Ribes, a été condamné à un an de prison avec sursis et 150 000 F d'amende. Parmi les facturiers, la plus forte peine concerne Joseph Choukrou, détenu depuis avril 1990, condamné à quatre ans de prison et 1 million d'amende alors que le tribunal lui avait infligé six ans de prison et 3 millions d'amende.

Ausité après la décision, M. Maurer s'est déclaré « indigné » et a annoncé qu'il allait se pourvoir en cassation. Si, dans cette affaire de fausses factures portant sur plus de 200 millions de francs, l'hypothèse du financement occulte de partis politiques a toujours été contestée par les prévenus, M. Maurer s'est plaint d'avoir été « victime d'une symétrie avec l'officier URBA ».

Relaxé pour les dirigeants de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des travailleurs précaires (APEIS). — Le tribunal correctionnel de Paris a relaxé Richard Dethy et Malik Zediri-Cornu, président et vice-président de l'APEIS. Cette décision met fin à quatre années de procédure judiciaire. L'ASSEDIC (du Val-de-Marne), à la suite de l'occupation des locaux de sa direction de Créteil en octobre 1988 par environ quatre cents chômeurs durant quatre jours, avait attaqué l'APEIS pour violation de domicile, extorsion de fonds et séquestration du directeur et des cadres. L'APEIS reprochait à l'époque à l'ASSEDIC de ne distribuer que 12 % des vingt-cinq millions de francs destinés à venir en aide aux chômeurs les plus en difficulté. Selon l'association, le problème redevient aujourd'hui d'actualité puisque sur quarante-neuf millions de francs disponibles, seize seulement auraient été distribués en 1992.

### Surdouée

20 sur 20 en mathématiques, en biologie, en physique et en allemand, 18 sur 20 en philosophie et en français, 18 sur 20 en histoire-géographie et un modeste 14 sur 20 en gymnasique : telles sont les notes obtenues au baccalauréat par Claire Lemerrier, élève de terminale C au lycée Gérard-Philipe de Bagnoles-sur-Cèze (Gard). Au total, cette adolescente surdouée de seize ans et demi, fille d'enseignants, aura donc atteint la moyenne farfelue de 19,43 sur 20. Elle attend maintenant de savoir si elle sera admise directement en année préparatoire de l'Institut d'études politiques de Paris.

M. P.

## Concubinage sino-chinois

Les relations entre un homme et une femme de nationalités différentes, sans être mariés, sont considérées comme un concubinage. C'est ce que décide la cour d'appel de Paris dans son arrêt du 12 juillet.

Un homme et une femme, tous deux de nationalité chinoise, ont été condamnés à six mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende pour avoir cohabité pendant plus de six mois sans être mariés.

La cour d'appel de Paris a confirmé la décision du tribunal de première instance. Elle a également réduit les peines prononcées par le tribunal.

PHILIPPE BERNARD

## Le président de la République

A l'issue de son mandat de 14 ans, François Mitterrand a décidé de ne pas se représenter à la présidence de la République en 1995. Il a ainsi ouvert la voie à la réélection de Jacques Chirac.

PHILIPPE BERNARD

Le président de la République a décidé de ne pas se représenter à la présidence de la République en 1995. Il a ainsi ouvert la voie à la réélection de Jacques Chirac.

PHILIPPE BERNARD

## Apartheid

La violence des groupes paramilitaires s'intensifie en Afrique du Sud.

Des groupes paramilitaires s'intensifient en Afrique du Sud, provoquant la violence. Les autorités s'efforcent de maintenir l'ordre.

PHILIPPE BERNARD

La violence des groupes paramilitaires s'intensifie en Afrique du Sud. Les autorités s'efforcent de maintenir l'ordre.

PHILIPPE BERNARD

## SOMMAIRE

<b>DÉBATS</b>	Maastricht : « Euro-ranvaux », par Béatrice Majnani d'Intignano, OTAN : « Ni splendeur isolément ni réintégration », par G. Tréguier, l'après : « La revanche des chœurs d'anges », par Odon Veillet..... 2
<b>ÉTRANGER</b>	Plusieurs dizaines de Somaliens et quatre journalistes ont été tués à Mogadiscio..... 3 L'OLP confirme l'existence de contacts secrets avec Israël..... 3 Accord serbo-musulman pour le rétablissement de l'eau à Sarajevo, 4 Un projet de loi fondamentaliste est adopté en Russie..... 4 Brésil : Rio-María ou la loi de la jungle..... 5
<b>POLITIQUE</b>	Jean Arthuis, la jeune homme sérieux du Sénat..... 7 Diagonale, par Bertrand Poincaré : « Et voici, d'un pas majestueux..... 7
<b>SOCIÉTÉ</b>	Les suites de l'affaire OM-Valen-tiennes..... 8 Le général Morillon grand officier de la Légion d'honneur..... 9
<b>SPORTS</b>	Le Tour de France cycliste..... 24
<b>SCIENCES • MÉDECINE</b>	• L'épilepsie sort de l'ombre • Sous-marins nucléaires d'une génération l'autre • Le CEA redéfinit sa politique de recherche..... 11 et 12
<b>CULTURE</b>	Avignon : « Des cercueils de zinc » et « Enfouissements », de Didier-Georges Gabily..... 13 Arles : « La fête du Festival de la photographie..... 14
<b>ÉCONOMIE</b>	Le Comité interministériel d'aménagement du territoire..... 16 La Banque de France et la Bundes-bank sont intervenues pour soutenir le franc..... 17 Les 110 milliards de l'emprunt Balladur serviront de « socle » aux privatisations..... 17 Vie des antiprises..... 22
<b>COMMUNICATION</b>	Les radars mettant leurs programmes à l'heure des vacances..... 14
<b>Services</b>	Abonnements..... 24 Annonces classées..... 18 à 21 Carnet..... 24 Chronologie..... 10 Marchés financiers..... 22 et 23 Météorologie..... 25 Météo érosée..... 24 Radio-télévision..... 25 Spectacles..... 15
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 13 juillet 1993 a été tiré à 468 581 exemplaires.	

Demain dans « le Monde » Arts et Spectacles : les Francophiles de La Rochelle

Comme tous les ans, pour une petite semaine, la chanson française se retrouve dans ce port de l'Atlantique. Avec, cette année, au programme, le classicisme de Reggiani, la façon des rappeurs du Midi ainsi que tous les francophones d'Amérique.

20 ans d'actualité

Albin Michel